

# Lutte de classe contre l'Impérialisme



Grève à Bursa (Turquie)







# Sommaire

## Les luttes des prolétaires sont le moteur de l'Histoire

### L'impérialisme

- Ce que nous entendons par impérialisme
- Les enjeux impérialistes dans la région
- Les enjeux pétroliers dans la région
- L'accès à la mer Méditerranée, un vieux problème
- Les intérêts français

### La guerre, l'évolution des armées

- La deuxième guerre mondiale
- L'arme nucléaire a néanmoins ses limites
- La guerre éclair
- Le déclin des infanteries dans les armées modernes
- La guerre contre-révolutionnaire ou « sale guerre »
- La guerre médiatique
  - Gérer le retour de la guerre
  - Le roman américain sur l'état-major de Daech
  - Des mises en scène
    - La prise de Ramadi
    - L'aviation russe détruit des camions citernes vides
    - La farce des bombardements français en Irak

## **L'après-guerre, panarabisme, communisme**

Le printemps arabe

Révolution iranienne

La guerre Iran/Irak et les mouvements de désertion 1982/88

L'intervention occidentale en Irak et les insurrections de 1991

Le printemps arabe, l'islamisme, l'expérience algérienne

## **Syrie : Repères chronologiques**

### **Bref historique de la guerre en Syrie**

Au départ, c'est bien d'une révolte sociale dont il s'agit .

La « libération du nord syrien »

Nationalisme kurde

Déclaration de fondation du Mouvement Révolutionnaire Uni des  
Peuples

L'épopée de la gauche kurde

La chute de Mossoul et l'affaire Sinjar illustrent parfaitement cette  
stratégie

La bataille de Kobané

Forces Démocratiques Syriennes

La question d'Alep

Les organisations kurdes

Les femmes dans la guerre

La guerre civile en Turquie

## **Bilan des interventions impérialistes ; l'échec du djihadisme sunnite**

### **L'impérialisme se combat ici !**





## **Les luttes des prolétaires sont le moteur de l'Histoire**

Les guerres impérialistes sur le partage du monde ne doivent pas nous masquer que les peuples sont le moteur de l'Histoire. C'est à partir de nos a priori politiques que nous avons élaboré cette brochure, en décortiquant l'information qui nous est présentée, qui n'est autre qu'une propagande orientée suivant les multiples intérêts qui se jouent. En faisant une lecture quotidienne de toutes ces infos, on se rend compte que toutes les informations qui nous sont données nous ramènent dans un schéma politique qui nous est à chaque instant imposé. Quel que soit le camp impérialiste qui produit cette info, il est mis en avant la puissance de destruction des armées face auxquelles les populations seraient impuissantes.

Par concurrence et surenchères, leur discours finit par sortir de toute logique, assénant de fausses informations, cent fois répétées pour qu'elles soient admises comme vérité. En exemple on nous ressert régulièrement le schéma de la guerre froide, comme si la Russie avait la puissance de l'ancienne URSS. Or on ne voit que des alliances ponctuelles et opportunistes qui se nouent et se dénouent suivant les intérêts du moment. Cette thèse est faite pour masquer la division des impérialistes entre eux, leur incapacité à unifier un camp contre un autre, et finalement leur faiblesse face à des mouvements populaires.

Lors de l'élaboration de cette brochure, on nous a souvent questionnés sur l'origine de nos sources. Sur la plupart des événements évoqués, il faudrait en fait citer toutes les sources propagandistes, polémiques et contradictoires, et ce serait beaucoup trop long ; nous nous sommes donc attachés à nous baser sur ce qui n'est pas contestable et à resituer le contexte des luttes d'où des chapitres sur la guerre moderne, les mass media, la rente pétrolière et des annexes sur des témoignages de luttes dans la région.

Nous avons traité l'information au travers du filtre de notre critique de ce monde, du bilan des luttes passées. La lecture des propagandes, des polémiques, ne résistent souvent pas une fois comparées à quelques données de base, telles les démographies, voire la carte Michelin (en exemple : quand la presse a parlé de 200 000 civils pris au piège dans Alep, ce chiffre correspondait à la démographie de ces quartiers avant les quatre ans de combat et ne tenait pas compte de tout le flot de réfugiés partis vers la Turquie).

Le système capitaliste ne se porte bien qu'en expansion. Il ne peut exister en vase clos à l'intérieur de frontières parce qu'il ne peut à la fois exploiter et apauvrir sa population et à la fois lui vendre les marchandises produites. Il lui faut donc chercher hors de ses frontières d'autres populations pour écouler ses marchandises. Cette logique se fait en concurrence avec d'autres bourgeoisies, et dégénère facilement en affrontement.

Le système capitaliste porte structurellement en lui la guerre, et cette tendance s'accroît dans les périodes de crise, pendant lesquelles une bourgeoisie peut être obligée pour survivre de détruire une bourgeoisie adverse.

Après une période faste issue de la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme occidental va entrer en crise. Les effets visibles en France sont l'apparition du chômage de masse dans les années 1970. On passe d'une situation de pénurie de main-d'œuvre sur le sol français à son inverse. Les organisations prolétariennes en sont déstabilisées. Dans une période de pénurie de main-d'œuvre, les prolétaires pouvaient "négocier", après lutte, de meilleurs salaires et avantages sociaux. On passe à la situation inverse où c'est la bourgeoisie qui est en force pour imposer des bas salaires mais aussi revenir sur des acquis sociaux, puisque garantir la santé, l'éducation, le logement, etc., d'une main d'œuvre n'est plus prioritaire.

Un autre effet de la crise est l'accentuation des conflits armés menés à l'extérieur. En 1990, la gauche va rompre avec ses traditions pacifistes et s'engager aux côtés des Américains dans la guerre du Golfe. L'engagement militaire de la France en ex-Yougoslavie va suivre.

A partir de 1996, la suppression du service militaire est annoncée. Si cela satisfait la jeunesse réfractaire au service militaire, c'est surtout la réorganisation d'une armée de défense du territoire national en armée d'attaque vers l'extérieur, les moyens étant redirigés vers une armée de métier spécialisée dans les interventions extérieures (unités parachutistes) notamment. Les interventions en Afrique vont devenir continues, même si elles ne sont pas toujours officielles. Par exemple, armée, police et barbouzes français ont encadré le pouvoir hutu qui a massacré les Tutsis au Rwanda.

Cette agressivité extérieure nécessite un renforcement de l'ordre intérieur et le renforcement du discours nationaliste. Depuis 1995, chaque attentat est l'occasion de nouvelles mesures sécuritaires, le nationalisme est devenu dominant à gauche, voire à l'extrême gauche. L'état d'urgence ne protège pas les populations, il renforce le nationalisme et réduit au silence les mouvements sociaux.

Il nous montre que le développement de conflits à l'extérieur et les attaques contre les «acquis sociaux» font partie de la même logique du capitalisme en crise.

Bien avant les attentats contre «Charlie» et au Bataclan, nous nous sommes intéressés aux événements en Syrie et à la montée en puissance du PYD kurde, parce qu'internationalistes et parce que ces luttes sont la continuité du Printemps arabe. Si nous rejetons la ligne du PKK et du PYD parce que réformiste, donc susceptible de reproduire l'exploitation, nous ne pouvons être que solidaires avec la lutte contre les impérialistes et leur forme fascisante représentée par le djihadisme. Nous sommes par-dessus tout dans le camp des opprimés contre les oppresseurs. La critique, voire la lutte qui doivent être menées contre ce qui ne serait qu'une façon différente d'exploiter et d'opprimer doivent se mener au sein du camp de ceux qui luttent et sûrement pas dans leur rejet. Cette brochure essaye de défricher la nature des intérêts impérialistes et leur action, et en face l'état des luttes.

# L'impérialisme

## Ce que nous entendons par impérialisme

Le capitalisme est la forme d'exploitation qui domine le monde, c'est l'ordre social qui le gère qui peut varier. Donc, qu'il s'agisse de dictature, de nazisme, de théologie, de capitalisme d'État, de démocratie libérale ou encore de néolibéralisme, voire de «fédéralisme démocratique», ces ordres sociaux visent tous à organiser l'exploitation de ceux qui transforment la matière et produisent par ce fait les richesses, dans le but de les accumuler pour une minorité qui assoit ainsi son pouvoir. Tout capitalisme (même dominé) porte en lui sa tendance à l'impérialisme. Le capitalisme ne se porte bien qu'en expansion, et va tendre à développer son exploitation au-delà des frontières nationales. Cela n'a d'ailleurs rien à voir sur le fond avec des frontières, toute entreprise aura tendance à prendre le contrôle de l'ensemble du processus de production et de valorisation ; depuis l'extraction des matières premières, leur transformation et leur commercialisation, que ce soit à l'intérieur de frontières nationales ou à l'extérieur. Pour ce faire, les entreprises vont se regrouper, s'associer, se racheter jusqu'à tendre à monopoliser un secteur de production, éventuellement sur l'ensemble du globe (Microsoft par exemple). Comme le disait Lénine : «L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme.»

Les États nations, à l'origine, dirigeaient les intérêts des monopoles impérialistes et se sont confrontés dans les guerres. A ces occasions apparaissent clairement des alliances, et on simplifie par l'affrontement d'un camp contre l'autre. Pour nous, ces «camps» ne sont pas homogènes, ni en idéologie, ni en intérêts. Il s'agit plutôt de «paniers de crabes» où chacun défend exclusivement ses intérêts impérialistes.

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, les pays de l'Est sont passés sous la coupe de l'URSS, l'Angleterre a perdu ses zones d'influence au profit des Américains. L'Iran, comme la Syrie, utilise la résistance palestinienne et le Hezbollah contre Israël et pour étendre ses marchés au Liban. Moscou et Damas sont des alliés de circonstance. Moscou utilise les Kurdes contre son ennemi turc, alors que Bachar el Assad ne veut

rien leur concéder. Ainsi, face à la montée en puissance du mouvement kurde, tout l'ancien équilibre des «camps» vole en éclats pour faire place à une multitude d'intérêts contradictoires, tel l'Iran soutenant les nationalistes kurdes irakiens (UPK) contre la Turquie, mais craignant la guérilla PKK/PJAC et l'agitation sociale kurde sur son sol, soutenues par le même UPK.

Les États ne sont pas les seuls acteurs impérialistes, on a déjà vu dans les années 1930 des sociétés américaines fournir au nazisme les moyens de sa montée en puissance. Depuis, l'indépendance de ces trusts n'a fait que s'accroître jusqu'à devenir visiblement prépondérante. Les moyens financiers dont disposent les milices en Afrique ou au Moyen-Orient dépassent largement ce qu'un État peut «escamoter» à travers des financements occultes. Une rapide évaluation montrerait que le «pétrole de Daech» (le financement de ce dernier) est mis en avant pour masquer la masse des capitaux investis dans les milices djihadistes. D'ailleurs, les médias n'ont mis en avant ce trafic que lorsque ce dernier s'est arrêté ; les YPG ayant fermé le principal passage vers la Turquie, les frappes russes et américaines n'ont en fait détruit que des centaines de camions-citernes au parking, et non en route. De toute façon, Daech était la milice la plus riche de la région (financée par l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Qatar...) avant ses conquêtes pétrolières et celle de Mossoul. Par ailleurs, il y a une proximité idéologique et économique évidente entre les néolibéraux, les trusts pétroliers américains, les pétroliers saoudiens, qataris, Total... Les premiers justifiant le djihadisme sunnite, les seconds le finançant.

On ne peut donc plus lire les conflits comme le simple fait des États sans tomber sur des incohérences, il faut tenir compte de l'action des trusts, même si dans ce jeu les États sont dominants grâce à l'arme nucléaire et l'aviation. Si, dans l'après-guerre, le schéma dominant était l'installation de dictatures et de bourgeoisies compradore dans les pays dominés, on note une tendance à la destruction pure et simple des États nations, à coup de «partitions» où les intérêts impérialistes pourraient être directement gérés par des trusts, avec leurs propres règles, leur propre mode de vie, police et armée privée.

## Les enjeux impérialistes dans la région

Un trio d'acteurs est identifiable quant au soutien des djihadistes en Syrie. Il s'agit de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie Saoudite. La Turquie manque de pétrole pour son développement mais surtout elle veut devenir un carrefour des pipelines des productions pétrolières de la région pour les redistribuer vers l'Europe. Le Qatar et l'Arabie Saoudite ont donc un projet commun de pipelines passant par la région syro-irakienne aboutissant en Turquie. Ce projet se fait dans un contexte de concurrence avec le pétrole irakien qui est soumis à embargo, et Bachar el Assad s'y oppose. La Turquie ne fait pas mystère de ses projets. C'est moins évident dans le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite, car ce sont plus des sociétés privées qui sont à l'œuvre que les États eux-mêmes. Le poids des trusts privés dans la politique internationale s'est considérablement développé ces deux dernières décennies. L'apparition massive du mercariat et l'instrumentalisation du djihadisme dans les conflits en sont le signe visible. Daech sert très probablement des intérêts pétroliers turcs, saoudiens, qataris, américains et français, mais, à l'exception de la Turquie, les États de ces pays ont pu être en guerre avec Daech.

Jusqu'en 2013, Bandar ben Sultan, responsable des services secrets saoudiens, ami notoire du clan Bush, fut le grand coordinateur du soutien au djihadisme en Syrie. En 2013, l'administration Obama reprend la main sur le dossier syrien. Par un jeu de chaises, Bandar ben Sultan est écarté du pouvoir saoudien. Il y a manifestement une concordance entre les théories «néolibérales» américaines et les actions de Daech, mais qui peuvent aussi entrer en contradiction avec l'État américain.

L'État français soutient toujours bec et ongles «la rébellion» syrienne et le gouvernement turc, feignant d'ignorer sa dominante djihadiste. L'explication vient sans doute des intérêts de Total dans la région. En effet, Total est présent en Syrie, dans le Kurdistan irakien mais surtout Total a des intérêts très étroits avec les pétroliers Qataris.

La question du pétrole est déterminante au Moyen-Orient. Cela ne signifie pas pour autant que l'on puisse réduire toute la géostratégie de la région à cette question. Tous les pays du Moyen-Orient n'exportent pas du pétrole de manière significative. La Syrie ne produit que l'équivalent de sa propre consommation, exporte du coton, et ses usines d'Alep ont été «déménagées»\* en Turquie.

\*Les machines des usines d'Alep ont été démontées et démenagées en Turquie probablement par la milice Al Tawid, des industriels ont porté plainte, les instructions sont en cour.

Avant les interventions américaines, l'Irak était un pays «en voie de développement». L'Iran développe son industrie et est historiquement un producteur d'acier, etc. Réduire les contradictions dans la région uniquement à la question du pétrole revient à nier l'enjeu économique que représente la main d'œuvre ouvrière et paysanne. Les enjeux autour de la rente pétrolière sont déterminants mais la concurrence, les guerres que se livrent les forces impérialistes sont plus globales.

## **Les enjeux pétroliers dans la région**

La Deuxième Guerre mondiale va définitivement établir le pétrole comme première source d'énergie en remplacement de la houille. Automobiles, camions, engins blindés, aviation se sont démultipliés. Des fronts se sont ouverts pour le contrôle de ce carburant, et les premières matières plastiques sont industrialisées. Toute une partie du Proche-Orient va passer de la domination anglaise à la domination américaine. La création de l'État d'Israël se fait dans ce contexte.

Si les Émirats du golfe Persique, l'Arabie Saoudite, sont des zones désertiques qui vont se lier étroitement aux pétroliers occidentaux, l'Iran, l'Irak, la Turquie, l'Égypte vont développer leur industrie et voir l'apparition de volonté d'indépendance sous la forme de divers nationalismes dans des variantes pan-arabistes, communistes, islamistes.

Il y a donc schématiquement des intérêts qui s'opposent. En exemple, au début des années 1950, l'Iran, dirigé par le premier ministre Mohammad Mossadegh, nationalise l'exploitation pétrolière jusque-là détenue par les Anglais. Quelques années plus tard, la CIA arrive à chasser Mossadegh pour mettre le chah au pouvoir. La production pétrolière passe sous contrôle de compagnies anglaises, américaines et françaises (futur Total). Dans cette période, l'Iran va devenir le quatrième pays producteur de pétrole. En 1979, les mouvements nationalistes, islamistes et communistes vont chasser le chah. Devant la grève des ouvriers du pétrole, l'Occident va lâcher le chah et favoriser les islamistes. L'industrie pétrolière est nationalisée et une part significative des bénéfices est dirigée vers le développement industriel. A partir de là, un camp réuni autour de la concurrence pétrolière (USA, Royaume-Uni, France, Israël, Arabie Saoudite) va s'employer à contenir l'expansion du capitalisme iranien.

## **L'accès à la Méditerranée, un vieux problème**

Pour les États-Unis et l'Europe, la Méditerranée est la route la plus courte pour acheminer le pétrole. Actuellement, les tankers passent par le détroit d'Ormuz, le canal de Suez ou sont contraints de contourner l'Afrique. Cela implique de contrôler militairement le détroit d'Ormuz, le passage du golfe d'Aden (guerre avec le Yémen) et le canal de Suez.

La situation sur le canal de Suez est particulièrement tendue, parce que cette zone est fortement industrialisée, la population prolétarisée est traditionnellement résistante aux intérêts impérialistes, certaines villes jouissent d'un statut particulier pour avoir résisté aux bombardements israéliens. Les mouvements sociaux dans cette zone peuvent donc facilement aboutir à la fermeture du canal. Récemment, lors du Printemps arabe, les insurrections ouvrières le long du canal ont précipité le départ de Moubarak. Ou encore lors des menaces de frappes américaines sur la Syrie (gazage de la Ghouta), l'ensemble des parties égyptiennes était d'accord pour fermer le canal.

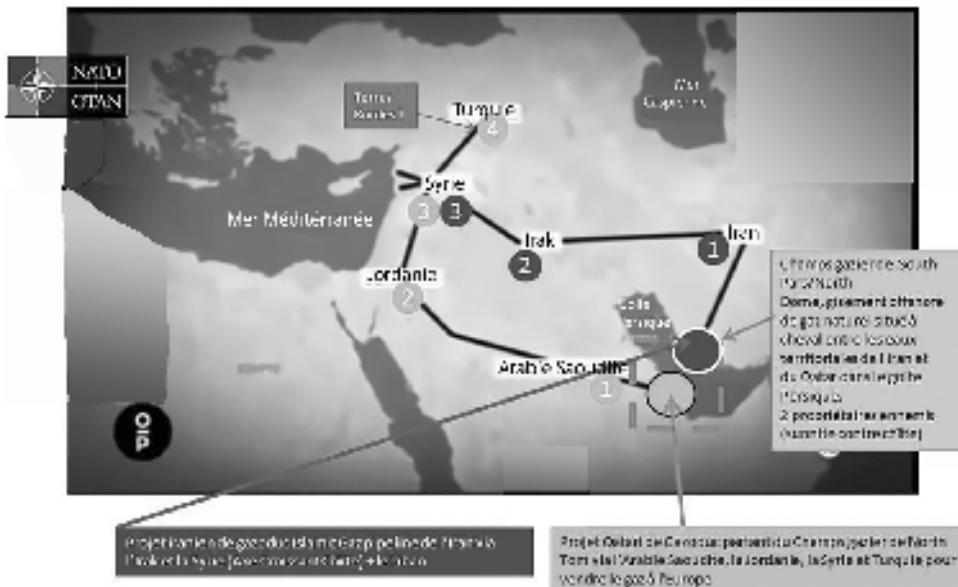
Par ailleurs, la taille du canal limite le tonnage des tankers, et le transport maritime a un coût sur une marchandise très spéculative. Dès les années 1930, on voit donc apparaître des projets de pipelines reliant les champs pétroliers à des ports méditerranéens, en Syrie ou en Palestine.

L'existence de Daech, le développement du djihadisme en Syrie sont probablement déterminés par des projets de pipelines dans la région et la mainmise sur les routes commerciales. Les compagnies pétrolières cultivent le secret et ne font pas état de leurs projets, contrairement à l'Etat turc qui, lui, est plus prolix. Erdogan veut faire de la Turquie un «carrefour» des pipelines de la région, le pétrole empruntant la mer Méditerranée à partir des ports turcs. Cela concerne un pipeline russe, les gisements irakiens, ceux du Kurdistan d'Irak..., et l'on sait qu'en 2005 Bachar El Assad a refusé le passage d'un pipeline venant du Qatar et de l'Arabie Saoudite, vers la Turquie.

Or ce trio est le principal bailleur de fonds du djihadisme en Syrie et aussi de l'insurrection sunnite en Irak. Manifestement Daech sert des intérêts pétroliers, bloquant les tracés iraniens et ouvrant des routes pour les pipelines qataris et saoudiens. Ce qui est évident à l'observation des cartes, c'est que la plupart des zones contrôlées par Daech sont désertiques. Ses crimes et persécutions ne sont pas forcément pires que ceux des autres djihadistes, mais il en fait une grande publicité et les met en scène ; manifestement sa logique est de chasser les populations, plus que de les exploiter.

Ces intérêts existaient avant Daech (visibles lors de la guerre Iran-Irak) et risquent fort d'exister après !

**2009 – 2 PROJETS DE GAZODUCS – SOURCES DES CONFLITS ACTUELS EN SYRIE, IRAK ET EN TURQUIE. LA GUERRE CONTRE DAESH ? PAS SEULEMENT !**



**Les intérêts Français**

La France jusqu'à peu s'est résolument tenue aux côtés du trio Qatar, Arabie Saoudite et Turquie. La raison principale est probablement liée à Total qui fait partie des cinq plus grosses compagnies pétrolières au monde, poids-lourd de l'économie française et historiquement liée aux services spéciaux français. Total exploite, au côté des Américains, le pétrole du Kurdistan d'Irak. Surtout, Total a investi au Qatar lui permettant de moderniser les installations pétrolières et renforçant le pouvoir actuel. En retour, le Qatar investit dans des sociétés françaises\*. Il faut ajouter, mais c'est moins important, des investissements en Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis et Syrie. Dans la foulée, la France vend des armes dans toute la région. Bref, Total est partie prenante des intérêts qataris et américains, et l'intérêt de Total et du capitalisme français, c'est un peu la même chose.

\*On connaît le PSG mais il y a aussi Bolloré, un autre poids-lourd de l'économie française

Ajoutons à cela que des sociétés françaises investissent en Turquie dans des productions à destination de l'Europe de l'Est (usine Renault de Bursa). Ainsi, Laurent Fabius est allé jusqu'à déclarer publiquement «Al Nosra fait du bon boulot en Syrie». Mais le soutien de la France aux djihadistes est probablement allé bien plus loin que de simples déclarations. Outre les faisceaux de présomptions, on peut citer ces hôpitaux militaires français et américains par lesquels ont transité des membres de Daech avant d'être soignés en Israël (Israël ne dément pas et se défait de ses responsabilités sur les Français et Américains). Et encore, la cimenterie Lafarge près de Kobané qui a payé Daech pour pouvoir continuer à fonctionner ; on a du mal à croire que Lafarge ait pris une telle décision sans l'aval du gouvernement français.

## **La guerre, l'évolution des armées**

La bourgeoisie nie systématiquement le rôle déterminant des populations dans les guerres. Pourtant, les guerres ont vu des millions de personnes s'engager dans les armées, maintenir le fonctionnement nécessaire des pays pour alimenter les fronts.

Cette adhésion des populations est indispensable aux guerres ; des millions de personnes ont été mobilisés lors de la Première Guerre mondiale, pour une vaste boucherie moderne, puis à l'inverse, les mouvements révolutionnaires de 1917 en Russie, 1918 en Allemagne, ont imposé la fin de la guerre. On peut citer aussi la guerre Iran-Irak (1980), la première guerre du golfe (1990) où les mouvements de désertion insurrectionnels ont contrecarré les plans impérialistes. L'armée israélienne se heurte à la résistance de la population de Gaza sans laquelle les résistants eux-mêmes ne seraient rien, et s'est heurtée aux mobilisations nationales au Liban.

Récemment, il ne faut pas oublier, à propos de l'intervention française au Mali, le rôle des populations de Gao qui, refusant l'occupation djihadiste, formaient des milices et cherchaient des armes à Bamako. Si les djihadistes avaient pu s'implanter de manière stable dans la région, il y aurait eu probablement des négociations à la place d'une intervention militaire.

## **La Deuxième Guerre mondiale**

Les armées nazies et fascistes japonaises ont été battues par les populations. En Asie, on connaît surtout les batailles navales qui ont opposé Américains et Japonais, passant sous silence que la moitié du potentiel militaire japonais était occupé à combattre sans succès les populations chinoises. Peu d'historiens se sont penchés sur la question et il est difficile de savoir si la population chinoise a payé 10 ou 20 millions de morts pour sa résistance. Le flou est moins grand en ce qui concerne l'URSS ; à peu près 25 millions de morts. Dans les deux cas, s'engageant dans les armées, la résistance, l'effort de guerre, les populations n'ont pas cédé. Les armées nazies ont été bloquées sur les grandes villes ; Moscou a été défendue par des troupes sibériennes, au prix d'un million de mort, la population de Leningrad, assiégée et affamée a tenu plus de deux ans, on connaît la bataille de Stalingrad et ses ouvriers qui produisaient des tanks. La guerre d'extermination menée par les nazis : la famine planifiée en Ukraine et en Biélorussie a fait 14 millions de morts, la liquidation des prisonniers (3 à 4 millions de prisonniers liquidés) n'ont fait qu'amplifier la guerre des partisans.

Sur les deux fronts principaux, la mobilisation et l'adhésion des populations au communisme/nationalisme ont déterminé le cours de la guerre.

Face à cette réalité, les stratégies y sont allés de leurs massacres et atrocités pour briser les résistances et c'est dans ce contexte que fut inventée la bombe atomique. Le bombardement de Guernica, lors de la guerre d'Espagne marque le début d'une logique de bombardements massifs contre les populations civiles, et ne va faire que s'accroître. Dans la même période où en Asie on bombarde Nagasaki et Hiroshima, on bombarde les populations de Dresde et Hambourg à coups de bombes incendiaires.



Dans le schéma d'équilibre nucléaire qui régit le monde, ce sont les populations civiles qui sont visées.

### **L'arme nucléaire a néanmoins ses limites**

Les grandes puissances ont accumulé par concurrence des quantités formidables d'armes nucléaires, toujours plus puissantes, capables de raser des mégapoles d'un seul tir. Ceci conduisait à envisager la guerre nucléaire comme un

seul coup initial détruisant totalement l'adversaire sous peine de voir une riposte. Par exemple, un seul sous-marin nucléaire américain qui aurait échappé à une première attaque russe est capable à lui seul de détruire les principales villes russes. Les moyens électroniques et informatiques de guidage, détection, brouillage sont donc devenus décisifs pour un éventuel conflit nucléaire. Et sur le terrain les Russes ont perdu bien avant la chute du mur de Berlin. La probabilité d'un conflit direct entre Russes et Américains est donc à exclure, parce que les Russes seraient perdants dans l'escalade et amenés à céder.

Lors de la première guerre du golfe, le bloc de l'URSS étant tombé, on a pu croire que plus rien ne ferait contrepoids à la puissance militaire américaine et notamment sa surpuissance nucléaire. C'était oublier une fois de plus que les guerres se font avec et contre la population. De ce point de vu, la Chine est inexpugnable. Une agression sur son territoire mobiliserait probablement la population. Des calculs ont été faits, il faudrait tellement de bombes nucléaires pour briser la résistance des populations qu'on risquerait des pollutions gigantesques jusqu'à la formation d'un nuage susceptible de provoquer un «hiver nucléaire» sur la totalité du globe. Jusqu'à aujourd'hui, nul ne peut envisager d'imposer seul son diktat sur le globe par sa seule force militaire. Les guerres sont donc toujours le fait d'alliances et de contradictions. L'arme nucléaire est donc devenue l'arme ultime des plus puissants impérialistes pour dominer le reste du monde. Parce qu'en revanche, en dehors de conflits directs qui n'engendrent pas d'escalade, l'utilisation d'une arme nucléaire reste possible sans conséquence catastrophique.

## **La guerre éclair**

La Deuxième Guerre mondiale voit l'apparition de la guerre éclair, parce qu'il ne s'agit plus tant de conquérir des territoires agricoles mais de s'emparer des potentialités industrielles. Il s'agit de détruire l'adversaire. Non pas pied à pied, mais en fonçant directement sur ses centres d'organisation (les villes). Ce concept apparaît dans les années 1930 et voit l'alliance d'industriels (notamment américains et allemands de l'automobile, des télécommunications et de l'aviation)

De façon notoire, des industriels américains vont permettre à l'industrie allemande de contourner le traité de Versailles, réarmer l'Allemagne sur le principe de la guerre moderne ; chars combinés à l'aviation, le tout coordonné par les radiocommunications. La guerre d'Espagne sera l'occasion de tests pour cette alliance (bombardement de Guernica entre autres). Au passage, cette collaboration

permet la relance de l'industrie en Allemagne qui est le pays capitaliste le plus développé de l'époque.

Mais ce type de guerre ne supporte pas le piétinement. Son principe repose sur la désorganisation soudaine d'un pays. Mais, si elles sont bloquées, les armées vont devoir subir la réaction des populations agressées, leur masse, leur capacité de combat et de résistance, pour à la fin se replier sur le point de départ, voire pire. Dans ce type de guerre, celui qui n'avance plus va irrémédiablement la perdre. Les stratèges le savent bien et, lorsque les armées allemandes sont bloquées devant Moscou, on assiste à un retournement. L'État américain va entrer en guerre ; il s'agit dès lors d'anticiper l'inévitable invasion de l'Allemagne. Si l'URSS s'était emparée seule de l'Allemagne, qui est à l'époque le pays industriel le plus développé, le monde ne serait pas ce qu'il est, l'URSS serait devenue l'impérialisme dominant à la place de l'impérialisme américain.

On verra plus récemment cette faiblesse de la guerre éclair dans les deux guerres du Liban.

En 1982, Israël attaque le Liban mais, devant les dédales de Beyrouth, elle se heurte à la résistance non seulement des Palestiniens, mais aussi à l'ensemble des forces de gauche, d'une partie des chiïtes et piétine devant la ville. Bien que l'armée israélienne ait détruit les régiments blindés syriens, il paraît clair que sa guerre est un échec et de ce fait, l'Occident normalise ses rapports avec la Syrie, conscient que c'est elle qui finira par s'imposer et qu'Israël devra retourner à son point de départ.

En 2000, à peine la Syrie retirée du Liban, Israël le bombarde. Certes elle détruit physiquement bon nombre d'infrastructures mais elle ressoude l'unité des Libanais contre elle. L'offensive terrestre tourne à la catastrophe, chiïtes, chrétiens, communistes prennent les chars israéliens en embuscade et un quart du territoire israélien est sous le feu des roquettes libanaises lorsque l'ONU impose un cessez-le-feu.

On le voit : ce type de guerre basée sur la technologie et employant une infanterie réduite au minimum peut très bien être mise en échec par des populations mobilisées et aboutir au résultat inverse de celui recherché.

## **Le déclin des infanteries dans les armées modernes**

Avec l'apparition de l'armement nucléaire, on a vu un déplacement des zones de guerre. L'Europe n'a pas connu de guerre importante sur son sol depuis soixante-dix ans (à l'exception du conflit yougoslave). L'Occident est devenu un sanctuaire de paix, tandis que le reste du globe connaît de plus en plus de guerres. Le Haut Comité pour les réfugiés, créé provisoirement, voit depuis, sans cesse, sa tâche augmenter. Du coup, les populations occidentales se sont considérablement éloignées du patriotisme qui permit à Napoléon d'engager des masses dans son armée et plus récemment permit les boucheries des Première et Deuxième guerres mondiales. Les interventions extérieures sont mal vécues, la guerre d'Algérie, du Vietnam ont provoqué des ruptures. Ils sont peu nombreux ceux qui justifient de se faire tuer ailleurs pour préserver le confort ici, leur combat doit rester « confortable » et on voit les soldats occidentaux être mis à mal par des combattants mal armés, mal nourris et mal soignés. D'ailleurs la propagande militariste ne parle plus ni de combats, ni de sacrifices, elle préfère parler de formations qualifiantes. La fin du service militaire marque cette évolution et a réduit considérablement les effectifs de l'infanterie. Du coup, si les armées occidentales et celles conçues sur ce modèle sont capables de détruire tous ceux qui s'opposent à elles, privées d'infanterie, elles sont incapables de contrôler les populations et par voie de conséquence une zone ou pays conquis. Ajoutons que, depuis le début du capitalisme, c'est le contrôle maritime qui capte les plus gros budgets, la plupart des échanges commerciaux se faisant par les mers, et c'est donc les marines qui sont les premières priorités.

L'invasion de l'Irak en est un bon exemple. L'armée américaine n'a guère eu de mal à détruire l'armée irakienne, ce qui a permis à Bush de se vanter d'avoir gagné la guerre. Tout dépend de quelle guerre on parle, parce que sans infanterie suffisante pour quadriller le pays, l'armée américaine a dû se confronter aux populations, et cette guerre-là, ils n'ont pas fini de la perdre. Les insurrections se sont succédées pour faire la part belle aux nationalistes chiites pro-iraniens, ce qui n'était sûrement pas le plan prévu au départ. Les Américains ont dû déplacer leur garde nationale, avoir recours jusqu'à 100 000 mercenaires, soit entre un quart et un tiers des effectifs totaux déployés.

Ce recours spectaculaire aux sociétés privées pour des missions de guerre a mis en évidence une tendance générale au recours au mercenariat pour combler le déficit d'infanterie. Cela peut prendre des formes diverses, comme par exemple les services de sécurité de Total ou Areva qui gonflent leurs effectifs avec

d'anciens militaires des forces spéciales ou des sociétés reconnues qui proposent leurs services pour sécuriser les sites industriels à l'étranger. Il n'est pas rare de voir des militaires, après avoir fait leurs classes chez les parachutistes, se recycler dans le privé. On a vu également, dans les pays les plus pauvres qui soient, surgir des milices gavées d'armes, de drogue et de nourriture ; Boko Haram pour l'actualité, ce fut aussi le cas au Mali, et en Centrafrique. Souvent, si les populations de ces régions sont très pauvres, le sous-sol ne l'est pas ; pétrole, or, métaux précieux, diamants, et logiquement on pense aux compagnies pétrolières et minières comme probables «bienfaiteurs» de ces milices.

Manifestement, là où les États impérialistes ne peuvent plus déployer d'infanterie en masse, on «privatise» la guerre, le djihadisme servant d'habillage idéologique. Dans le cas Syrien, la mise en avant dans la presse de la richesse de Daech (qui ne paye que quelques dizaines de milliers de miliciens) masque la tendance générale. On peut compter entre 100 et 200 000 miliciens nourris, logés et payés par des fonds publics ou privés, saoudiens, qataris, turcs, européens et américains. La révolte populaire du début a très vite été rachetée. Les guérilleros sont passés sous contrôle de l'ASL contre des soldes, et des mercenaires d'occasion sont venus des quatre coins de la planète. Sans oublier les policiers d'Assad rachetés par les tribunaux islamistes d'Al Nosra. A une époque, on pouvait voir fleurir sur Internet les vidéos de nouvelles milices créées, arborant leur drapeau, tirant n'importe comment sur un ennemi imaginaire, manifestement dans le but d'attirer des capitaux. La révolte du départ a pris l'allure d'une invasion extérieure et a démobilisé. Contre les hypothèses du départ, Damas n'est pas tombée, la population ne s'est pas soulevée derrière les islamistes.

Des combattants de la première heure baissaient les armes, évoquant une nécessaire troisième guerre après la chute d'Assad contre les soudards et mercenaires. Des djihadistes rentraient chez eux en dénonçant des pratiques colonialistes dirigées contre des musulmans syriens.

## **La guerre contre-révolutionnaire ou «sale guerre»**

Cocorico...C'est l'armée française qui est à l'origine de la guerre «contrerévolutionnaire». Mise en œuvre en Algérie, elle a deux praticiens-théoriciens : les colonels Trinquier et Aussaresses. Ces deux hommes ont écrit leur théorie et témoignages (à éviter à l'heure des repas) et ont enseigné aux forces américaines et en Amérique du Sud.

La pierre angulaire de leur doctrine est d'une simplicité toute militaire : «La guérilla est populaire, elle agit comme un poisson dans l'eau, alors on vide le bocal». Autrement dit, on terrorise la population.

Ainsi en Algérie, on a déporté des populations (environ 1 million), décrété des zones interdites, rasé des villages dans le but de désertifier les zones de guérilla. On a employé massivement la torture de façon hasardeuse toujours dans un but de terreur. En exemple, lors de la «bataille d'Alger», on a torturé environ 10 000 personnes pour traquer une centaine de militants ; de tels chiffres excluent la simple recherche de renseignements et renvoient à une volonté de briser la grève de la casbah d'Alger. On liquide systématiquement tous ceux que l'on soupçonne d'être impliqués, après les avoir torturés (des milliers de disparus pendant la bataille d'Alger) et on fusille les chefs.

Dans le même temps, on pose des jalons pour préparer le retournement des populations contre la guérilla ; retournement des militants contre leur cause, recrutement de harkis et de gardes de villages. Le tout étant accompagné déjà à l'époque d'une forte couverture médiatique, «campagne de pacification» inversant la réalité des faits.

Cette «sale guerre» a été développée au Vietnam, en Amérique du Sud, et au Kurdistan turc en la modernisant quelque peu. Les harkis sont généralement devenus des gardes ou milices de village. Cela peut aller de repris de justice libérés qui réduisent les populations en esclavage, jusqu'à des milices plus légitimes qui protègent les populations des latifundistes et trafiquants de drogue. Ce mélange brouille les pistes et facilite l'intoxication médiatique. La couverture médiatique sur le fond reste la même. On déplace les populations pour les protéger et on met en avant la lutte contre les trafics de drogue. Même si cela est un contresens. La principale raison d'être des guérillas d'Amérique du Sud étant justement la défense des paysans contre les grands propriétaires terriens, typiquement producteurs de drogue et organisateurs d'escadrons de la mort. L'actualité mexicaine en est un bon exemple. Au Pérou, on a accusé le PCP Sentier Lumineux de narcotraffiquant sur la base de quelques constructions d'écoles négociées avec des narcos contre une trêve. Alors que, dans le même temps, le bilan de la guérilla présenté devant l'Assemblée nationale reconnaissait que les narcotraffiquants étaient de très loin les principales cibles de cette guérilla. L'opération médiatique aura permis le déploiement de conseillers américains et surtout le déploiement de leur matériel d'écoute informatique pour traquer les militants. Le même scénario est toujours en œuvre en Colombie.

L'armée turque a employé les mêmes méthodes contre le PKK et récemment encore dans la région de Lice, le même argument (lutte anti-drogue) a été employé pour brûler les champs, raser des maisons, terroriser et faire fuir les populations pour désertifier une zone de guérilla (l'opération a échoué, le PKK est resté maître du terrain).

Sans la retenue qui s'impose, nombre de militants se sont laissés aller à reprendre des «informations» qui discréditent le PKK. Alors que si on ne peut exclure la possibilité d'exactions de la part de militants, c'est de toute évidence l'armée turque qui terrorise la population (des dizaines de milliers de réfugiés) et qui est la première responsable d'un climat inhumain qui alimente d'éventuelles exactions en retour. Alors que, dans le cadre d'une guerre médiatique organisée, rien n'est vérifiable, à l'exception, et ce n'est pas neutre, de la répression de hauts cadres du PKK, séduits par les propositions américaines d'un Kurdistan autonome en Irak à l'issue de la deuxième guerre du Golfe. Il ne s'agit pas d'être naïf. Le culte de la personnalité nous fait froid dans le dos et la guerre de guérilla n'est pas forcément le meilleur lieu d'émancipation politique. Mais il faut constater que ce discrédit qui colle au PKK n'est pas objectif et ne peut servir de base à la critique. Il manque des critiques issues de militants à gauche du PKK ou PYD, en leur absence il est hors de question pour nous de reprendre celles des bourgeois libéraux ou démocrates que nous combattons ici.

## **La guerre médiatique**

Les états-majors militaires sont unanimes : le traitement médiatique d'une guerre est primordial. Quand on se remémore ce qu'était la propagande de guerre avant, on se dit qu'il n'y a rien de nouveau... Mais des choses ont changé depuis les deux dernières guerres mondiales. Il y a évidemment le formidable développement des moyens de communication. En plus d'Internet, on peut avec un simple portable converser avec le témoin d'un événement à l'autre bout du monde. Mais surtout les fronts se sont déplacés, l'Occident est devenu un sanctuaire de paix sur son sol, et si l'on parle encore de «défense», manifestement aucune armée ne pense à envahir la France et les armées sont des armées en posture d'attaque. La justification des guerres ne peut plus être la même (défense du territoire). Justification d'autant plus délicate parce que l'Occident est riche et le reste du monde est pauvre. Les interventions des armées occidentales prennent toujours l'aspect d'une guerre des riches contre les pauvres. Les militaires ont inventé le concept de «guerre asymétrique» pour édulcorer la réalité. La contradiction n'est pas des moindres, la plupart du temps

les militaires attribuent leurs échecs «aux politiques» ou à l'opinion publique. Certains préconisent même la formation d'une quatrième «armée médiatique» à l'image des armées de terre, des airs et des mers. C'est que les armées sont dépendantes de leur base arrière, c'est à dire des populations civiles. Les productions civiles, militaires et sécuritaires sont imbriquées. Sagem par exemple produit des téléphones portables, des systèmes de vidéosurveillance et les systèmes de communication cryptés pour la police et l'armée. Airbus produit des avions civils et des hélicoptères de combat, etc. Si les militaires disposent de leurs propres moyens de déplacement pour «se projeter à l'extérieur», tout l'approvisionnement passe par des moyens civils ; marine marchande, aviation civile. Ce qui n'est pas rien.

L'armée française en départ d'Afghanistan cherche à vendre son matériel sur place pour économiser les frais de rapatriement. L'adhésion des populations civiles aux interventions militaires est donc déterminante. La guerre d'Algérie a vu un mouvement spontané et massif qui s'est opposé au rappel des réservistes, des grèves spontanées ont éclaté dans les usines, des casernes sont entrées en insurrection, des voies ferrées ont été sabotées et bloquées. Une fraction de la jeunesse souvent d'influence chrétienne, dégoûtée par les tortures et par le traitement infligé à une population pauvre, s'est radicalisée, mais ne se s'est pas tournée vers un PCF resté ambigu sur la question algérienne et s'est tournée plutôt vers l'extrême gauche et a compté dans les événements de Mai 68. Les mouvements pacifistes contre la guerre du Vietnam sont connus. Pourtant on connaît moins la résistance fortement déterminée au sein de l'armée américaine, résistance qui lançait des contrats sur la tête des officiers, quand ce n'était pas plus simplement une grenade quadrillée dans leur dos. Résistance dans sa marine, dont les marins se jetaient par-dessus bord pour empêcher les navires d'appareiller.

## **Gérer le retour de la guerre**

Les guerres et les interventions extérieures supposent donc un encadrement idéologique des populations civiles.

En 1985, une série d'attentats qui visaient la foule a lieu à Paris. Ces attentats rompent avec les précédents liés à l'extrême gauche ou aux groupes moyen-orientaux qui eux visaient des cibles précises. Déjà à l'époque, on fut soumis à un enfumage médiatique. Il est reconnu aujourd'hui que ces attentats étaient liés à un «différent financier» entre la France et l'Iran. Une nouvelle dynamique apparaît dès cette époque : la crise capitaliste augmente les tensions impéria-

listes, la politique extérieure se fait de plus en plus violente et agressive, ce qui provoque des retours sous forme entre autres d'attentats visant à déstabiliser les États. Les États ciblés adoptent donc des mesures (à leur avantage) qui visent à renforcer leur contrôle sur leur population dans le but de rendre l'attaque contre-productive puisqu'elle aboutit à un renforcement de l'État et du consensus. La vague d'attentats de 1995 (commandités par une fraction de la bourgeoisie algérienne) verra la création du plan Vigie Pirate, présenté à l'époque comme provisoire... Les années qui vont suivre vont voir le développement de campagnes sécuritaires, amalgamant un ennemi islamiste et irrationnel extérieur, et un ennemi intérieur (des jeunes prolétaires) susceptible de le rejoindre. La presse joue un rôle déterminant dans cette évolution. De cette politique naît une industrie sécuritaire, nouveau marché bienvenu en temps de crise.

Le développement des interventions extérieures officielles ou cachées et le renforcement du contrôle intérieur constituent une seule et même politique globale. Cette politique est liée à la crise capitaliste et à la tendance à la guerre impérialiste. Le renforcement du contrôle intérieur sert à la fois à museler les critiques sur la politique extérieure et sur la politique intérieure.

Les récents attentats en France sont liés à l'implication de la France dans les conflits syrien et yéménite. Implication bien antérieure aux frappes de l'aviation française (aux côtés de ses alliés turcs, saoudiens, qataris, la France a soutenu les djihadistes en Syrie, Daech compris). Le «retour» était prévisible et prévu. Le choix cynique a été fait de sacrifier des civils en France et d'en tirer profit par une politique menée contre les anciens acquis sociaux du prolétariat. Cette planification des événements donne l'impression à beaucoup d'un complot ou d'une affaire intérieure.

Les militaires cherchent à contrôler la presse. On a vu, lors des interventions américaines, les journalistes «embarqués» dans des blindés, et pour dissuader les free-lance, rien de mieux que d'en buter quelques-uns. Ainsi, lors de la prise de Bagdad, toute la population du monde pouvait savoir qu'elle était filmée en direct depuis les derniers étages de l'hôtel Palestine. Ce qui n'empêcha pas un tankiste américain de canonner l'étage ! Au regard de la vidéo, il est impensable que ce tir n'ait pas été fait exprès ! (Il y a eu plusieurs livres relatant cet événement ainsi qu'une pièce de théâtre).

Peu avant les élections irakiennes, après l'invasion américaine, les enlèvements de journalistes se sont multipliés. Malgré tout, le «bon déroulement» de ces élections fut largement suivi et commenté par la presse internationale... depuis Amman en Jordanie !

Lors des premières années du conflit syrien, l'espérance de vie des journalistes s'est significativement rapprochée de celle d'un naufragé de la route sur un axe à grande vitesse. Les moins malchanceux étant vendus vivants aux milices djihadistes. Autant dire à propos de ce qui se passe en Syrie qu'on n'a pas d'information crédible ou vérifiable, tout juste peut-on comparer les propagandes et éliminer l'invraisemblable et le manifestement orienté.

En guise d'information, on a le Syrian Observatory for Human Rights qui est présenté souvent comme une organisation humanitaire. Il a établi un réseau de correspondants en Syrie qui collecte les informations. L'OSDH est devenu la source quasi-unique d'informations relayées par l'AFP et donc par l'ensemble des médias français (Reuter en est moins fan).

En fait, un seul homme, basé à Londres, centralise les informations. Mais il reconnaît lui-même ne pas avoir mis les pieds en Syrie depuis quinze ans. Comment a-t-il établi son réseau de correspondants ? Comment peut-il vérifier ses sources ? À ces questions Rami Abdel-Rahman reste vague. Certains l'accusent d'être un agent d'Assad, d'autres, d'être à la solde de la Turquie. Son aversion pour la gauche Kurde n'exclut pas les deux ensemble. Quelques semaines de lecture assidue permettent de relever des contradictions dans les « informations » et un goût certain pour le spectaculaire. Quand il dit que Daech « contrôle 50 % du territoire syrien », il ne dit pas qu'il s'agit principalement de désert et que le désert syrien est grand ! Quand il parle de 300 000 morts durant la guerre, il ne peut s'appuyer sur aucune autre donnée que l'addition de témoignages, et il n'existe de fait aucun travail statistique sur le bilan humain de la guerre, sauf en ce qui concerne le nombre de réfugiés (autour de 5 millions).

En tout cas, à partir de cette seule source, la presse française a présenté Daech comme une force incontournable avec laquelle il faudrait négocier, les djihadistes d'Al Nosra et consort comme modérés ou moindre mal, Bachar el Assad comme étant le pire diable parmi les diables. On ne peut exclure que l'OSDH ne fasse que répondre aux demandes propagandistes des chancelleries occidentales, à la façon d'un prestataire de services qui détaillerait les lignes de propagande préétablies. Car de fait, quand on lit les chroniques de l'OSDH, on a la version du Quai d'Orsay sur le conflit en cours.

Plus récemment, l'OSDH a dénoncé des bombardements sur Alep réalisés par l'aviation « loyaliste » faisant des centaines de victimes civiles. Il y a effectivement une offensive loyaliste sur Alep qui finalise l'encerclement des quartiers insurgés, et on connaît les méthodes de Bachar el Assad y compris avant la

guerre civile. L'information semble donc crédible. Seulement on sait aussi, (vidéo à l'appui) que les djihadistes bombardent régulièrement au mortier lourd les quartiers kurdes et loyalistes. Les Kurdes font état de leurs pertes, mais aucune trace de pertes civiles à l'OSDH dans les quartiers loyalistes ou kurdes ! On comprend que la «chute» d'Alep inquiète les chancelleries occidentales. Il ne s'agit pas pour nous de dédouaner les méthodes du régime syrien ; à force de distiller une information complètement orientée et finalement peu crédible, la presse française et l'OSDH laissent certains penser que tout est faux, y compris les crimes salafistes et baassistes.

### **Le roman américain sur l'état-major de Daech**

Pour l'ensemble de la presse, l'état-major de Daech, et finalement Daech dans son ensemble, serait le produit d'une fusion d'Al Qaida en Irak et d'officiers baassistes passés au Jihad. Tout ce beau monde se serait retrouvé ensemble dans le même camp d'internement en Irak. On comprend vite que la source de la thèse est américaine, qui comme beaucoup de polices attribue un rôle de dirigeants à ceux qu'elle a emprisonnés. Cette thèse prétend expliquer la soi-disant efficacité militaire de Daech, puisque formé par d'anciens militaires baassistes. En fait Daech a récupéré de l'artillerie lourde mais n'a jamais été capable de s'en servir, il a possédé une centaine de chars et s'en est fait piquer une dizaine par les Kurdes (qui eux ne les perdent pas), etc.



La plupart de ces «dirigeants» étant morts, il est bien facile pour nombre de commentateurs de conter leur histoire à longueur de magazines ou de pages Web. Tel est le cas de Haji Bakr, ancien officier de renseignement baassiste,

devenu grand organisateur dans les détails de l'implantation de Daech en Syrie ; à titre posthume !

La presse attribue un contenu idéologique à Daech. De tous temps les religions ont servi des intérêts politiques et économiques, avec leurs guerres. L'idéologie de Daech lui donne une dimension internationale qui lui permet de recruter des combattants jusqu'en Chine. Mais en termes de rigueur idéologique, Daech est le plus souvent critiqué comme "ignorant" en matière de religion par les courants musulmans historiques. Il a persisté dans la vallée d'Anbar un regroupement djihadiste ; le Conseil consultatif des moudjahidines en Irak dont on peut penser qu'il a une réelle implantation dans cette région. Lors de la prise de Mossoul, il y a eu effectivement une alliance avec l'armée des hommes de la Naqshbandiyya (dirigée par Ezzat al Duri, secrétaire général du Parti Baas arabe et socialiste d'Irak), les Brigades de la révolution de 1920 (milice composée d'anciens militaires du régime baassiste), avec Daech et d'autres groupes djihadistes. Mais il s'agit d'organisations distinctes qui quelques jours après la prise de Mossoul vont s'échanger des coups de kalachnikov.

Par ailleurs, de son vivant, quelques mois avant la chute de Mossoul, Ezzat al Douri, s'il reconnaissait un virage religieux et une aide de l'Arabie Saoudite, condamnait les attentats meurtriers des djihadistes visant les civils chiites, se différenciant de Daech (Gilles Munier, 4 mars 2014).

Par contre, en Syrie, il est difficile de trouver une quelconque histoire politique ou sociale à Daech susceptible d'expliquer son implantation. Cependant, on peut relever que Daech est la milice qui paye le mieux et que, dans le nord Syrien, Daech vise à contrôler l'accès à la Turquie, seul débouché commercial possible dans cette période de guerre pour les productions de la région. Le roman posthume sur Haji Bakr sert les impérialistes en dédouanant le Front Al Nosra. En 2013, Al Nosra est la branche syrienne de l'Etat Islamique en Irak.

L'EII lui fournit notamment des tanks qui, ajoutés aux kamikazes, vont faire d'Al Nosra la milice qui remporte les victoires. La transformation de l'EII en Etat Islamique en Irak et au Levant (Daesh) masque une scission : une partie d'Al Nosra refuse d'intégrer Daech. Avec le recul, on peut supposer qu'une partie des recrues syriennes d'Al Nosra sont restées plus attachées à la chute de Bachar el Assad qu'à la création d'un califat sur la zone irako-syrienne. En tout cas, Daech s'est tout simplement implanté en Syrie à l'intérieur des conquêtes du Front Al Nosra. C'est l'intérêt des impérialistes qui incluent souvent Al Nosra dans les «islamistes modérés», d'oublier que ce fut la même organisation que Daech.

## **Des mises en scène**

### **La prise de Ramadi (Irak)**

Pour appuyer la couverture médiatique, les armées ont recours à des mises en scène.

En exemple : Pour l'OSDH et la presse française, une colonne de Daech a pris sans coup férir la ville à l'issue de violents combats et quelque 300 soldats ont été fusillés. C'est un dur revers pour l'armée Irakienne qui voit son avancée en direction de Mossoul contrariée.

Le témoignage du commandant de la place donne un autre éclairage. La colonne de Daech ayant traversé la frontière syrienne à un poste encore tenu par l'armée syrienne n'est pas passée inaperçue (sauf manifestement pour l'aviation américaine et française qui ne sont pas intervenues). La majeure partie des troupes irakiennes, celles formées et encadrées par les Américains, a quitté la ville, laissant tout seuls quelques centaines de soldats mal équipés. Soldats qui, sous un bombardement de mortiers et dans l'impossibilité de riposter, ont dû fuir dans le désert. Quant «aux soldats» retrouvés fusillés, des sources concordantes expliquent qu'il s'agit de prisonniers déjà captifs bien avant la prise de la ville et qui ont été fusillés pour la circonstance. On comprend à travers ce témoignage que la prise de la ville a été négociée entre Daech et la coalition internationale, probablement dans le but de freiner l'avancée des forces irakiennes vers Mossoul. L'exécution de captifs est là pour accréditer la thèse de féroces combats qui n'ont pas eu lieu !

### **L'aviation russe détruit des camions citernes vides**

A l'hiver 2015, l'aviation russe bombarde les sites pétroliers de Daech. Cette attaque est surprenante pour qui sait que l'YPG a coupé les principales routes du trafic vers la Turquie quelques mois auparavant, et effectivement les vidéos largement diffusées montrent des centaines de camions citernes détruits sur leur parking. Ces bombardements n'avaient donc plus aucun intérêt militaire, ils s'inscrivaient dans une campagne médiatique russe mettant en cause la Turquie dans le trafic pétrolier ; une grosse partie des camions détruits appartenaient au gendre d'Erdogan.

### **La farce des bombardements français en Irak**

Le rapport parlementaire indique que l'aviation française réalise deux frappes pour dix sorties, alors que l'aviation américaine réalise deux frappes pour une sortie.

Officiellement, l'explication tient au fait que la France n'a pas d'observateurs (Kurdes) au sol et fait ses propres repérages notamment avec un Breguet Atlantique. Autant dire que les djihadistes sont longtemps prévenus à l'avance de la future frappe française.

## L'après-guerre, panarabisme, communisme

Dans les années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, le Moyen-Orient est traversé par deux oppositions importantes : le communisme (pro URSS) et le panarabisme. Il existe une multitude de mouvements panarabes. On peut citer le Nassérisme en Egypte et le Baassisme en Syrie et Irak pour référence. L'Egypte et la Syrie auront un gouvernement commun pendant deux ans (1958-1961). Les mouvements panarabes existent toujours au Moyen-Orient et il existe des versions panafricaines. Dans l'après-guerre, entre deux ennemis, le camp occidental favorisera le panarabisme contre les mouvements communistes. Ainsi le sentiment d'appartenance nationale des populations du Moyen-Orient peut aller au-delà des frontières le plus souvent tracées par l'Occident. Nationalisme, démocratie ne peuvent pas se comprendre comme en Occident et notamment comme en France. On remarque très vite sur les cartes que le tracé des frontières n'a rien à voir avec des barrières naturelles (montagnes, fleuves), ni avec l'histoire des populations. Elles ont été manifestement tracées à grands coups de règle par les puissances coloniales en fonction de leurs propres intérêts. Ainsi, les frontières actuelles sont déjà vécues comme des partitions arbitraires. Si les populations, de façon contradictoire, peuvent affirmer des spécificités (culturelles, ethniques, religieuses), ces populations s'opposent souvent dans le même temps à des partitions supplémentaires qui les affaibliraient encore d'avantage par rapport aux puissances impérialistes. Au Kurdistan irakien, le projet barzaniste d'un Etat kurde indépendant (de l'Irak) fait l'unanimité contre lui de la plupart des autres formations politiques kurdes pourtant par ailleurs fortement antagoniques entre elles. Face au projet barzaniste de confédération exclusivement kurde, le PYD a affirmé récemment vouloir créer un confédéralisme des différentes populations vivant au Rejova.

Une autre contradiction s'ajoute : la question des minorités. Un clan religieux ou ethnique cumule la gestion du pouvoir, de la domination et de l'exploitation. En Irak, les chiites ont été exclus du pouvoir ; en Turquie, en Iran, les Kurdes sont nettement «prolétarisés» et c'est encore plus net en Syrie. La situation est encore plus complexe en Irak, parce ce qu'il y a une nette tendance à la prolétarianisation des chiites et Kurdes, il y a aussi une bourgeoisie kurde et chiite constituée.

On voit nettement dans ces régions les populations affirmer leur identité : arabe, chiite, sunnite, etc. sans remettre en cause leur appartenance à un Etat irakien,

iranien, turc ou autre. Il y a des antagonismes de classe qui prennent l'aspect de ségrégation religieuse ou ethnique, comme ici l'exploitation d'une partie de la main-d'œuvre prend l'aspect de racisme.

On remarque ainsi que si une bonne partie des populations turques ou syriennes rejette la dictature de l'AKP ou des djihadistes, elle ne se jette pas pour autant dans les bras du projet démocratique du PKK/PYD. C'est un peu comme si en France la jeunesse la plus prolétarisée, incluant celle d'origine immigrée, proposait un projet de gauche face au libéralisme ; bien des français d'origine auraient du mal à l'accepter.

Dans les villes, il semble y avoir moins d'adhésion au nationalisme que dans les campagnes. C'est probablement également la raison de clivages internes à la gauche kurde. En Syrie et en Turquie, jusqu'à un tiers des populations kurdes a dû immigrer vers les grandes villes ; des millions à Istanbul et Ankara, en Syrie un tiers des kurdes est concentré à Damas et Alep. Or on a vu peu de mobilisations massives des Kurdes à Damas. Alep est en guerre, donc il y est difficile de faire une évaluation, mais rien n'indique que la population kurde urbaine soit massivement et unanimement mobilisée derrière le PYD. En Turquie on a vu la participation massive des Kurdes aux événements de la place Taksim en 2013. S'il y a des mobilisations kurdes dans les deux grandes villes, Ankara et Istanbul, elles ne donnent pas l'impression du caractère massif vu en 2013.

Un autre facteur : la démocratie n'a pas la même histoire sur le globe qu'en Occident. Pour résumer, la démocratie n'a d'histoire qu'en Occident et apparaît à l'échelle du globe comme le luxe des pays riches. Non seulement les puissances impérialistes ont installé des dictatures, mais elles ont aussi empêché le développement des pays et donc de leurs Etats, qui du coup ne peuvent s'appuyer sur des polices et armées puissantes comme le font les démocraties occidentales. L'ordre est décentralisé et s'appuie sur des autorités locales, des milices jusqu'au chef de clan ou de village. Les populations sont soumises à l'arbitraire de groupes locaux souvent corrompus et parfois simplement à l'arbitraire au sein de la famille.

Dans ce contexte, «la notion de démocratie» des pays dominants, où la loi semble s'appliquer indifféremment à tous, quelle que soit sa position sociale (la première phrase de la Constitution, largement diffusée dans le monde : «Les hommes naissent libres et égaux en droit et le demeurent.») rencontre logiquement une forte adhésion des masses. Ce qui n'est pas nécessairement en contradiction avec des aspirations prolétariennes

Souvent la France a une très bonne image, car pays des révolutions, du peuple en armes, de la révolution bourgeoise de 1789, mais aussi de la Commune de Paris. Chez les prolétaires du globe, la démocratie bourgeoise : dictature de la bourgeoisie, et la «démocratie» prolétarienne ne sont pas différenciées. Il n'est donc pas étonnant que le Printemps arabe se soit unifié sur des revendications démocratiques, même s'il correspond à une prolétarianisation des populations et que leur point de départ ait pu être des luttes ouvrières.

## **Le printemps arabe**

A partir de l'hiver 2010, des mouvements sociaux vont se répandre dans le Moyen-Orient et la façade méditerranéenne de l'Afrique. Au-delà des histoires spécifiques à chaque nation, c'est toute une partie du globe qui a partagé le même élan de révolte prenant de court les grandes puissances impérialistes qui dominent la région.

Ces événements sont à mettre en relation avec une évolution économique et sociale des populations. Les études montrent une tendance générale, sur les vingt dernières années, à la baisse des populations rurales au profit des populations urbaines. Ce qui laisse supposer une tendance globale à la prolétarianisation des populations.



On retrouverait donc le schéma marxiste de la formation d'une classe (le prolétariat) antagonique au capitalisme.

Depuis le déclin de l'URSS, ces régions ont resserré leur partenariat économique avec l'Occident et ont donc subi aussi la crise monétaire de 2008.

Lors des événements, pour éviter la chute de leurs gouvernements, bon nombre de pays vont réduire les taxes sur les produits de première nécessité, augmenter les salaires, prendre des mesures populaires. Le Qatar, l'Arabie Saoudite vont se mettre en première ligne pour juguler les révoltes. Ils le font au travers du Conseil de coopération du Golfe qui regroupe Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn et Qatar. En exemple, le Conseil de coopération va intervenir militairement comme au Bahreïn et aider financièrement la Jordanie. Mais les deux principaux partenaires saoudiens et qataris sont aussi des rivaux : le Qatar va soutenir le plus souvent les mouvements liés aux Frères musulmans ce qui va l'opposer à l'Arabie Saoudite qui elle soutient les militaires en Egypte.

Révolte ne signifie pas révolution et on le voit la plupart de ces Etats ont retrouvé une «stabilité» relative. Contrairement à ce que veut faire croire la propagande, cette stabilisation n'est probablement pas définitive : les conflits sociaux continuent et les masses de population qui immigreront témoignent d'une situation qui reste explosive.

## **Révolution iranienne**

En 1979, un puissant mouvement social va chasser le chah, qui avait été placé au pouvoir par les occidentaux. Ces derniers vont favoriser les fondamentalistes chiïtes contre les forces laïques et de gauche. Il s'établit une force de consensus alliant fondamentalistes au pouvoir et une opposition multiple qui ne va pas tarder à entrer en conflit avec les impérialistes occidentaux, principalement américains. A partir de ces événements, le fondamentalisme musulman va tendre à se substituer à l'URSS comme pôle anti-impérialiste dans tout le Moyen-Orient.

Cependant deux mouvements d'extrême gauche vont entrer ensemble en conflit direct avec le pouvoir islamiste. La révolte s'installera au Kurdistan iranien, organisera la population en conseils et perdurera plusieurs années. Au bilan, Komala (kurde) va glisser vers la social-démocratie tandis que le Parti Communiste Ouvrier d'Iran continue un syndicalisme clandestin et résolument internationaliste. Pour être entré en clandestinité dès le début, le PCOI va résister

à la vague de répression de 1982 qui décimera l'opposition aux islamistes, ce qui en fait aujourd'hui probablement la plus importante des organisations prolétariennes en Iran. Le PCOI a son équivalent en Irak et au Kurdistan d'Irak. Les militants ont pu plusieurs fois traverser les frontières et on peut trouver des militants d'origine irakienne en Iran et vice versa. Lors des manifestations de 2009, présentées ici comme un mouvement contre les fraudes électorales, le PCOI va s'impliquer dans le mouvement, et le 1er Mai suivant sera massif malgré la forte répression. Du coup ce sont les Américains qui vont lancer des avis de recherche par Interpol contre les dirigeants du PCOI. Trente ans après l'apparition du fondamentalisme musulman comme gouvernement et un an avant le Printemps arabe, dans le pays phare du fondamentalisme, ce sont les communistes révolutionnaires qui apparaissent publiquement comme les véritables opposants à l'exploitation impérialiste.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Komala>

## **La guerre Iran-Irak et les mouvements de désertion 1982-1988**

La guerre Iran-Irak verra des mouvements massifs de désertion des deux côtés. La région des marais (delta du Tigre et de l'Euphrate) accueillera plus de dix mille déserteurs armés, parfois organisés en conseils. Naturellement les Kurdes feront partie des déserteurs et leur montagne servira de refuge.

Ce mouvement préfigure l'insurrection de 1991. (Voir texte joint)

## **L'intervention occidentale en Irak et les insurrections en 1991**

La première guerre du Golfe verra de nouveau des mouvements massifs de désertion qui donneront des insurrections, au Kurdistan irakien, dans les régions chiites et à Bagdad. (Voir texte joint)

L'histoire récente des mouvements sociaux en Iran-Irak et leurs zones kurdes tend à former un seul tout. La Turquie reste marquée par la féroce répression des années 1980-1990. L'AKP d'Erdogan parviendra au pouvoir en promettant la fin de la guerre civile. Le pouvoir syrien d'un côté va soutenir activement le PKK en lui fournissant des bases au Liban, mais dans le même temps il réprime les Kurdes syriens cherchant à briser leur unité géographique : arabisation des zones kurdes (stratégie classique de l'Etat syrien d'instrumentaliser des luttes, comme celle de la Palestine, pour ses appétits de puissance dans la région sur vieux fond du panarabisme d'antan).

Comme en Turquie, une partie notable de la population kurde immigrera vers les grandes villes (Alep, Damas), et la guérilla du PKK servira de refuge à des opposants d'horizons divers.

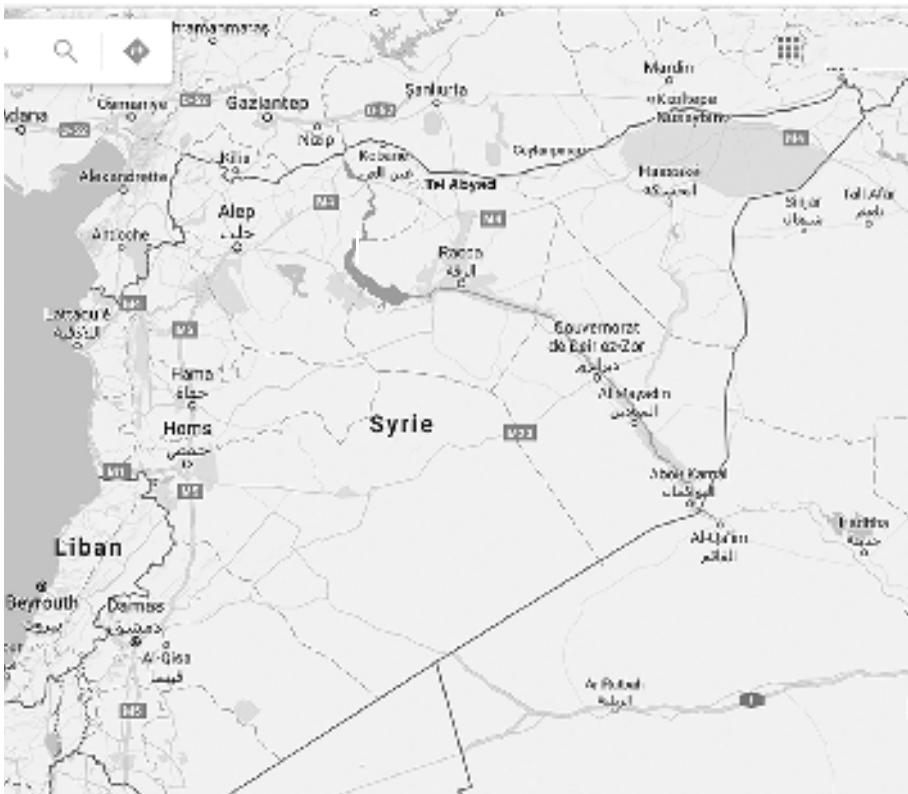
## **Le Printemps arabe, l'islamisme, l'expérience algérienne**

Vue de France, la guerre civile algérienne est sûrement la période la plus documentée quant au rôle de l'islamisme. Face au mouvement de contestation (émeutes d'octobre 1988), dans un premier temps le pouvoir va favoriser le FIS, comme une opposition acceptable, au détriment des oppositions marxistes ou laïques. Puis il va l'interdire pour lui bloquer l'accès au pouvoir. Poussé à la lutte armée, le FIS va rapidement être battu sur le terrain militaire et le contrôle de ses combattants va lui échapper. Le pouvoir algérien va les instrumentaliser dans des groupes (GIA) qui vont se lancer dans un terrorisme contre les populations. Le mouvement social se trouve pris en étau, entre la répression officielle et un terrorisme dont à l'époque personne ne perçoit bien le sens.

Le Printemps arabe verra les mêmes types de stratégies se mettre en place contre les mouvements sociaux. Les monarchies pétrolières, parrainées par les américains (Comité de coopération du Golfe) mettent en avant l'islamisme radical.

## Syrie

### Repères chronologiques



Février 2011 : premiers appels à manifester contre le gouvernement de Bachar El Assad.

Mars 2011 : Les manifestations se sont amplifiées et étendues dans le pays, une répression meurtrière alterne avec des concessions du pouvoir.

Été 2011 : Dans la période entre fin mai et octobre alors que la répression se fait de plus en plus violente, des soldats se mutinent refusant de réprimer les foules, les désertions vont devenir massives, et les défections dans les milieux proches du pouvoir commencer à apparaître.

La chute du pouvoir paraît probable aux yeux des Syriens, mais aussi aux yeux des Etats étrangers.

Deux tendances apparaissent dans l'opposition syrienne, l'une pour la «militarisation du conflit» qui va chercher à former une armée soutenue par les wahhabites (Qataris, Saoudiens), la Turquie et l'Occident. L'autre qui entend continuer le mouvement social.

Juillet 2011 : création de l'Armée Syrienne Libre, depuis la Turquie.

Août 2011 : création du Conseil National Syrien, depuis la Turquie.

Mars 2012 : après des mois de violents combats, l'Armée loyaliste reprend le contrôle de Homs et de Idleb.

Juillet 2012 : attaque des rebelles sur Damas et sur Alep. A Alep, l'ASL prend le contrôle de la moitié de la ville, les Kurdes de l'ASL prennent le contrôle du quartier kurde.

L'armée loyaliste quitte les zones kurdes frontalières avec la Turquie, laissant leur contrôle au PYD.

Les rebelles progressent vers la frontière irakienne en suivant l'Euphrate et prennent le contrôle d'Abou Kamal.

Août 2012 : contre-offensive victorieuse de l'armée loyaliste dans les quartiers de Damas. Les rebelles, eux, prennent le contrôle des zones frontalières de la Turquie au nord d'Alep.

Le Front Al Nosra apparaît en force dans la région, puissamment armée, il sera admis plus tard qu'il est à l'époque une émanation de l'Etat Islamique en Irak.

Septembre 2012 : Les rebelles s'emparent de Tell Abyad qui est un passage frontalier stratégique en zone kurde.

Novembre 2012 : premiers affrontements des kurdes du PYD qui les opposent au Front Al Nosra et à des groupes de l'ASL dans la région de Ras Ain.

Hiver 2013 : l'hiver 2013 verra les rebelles consolider leurs positions le long de l'Euphrate et dans le nord syrien, à l'exception d'une zone kurde à partir de Rais al Ain, jusqu'à la frontière Irakienne.

Une nouvelle offensive sur Damas se soldera par un échec.

Printemps 2013 : le Hezbollah depuis sa frontière libanaise va intervenir en Syrie en direction de Homs.

Jusque-là, le Front Al Nosra n'était ni plus ni moins que la branche syrienne de l'Etat islamique en Irak, les prémices d'une scission apparaissent avec la création de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) qu'une partie du Front Al Nosra refuse d'intégrer. L'EIIL s'implante donc logiquement dans les zones contrôlées par le Front Al Nosra.

Entre le printemps et l'été, les forces «loyaliste » vont reprendre l'offensive mais les lignes de front ne changent pas de manière significative.

16 juillet 2013 : l'YPG chasse le Front Al Nosra et EIIL de Ras al Ain, c'est le début de la reconquête des territoires kurdes par l'YPG.

21 août 2013 : gazage de la «Ghouta» dans la banlieue de Damas. L'armée américaine refusera de faire intervenir son aviation. Du coup, sans couverture aérienne, le projet de voir tomber Damas puis l'ensemble de la Syrie tombe à l'eau. En réaction la plupart des milices se déclarent djihadistes avec l'application de la Charia comme projet politique. Les perspectives des milices se recentrent sur la «libération» du nord syrien, avec dans le même temps l'éviction du pouvoir saoudien de responsables jusque-là à la manœuvre.

De septembre à fin 2013 : les affrontements vont se multiplier entre le Front Al Nosra et EIIL et les YPG.

Le Front Al Nosra conservera le contrôle à Alep et autour, mais l'EIIL l'emportera le long de l'Euphrate en direction de l'Irak. Les forces YPG vont décupler jusqu'à apparaître comme étant les seules à être capables de tenir en échec l'EIIL.

Début 2014 : tandis que les combats entre Al Nosra-EIIL-YPG continuent, le camp loyaliste va enregistrer des victoires dans le Sud et le Nord-Ouest. Le nord de l'Irak est en insurrection et l'EIIL est de plus en plus actif dans la région. Printemps 2014 : Bachard el Assad organise des élections. Les YPG résistent et progressent face à l'EIIL et au Front Al Nosra.

Juin 2014 : l'EIIL lance une offensive dans le nord de l'Irak et prend Mossoul.

Juillet 2014 : l'EI attaque Kobané avec du matériel venu de Turquie. Les kurdes turcs se mobilisent et occupent la frontière, l'attaque est repoussée.

Août 2014 : deuxième offensive de l'Etat Islamique en Irak ; les peshmergas du PDK et l'armée irakienne sont en déroute.

Le PKK, YPG, des forces de gauche et des peshmergas de l'UPK stoppent l'offensive. L'offensive est un échec mais le PDK de Barzani est hors-jeu, c'est insupportable pour les Américains et les Français qui ont là leurs installations pétrolières. C'est à partir de là que commencent les frappes aériennes contre l'EI, et l'aide massive au PDK de Barzani. L'EIIL devient l'ennemi déclaré des impérialistes.

Septembre 2014 : L'EI prend des positions à Al Nosra et aux forces loyalistes. Deuxième bataille de Kobané qui aboutit à la défaite de l'EI.

Janvier 2015 : Kobané est sécurisée par l'YPG.

Le Front Al Nosra s'impose au Nord-Ouest dans la région d'Idleb.

Hiver-printemps 2015 : les YPG passent à l'offensive contre l'EI, dégagent la région de Kobané, et attaquent à l'est en direction d'Héséké et de l'Euphrate.

La guerre de reconquête des YPG vise à relier les trois cantons kurdes de

Syrie. Ce qui implique de couper les axes routiers entre la Turquie et l'EIL. Ainsi, en reprenant Tel Abyad en juin 2015, les YPG relient deux cantons, mais du même coup ils prennent un poste frontière autoroutier stratégique par où passait le principal du pétrole et de la soie vers la Turquie. Ainsi, avec la chute de Tell Abyad et de ses axes routiers, la viabilité économique du califat de l'EIL est compromise. Les YPG progressent également vers Héséké, cela leur permet de reprendre le contrôle de la frontière syro-irakienne avant de reprendre Sinjar en Irak (les montagnes de Sinjar dominent les routes directes entre la Syrie et Mossoul). Dans la même offensive, les YPG vont sécuriser les villages assyriens (chrétien d'Orient) scellant une alliance qui préfigure la création des Forces Démocratiques Syriennes.

Les forces «loyalistes» sont toujours menacées au sud depuis le Liban et la Jordanie. L'armée régulière s'use, le Hezbollah libanais et l'Iran s'investissent de plus en plus.

Été 2015 : les élections en Turquie sont favorables à la gauche kurde ; l'armée et l'Etat vont multiplier les provocations contre le PKK. Fin juillet, début d'une nouvelle guerre civile en Turquie.

Septembre 2015 : la Russie intervient dans le conflit.

L'heure de gloire de Daech, face à la gauche kurde, est clairement terminée. En Syrie, les YPG tiennent solidement les axes routiers vers la Turquie, en Irak le PKK et ses alliés sont devenus incontournables. En Turquie, l'armée est en difficulté contre la guérilla et s'enfonce dans un nouveau Vietnam. Les Américains échouent à reprendre le contrôle du cours de la guerre. Dans ce contexte, les Russes peuvent intervenir sans rencontrer d'opposition.

L'intervention russe se concentre sur le nord-ouest syrien. Par un jeu d'alliances avec les gauches kurdes, c'est la possibilité d'ouvrir une route commerciale de l'Iran vers la Méditerranée en cas de disparition de Daech.

Mais l'intervention russe ne va pas engendrer de progrès fulgurants de l'armée «loyaliste».

Automne 2015 : ce sont les YPG qui vont avancer le long de la frontière irako-syrienne, pour couper les axes vers Sinjar et Mossoul, puis ils traversent la frontière et contraignent, avec le PKK et ses alliés, les peshmergas de Barzani à reprendre définitivement Sinjar.

Dans un deuxième temps FDS-YPG progressent vers Racca, puis bifurquent vers l'ouest pour prendre un pont intact sur l'Euphrate à Tichrin.

Hiver 2015 : les frappes russes portent leurs fruits, les «forces rebelles» subissent des revers dans le nord-ouest, et les «loyalistes» lancent une offensive sur Alep. Pour éviter l'encerclement de leur quartier de Cheikh Maqsoud d'Alep,

les YPG vont attaquer au nord d'Alep. Mais ils vont être stoppés par des tirs d'artillerie de l'armée turque.

Un an plus tard, cette bataille d'Alep durait toujours avec les complexités de ses alliances.

Si Alep tombe, le régime Assad aura repris le contrôle de toute la façade méditerranéenne et économique du pays. Autrement dit, il n'y aura plus qu'à "négo-cier" la victoire d'Assad.

Etats-Unis et Turquie s'y opposent. Les incursions de l'armée turque et les cessez-le-feu visent à sauver les djihadistes d'Alep. Mais Etats-Unis et Turquie sont de mauvais amis. Les Etats-Unis soutiennent l'YPG présent à Alep et sa région. Soutien obligé parce que, contrairement à Assad, les Russes ne traitent pas l'YPG-PKK en ennemis. Dans l'hypothèse où les Etats-Unis lâcheraient les YPG, les Russes pourraient très bien fournir aux YPG et au PKK les armes anti-aériennes et antichars que les Américains leur refusent.

C'est le même type de situation qui prévaut pour Mossoul, où de plus les Iraniens font partie du jeu.

## **Bref historique de la guerre en Syrie**

### **Au départ, c'est bien d'une révolte sociale dont il s'agit**

C'est un mouvement social que l'on a fait dégénérer en guerre inter-impérialiste par la volonté à la fois de Bachar el Assad et des puissances de la région qui ont mis fin au premier cycle des Printemps arabes. C'est une stratégie contre le mouvement social et en même temps une opportunité pour les intérêts impérialistes.

Pendant un an on assiste à une révolte sociale, la presse occidentale se perd à chercher vainement un mouvement politique identifiable. Il semble surtout que le régime de Bachar el Assad fasse l'unanimité contre lui.

On peut cependant faire quelques remarques : D'abord, les opposants politiques sont depuis longtemps réprimés et inexistant publiquement, d'où la difficulté d'identifier des courants politiques dans le mouvement.

La Syrie s'était rapprochée de l'Occident, qui exigeait une libéralisation de l'économie. Libéralisation qui s'est traduite par une baisse du niveau de vie de la population syrienne. Il est donc difficile de voir cette révolte comme «pro-occidentale».

Si la population est largement musulmane, il n'apparaît pas de mots d'ordre islamistes de façon significative et à cette époque la Charia n'est pas le programme politique de l'opposition.

A l'été 2011 la révolte gagne l'armée, certaines unités refusent d'ouvrir le feu sur les manifestants et changent de camp. Par la suite, les défections de cadres du pouvoir vont apparaître. Pour les capitalistes/impérialistes ces défections de l'appareil répressif signifient que le pouvoir syrien va tomber. Ils ont alors deux raisons d'intervenir : la première est d'empêcher qu'un mouvement populaire qui leur est défavorable prenne le pouvoir, la deuxième est de régler le compte à un vieux concurrent dans la région.

Un an après le début de la révolte syrienne (débutée en mars 2011), la « militarisation du conflit » a divisé l'opposition syrienne. On entend par «militarisation» le projet de prendre le pouvoir par la force armée, en opposition à un projet de prise du pouvoir par le mouvement social. Mener une guerre de front, c'est forcément dépendre d'aides extérieures. Se contenter de manifestations,

de grèves a été critiqué comme une faible réponse à la répression. Tandis que Jabhat al Akrad kurde (kurdes affiliés à l'Armée syrienne libre) opéra pour la solution militaire, le PYD la refusera. Le PYD a toujours prôné la mise en avant du mouvement social pour faire tomber Bachar el Assad.

La militarisation marque un tournant dans la révolte syrienne, au détriment de son caractère populaire. Les groupes armés passent sous la direction d'islamistes et les exactions contre les populations se multiplient au point que certaines apparaissent comme étant aussi sauvages que la répression d'Etat.

L'histoire de l'Armée syrienne libre est significative : elle se construit en proposant des soldes aux divers groupes armés, et manifestement on voit de plus en plus de soudards et de mercenaires remplacer les combattants de la première heure. Les exactions contre les populations se sont multipliées bien avant l'apparition de Daech. Elles sont le signe tangible de groupes qui, parce qu'ils sont financés de l'extérieur, n'ont nul besoin du soutien de la population.

### **La «libération du nord syrien»**

A partir de l'été 2013, il apparaît alors définitivement que Damas ne tombera pas et la stratégie impérialiste se réoriente vers une pseudo-libération qui est en fait une occupation du nord syrien.

A cette époque, Al Nosra est la filiale syrienne de Daech. Daech lui fournit des gros moyens (notamment des chars T55, achetés en Croatie et acheminés via la Turquie) et des kamikazes.

En instituant des tribunaux islamistes, Al Nosra limite les pillages, vols et exactions contre les populations «libérées» (des formations de l'ASL se comportant en soudards). De ce fait, le Front al Nosra bénéficie d'une forte popularité et recrute.

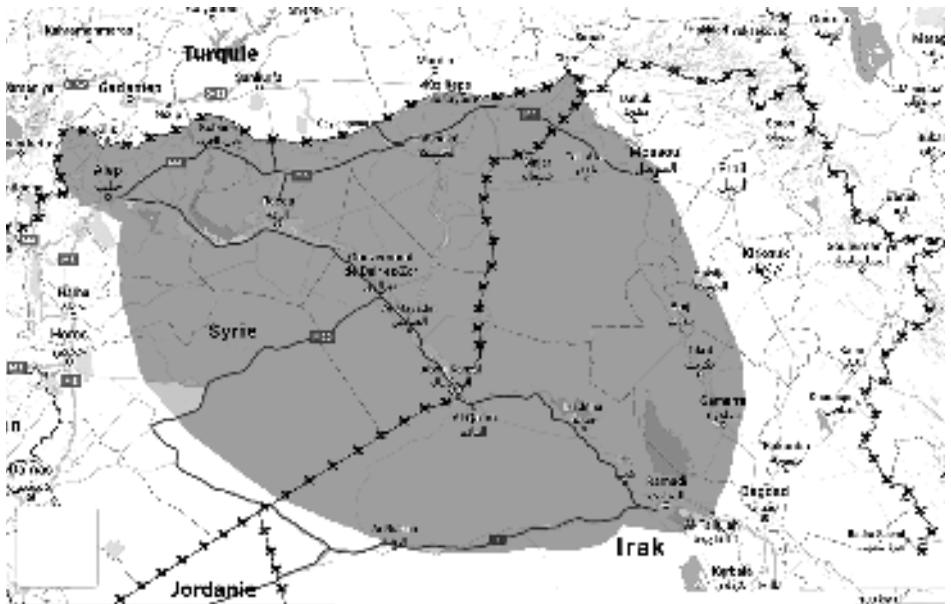
La transformation de l'Etat Islamique en Irak en Etat Islamique en Irak et au Levant (Daech) correspond à une scission au sein de l'organisation. Daech va quitter Al Qaïda, la priorité n'est plus la chute de Bachar el Assad mais la formation d'un califat à partir de la frontière turque.

Le « califat » de Daech se comprend comme une extension de la Turquie et n'a de viabilité économique qu'avec la Turquie. Les voies de communications entre le califat et l'Arabie Saoudite ou la Jordanie sont loin et au travers de zones désertiques peu praticables. Par ailleurs, les informations montrant les

liens structurels entre l'AKP turque et Daech arrivent continuellement depuis des années. L'AKP répond à ces informations en emprisonnant purement et simplement les juges, policiers, douaniers, journalistes qui osent enquêter. Avec son extension en Irak, Daech barre la route à l'Iran vers un accès à la Méditerranée servant ainsi les intérêts des pétroliers turcs, saoudiens, qataris, français et américains. Les recrues syriennes du Front al Nosra sont sûrement loin de ces préoccupations ; Daech et Al Nosra vont s'affronter.

La carte montre le projet de califat (en gris) tel qu'il aurait été s'il n'avait pas rencontré la résistance de la gauche kurde.

Toute la zone au sud du fleuve Euphrate et la partie sud de la frontière irako-syrienne sont désertiques. Et il n'y a pas de routes fiables au sud vers l'Arabie Saoudite. Les routes qui permettraient à un État d'échanger sont la M4 et la route qui longe l'Euphrate, or elles aboutissent en Turquie.



Le projet de «califat» n'est viable qu'en partenariat avec la Turquie, voire n'est rien d'autre qu'une extension coloniale de la Turquie.

## Nationalisme kurde

Le Parti Démocratique du Kurdistan (Barzani) apparaît en 1946, mais doit se replier rapidement en URSS. Le terme de peshmerga (ceux qui font face à la mort) fait référence à l'exécution de Kurdes lors de la chute de la République de Mahäbäd en 1946. C'est le parti nationaliste historique. Il administre la région pétrolifère d'Erbil en Irak.

L'Union patriotique du Kurdistan est une scission du PDK survenue en 1975. Le système clanique interfère largement dans les partis kurdes et il est difficile d'établir une ligne idéologique claire opposant PDK et UPK. En tout cas aujourd'hui l'UPK administre la région de Soulaymania, plus prolétarienne que la région d'Erbil. Les deux partis mèneront une lutte armée jusqu'à la chute de Saddam Hussein, puis en 1994 PDK, UPK et PKK s'affronteront pour le contrôle du Kurdistan irakien.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), bien qu'il ait évolué, est à l'origine stalinien, donc réformiste et nationaliste. Il est en fait le parti communiste kurde de Turquie.

Ces trois grands courants nationalistes ont leur équivalent dans les quatre pays concernés : Turquie, Iran, Irak, Syrie.

Le PKK apparaît en 1978 et mène une lutte armée en Turquie jusque vers les années 2000. La répression turque sera féroce : 40 000 morts, des centaines de villages rasés et des réfugiés éparpillés dans les banlieues des grandes villes turques et en Irak. La Turquie de cette époque connaît une forte agitation sociale du fait de la crise économique et contre la politique d'austérité imposée par le FMI. Un coup d'Etat en 1980 poussera gauche et extrême gauche dans la clandestinité et la lutte armée.

Le PKK devra se replier : au Liban pour la direction, dans les montagnes irakiennes de Kandil pour les combattants.

Après son arrestation, leur leader historique, Ocalan, va s'engager dans un processus de paix avec l'AKP. Il va opérer un virage social-démocrate, suivant ainsi l'exemple de la plupart des partis communistes européens. L'écologie, la lutte pour l'égalité des sexes, la démocratie directe, vont remplacer la lutte des classes. Le PKK va pouvoir bénéficier d'une vitrine légale : le HDP, et manifestement rallier une petite-bourgeoisie kurde.

Avec la montée en puissance du PYD, on verra apparaître un discours rejetant un nationalisme «étroit». Il faut préciser concernant la Syrie qu'un Etat sur les

zones kurdes équivaldrait à une partition de la Syrie dans laquelle une grosse partie des ressources pétrolières reviendrait aux Kurdes ; or la Syrie n'est pas en position d'exporter son pétrole, juste de couvrir ses propres besoins. Dans un tel cas de figure, les autres populations de Syrie se verraient lésées d'une ressource qui leur est nécessaire. Une telle partition serait comprise comme une agression. De plus en Turquie comme en Syrie, un tiers de la population a été contraint d'émigrer vers les grandes villes ; de ce fait, une grosse partie de la population kurde ne vit pas voire n'est pas née sur les territoires kurdes. La montée en puissance du PYD en Syrie et ses succès vont conduire à la rupture du cessez-le-feu en Turquie. Par effet de contagion, les populations kurdes de Turquie vont se mobiliser. Le pouvoir turc va multiplier les provocations, jusqu'à des attentats-massacre pour rompre le processus de paix. Ocalan est mis à l'isolement total et c'est Cemil Bayik qui apparaît comme leader.

C'est clairement le pouvoir turc qui reprend la guerre, ce qui engendre une nouvelle situation pour la gauche kurde. Les espoirs d'une solution pacifique négociée s'effondrent, les partisans de la paix sont sans perspectives.

Cemil Bayik est le président du KCK, qui chapeaute les quatre organisations kurdes liées au PKK. Il passe pour avoir toujours été hostile aux accords de paix. Pour lui, un projet de démocratie ne peut être qu'imposé par la force aux puissances impérialistes, et par conséquent nécessite un rapport de force global des populations du Proche-Orient (une démocratie kurde isolée économiquement ne serait pas viable). Cette ligne politique s'appuie sur un espoir d'une relance du Printemps arabe.

Dans cette logique, les accords actuels avec les Américains, Russes et Européens ne sont qu'une tactique ponctuelle. Derrière le pouvoir turc il y a les grandes nations impérialistes qu'il faudra affronter et c'est probablement ce qui amène le PKK à s'allier avec l'extrême gauche turque.

Le PKK fait souvent référence à la guerre civile espagnole. Ce n'est pas une simple propagande pour recruter des combattants internationaux. Pour le PKK, la guerre en Turquie, Syrie, Irak correspond à une nouvelle forme de fascisme et à une troisième guerre mondiale impulsée par les grandes puissances face auxquelles il faut impulser un front démocratique.

Ci-après la traduction d'une déclaration commune entre les principaux mouvements clandestins turcs et le PKK. (Le texte complet est en annexe.)

On notera que cette déclaration reste réformiste, nulle part on ne parle de mettre fin à l'exploitation, de supprimer la monnaie, d'abolir les classes sociales. En gros, on oppose la démocratie au fascisme.

.....

## Déclaration de fondation du Mouvement révolutionnaire uni des peuples



Une dizaine d'organisations révolutionnaires de Turquie-Kurdistan ont joint leurs forces pour combattre le fascisme de l'AKP et du président Erdogan à sa tête. S'appuyant sur l'expérience de la Brigade internationaliste de libération, dans laquelle ces groupes s'unissent déjà depuis un an pour défendre le Rojava, sachant que les guérillas du TKP/ML-TiKKO, du PKK et du MKP partagent leur camp depuis plusieurs années et sachant que depuis déjà plusieurs mois déjà ces forces participaient de manière non officielle à la défense des villes de Cizre, Silopi ou Nusaybin, cette union officielle était très attendue. Suite à l'échec de la stratégie parlementaire de la coalition du HDP, confrontées à "l'Etat profond"\* turc qui de nature ne peut laisser de place à un infime espoir de démocratie, ces organisations, qui pour la plupart s'en étaient tenues éloignées, ont pris la décision d'unifier leurs forces pour intensifier la lutte contre la dictature fasciste de l'AKP.

\*Etat profond : les US ont mis en place en Europe une organisation, susceptible de développer une "résistance" à l'intérieur de pays éventuellement envahis par l'U.R.S.S. (Stay-behind) où Gladio en Italie. Faute d'envahissement ces structures s'illustreront dans la lutte anti communiste et entre autre contre le PKK et l'extrême gauche Turque.

La création du Mouvement révolutionnaire uni des peuples (Halkların Birleşik Devrim Hareketi) a été déclarée par 10 organisations révolutionnaires qui, suite à des discussions qui durent depuis le mois de décembre, ont pris la décision d'unir leurs forces et de mener des actions communes.

Dans leur déclaration, les organisations unissant leurs forces dans le Mouvement révolutionnaire uni des peuples, entendent le faire pour renforcer la révolution en combattant cette force reconnue comme étant « le collaborationniste fasciste AKP et le système oppressif de la République de Turquie » sur tous les terrains par la lutte armée et tous les autres moyens.

### CE SERA UNE LUEUR D'ESPOIR QUI CONDAMNERA LE FASCISME LA DÉFAITE

Des représentant-e-s des organisations créant le Mouvement révolutionnaire uni, qui se sont réunis dans les zones de guérilla, ont expliqué l'intérêt de cette démarche et leurs buts. Avant la lecture de la déclaration, Duran Kalkan, membre du Comité exécutif du PKK prononce ces mots : « Nous nous retrouvons ici pour faire part d'une déclaration qui va condamner le fascisme ici et aujourd'hui et qui sera une nouvelle lueur d'espoir pour nos peuples ». Suite à cela, il a énoncé dans cet ordre les noms des organisations révolutionnaires de Turquie et du Kurdistan qui discutent depuis le mois de décembre et qui ont pris la décision d'unir leurs forces et de mener des actions communes :

TKP/ML (Parti Communiste de Turquie / Marxiste-Léniniste)

PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan)

THKP-C/MLSPB (Front – Parti de Libération du Peuple de Turquie / Unité de Propagande Armée Marxiste-Léniniste)

MKP (Parti Communiste Maoïste)

TKEP-L (Parti Communiste du Travail de Turquie – Léniniste)

TIKB (Union des communistes Révolutionnaires de Turquie)

DKP (Parti des Communards Révolutionnaires)

DEVRÎMCÎ KARARGAH (QG Révolutionnaire)

MLKP (Parti Communiste Marxiste-Léniniste)

Par ailleurs, alors que le Proleter Devrimciler Koordinasyonu (Coordination des révolutionnaires prolétaires) annonce rejoindre le Mouvement révolutionnaires uni, l'organisation du nom de Dirilis Hareketi (Mouvement de renaissance), qui a pris part aux discussions, annonce penser rejoindre le Mouvement.

*Les principes de base de lutte du Mouvement révolutionnaire uni des peuples ont été ainsi énoncés :*

« Notre Mouvement a pour but de lutter contre l'impérialisme, le capitalisme, le chauvinisme, le fascisme et le racisme jusqu'à obtenir un avenir libre et démocratique pour nos peuples. Il considère inéluctable la destruction de l'AKP fasciste, et de tous ses soutiens sociaux, par la force révolutionnaire du peuple. Le gouvernement AKP est en train de détruire la société, ainsi que la nature par la même occasion. Il est un danger pour la femme et la jeunesse. Il intensifie l'exploitation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs et travailleuses, et leur impose des conditions d'esclavage. Il soumet et massacre toutes les franges de la population.

Le Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples adopte le principe de former, d'organiser et d'unifier toutes les forces, victimes des attaques du gouvernement de l'AKP et de l'Etat bourgeois de la République de Turquie, dans le but de les mobiliser pour la lutte.

Le Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples lutte pour une société écologique et soutenant la libération de la femme, pour obtenir des droits et des libertés pour la classe ouvrière et les travailleurs. Il lutte pour gagner un avenir libre pour nos peuples en fondant le pouvoir du peuple en Turquie et l'autonomie démocratique au Kurdistan.

Le Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples appelle toutes les masses populaires opprimées, victimes du fascisme et du conservatisme, en commençant par les femmes, les jeunes, les ouvriers et les travailleurs, à s'organiser, s'unir et lutter pour la liberté, la démocratie et la fraternité des peuples».

.....

## L'épopée de la gauche kurde

Nous employons le terme de « gauche Kurde » pour la différencier des nationalismes kurdes réactionnaires auxquels la propagande occidentale tente de l'associer. En effet les djihadistes de leurs propres dires ne sont pas en conflit avec les Kurdes, mais avec « les communistes du PKK » et un nombre significatif de Kurdes font partie de Daech, du Front Al Nosra ou autre milice djihadiste. Par ailleurs le courant barzaniste est clairement partenaire économique et politique du régime turc, lui-même parrain notoire de Daech. Enfin, si le PKK (et ses équivalents) représente clairement la plus grosse structure, ils ne sont pas les seuls ; d'autres mouvements en Turquie, en Irak font front avec eux.

En 2012, des militants syriens du PKK réapparaissent dans le Kurdistan syrien et prennent le pouvoir et le contrôle de quelques villes. Peu importe de savoir s'il y a négociation ou pas, Bachar en bon politicien ne s'oppose pas farouchement à des Kurdes ennemis traditionnels de la Turquie. A cette époque, Bachar est menacé sur Damas. Ni les Kurdes, ni Daesh (au nord) ne représentent un danger immédiat. Ceux qui spéculent sur d'hypothétiques alliances Bachar-PYD, ou Bachar-Daech occultent cette simple évidence, comme ils occultent dans les deux cas des affrontements limités mais néanmoins meurtriers. Il n'y a aucune raison pour que le PYD fasse de quelconques concessions. Au contraire, c'est plutôt Bachar el Assad qui avait besoin de s'assurer que ce soit le PYD (opposé à la Turquie) qui remplacera ses troupes sur la frontière turque. A l'inverse d'autres Kurdes, le PYD se méfie de l'ASL, qu'il considère comme instrumentalisée par les impérialistes. Le PYD se range dans le camp de ceux qui refusent la militarisation du conflit, prônant la continuation du mouvement social, sa milice YPG n'ayant qu'un rôle d'autodéfense.

D'autres Kurdes vont créer un regroupement dans l'ASL : les brigades d'al Akrad, qui vont s'illustrer en prenant le contrôle du quartier kurde d'Alep.

Le développement du conflit donnera raison au PYD et il sera rejoint par la plupart des Kurdes (al Akrad compris). Les agressions des djihadistes vont provoquer la mobilisation des Kurdes derrière le PYD. De quelques centaines, l'YPG passe très rapidement à des dizaines de milliers. Il y a bien sûr l'encadrement du PKK, mais surtout son caractère populaire lui donne spontanément de grandes capacités d'organisation. Là où les djihadistes agissent en

bande, l'YPG manœuvre comme une armée. A Kobané comme à Sinjar, l'YPG réussira à évacuer des centaines de milliers de civils sans pertes et en des temps réduits.

Bien avant la bataille de Kobané, le PYD-YPG n'enregistre que des victoires face à Daech et Al Nosra (Al Nosra renoncera au bout de quelques mois). Dans les combats d'infanterie, un armement désuet suffit, il n'y a que les aviations ou l'artillerie lourde de Bachar ou de la Turquie qui puissent mettre l'YPG en difficulté. Au regard des pertes subies par Daech face à l'YPG, l'obstination dont les premiers font preuve est surprenante ; l'explication vient probablement du fait que Daech est avant tout au service de la Turquie, plutôt qu'un mouvement indépendant.

## **La chute de Mossoul et l'affaire de Sinjar illustrent parfaitement cette stratégie**

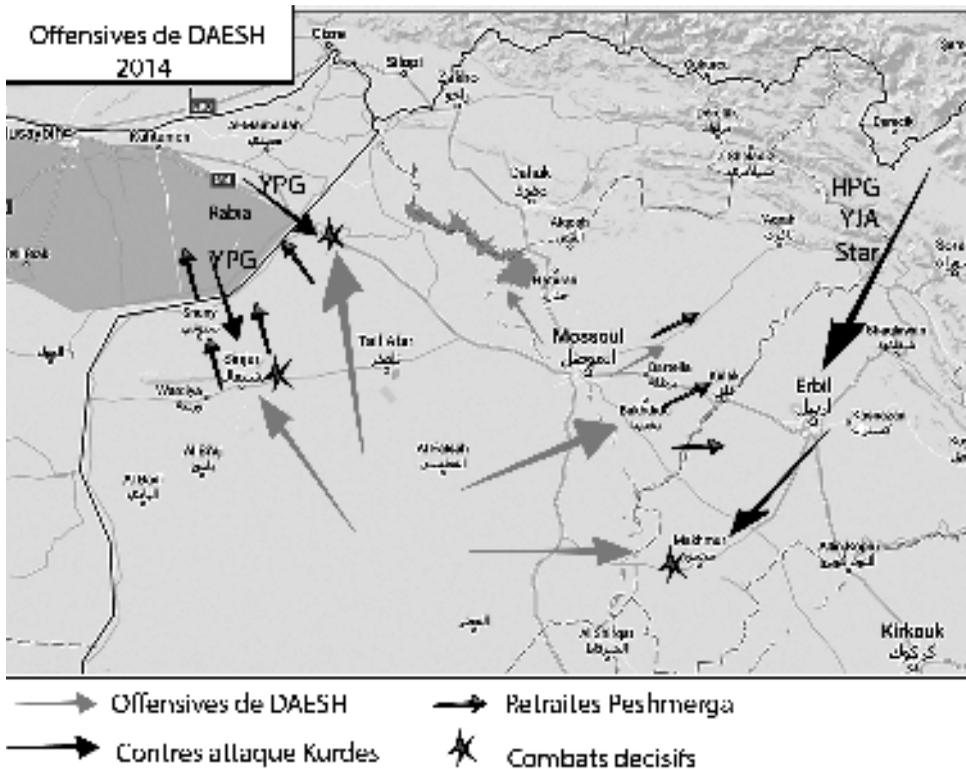
Alors qu'il est en échec face à l'YPG et aux autres factions syriennes, Daech s'est lancé dans une nouvelle offensive d'occupation d'une partie de l'Irak, s'emparant notamment de Mossoul. Cela n'a donné lieu à aucune véritable bataille... Le relatif succès de Daech ne peut s'expliquer par un rapport de force militaire !

En 2013-2014, les sunnites irakiens sont en rébellion contre le pouvoir irakien, mais Daech n'est pas hégémonique, loin de là. La situation va basculer à la fin du printemps lorsque Daech va s'allier aux sunnites et prendre Mossoul. La chute de la ville a quelque chose de surréaliste : les assaillants de Daech et les milices sunnites sont moins de 10 000, pour une ville de deux millions d'habitants, défendue par l'armée irakienne d'environ 50 000 hommes, plus 40 000 policiers. A cela il faut ajouter une armée de peshmergas forte de 200 000 hommes qui n'a pas d'autres combats à livrer à l'époque. Certes, il semble bien que peshmergas, armée et police irakienne ne valent pas grand-chose sur le terrain, mais là, il faut diviser par 30 pour arriver à une égalité des forces en présence. Il aurait peut-être suffi de distribuer des armes à la population, plutôt que de voir les arsenaux tomber aux mains de Daech.

Il est en fait plus que probable que des puissances impérialistes (d'origine saoudienne, turque, voire américaine et française) aient «parrainé» l'alliance sunnite-Daech, puis négocié la chute de Mossoul. Le gouverneur de Mossoul, Atheel Nujaifi, est lié à la Turquie. Quelques mois avant, Al Douri, chef du parti Baas, reconnaissait sa proximité avec l'Arabie Saoudite.

Après avoir pris Mossoul, Daech va lancer une offensive en direction des zones kurdes. Ce n'est pas une surprise pour tous – les peshmergas de l'UPK avaient pris préventivement Kirkouk –, le PKK envisageait d'intervenir en Irak et selon ses dires avait dépêché des combattants en avant-garde pour lever des groupes de défense. L'offensive de Daech visait à s'emparer de la totalité de la frontière irako-syrienne, de s'approcher d'Erbil et de Kirkouk.

Le front de Kirkouk va résister, de même que le poste frontière de Rabia tenu conjointement par l'UPK et l'YPG. Erbil est menacée mais l'YJA-PKK quittent leur montagne pour venir stopper les djihadistes au niveau de Makhmour qui abrite un camp de réfugiés de la guerre civile turque.



Mais à Sinjar, quelques 8 000 peshmergas du PDK, équipés d'armement lourd, vont se replier, laissant quelques centaines de milliers de Yésédis à la merci de Daech. Dans leur repli, ils vont passer la frontière syrienne, au vu des combattants

de l'YPG qui vont constater que les Yésédis sont abandonnés. 600 combattants YPG font le chemin inverse, ils vont stopper Daech dans les montagnes de Sinjar et permettre l'évacuation de centaines de milliers de Yésédis.

Les Américains vont stopper leur largage humanitaire lorsqu'ils constateront la présence de l'YPG. La fuite des peshmergas va faire polémique et du coup est très bien documentée. Il est reconnu aujourd'hui que les peshmergas se sont repliés sur ordre de leur état-major. Enfin, si on additionne YPG et PKK, on se rend compte qu'il aura suffi de 2 500 guérilleros pour stopper l'offensive de Daech, ce qui en dit long sur ses soi-disant capacités militaires et qui discrédite totalement les peshmergas de Barzani. Comme lors de la prise de Mossoul, il paraît probable que cette seconde offensive ait été négociée, les peshmergas du PDK laissant avancer Daech, sacrifiant les Yésédis.

Au bilan, le pouvoir du PDK (Barzani) est déstabilisé. C'est le PKK et l'YPG qui ont sauvé la situation alors que les peshmergas du PDK se repliaient sans fin. L'offensive visait (après la prise de Mossoul) à finaliser le contrôle de la région autour et à assurer les voies de communications vers la Turquie. Daech ne pourra prendre le contrôle total de la frontière syro-irakienne et doit se contenter d'une avancée limitée. Du coup le contrôle de Mossoul n'est pas pérennisé ; Daech est en échec face au PKK au Nord et à l'Ouest, au Sud les milices chiïtes peuvent mobiliser des centaines de milliers de combattants. Surtout, le PDK de Barzani est «hors jeu». L'UPK, principal rival du PDK, se rapproche significativement du PKK.

Or, depuis l'intervention américaine en Irak, c'est le PDK qui protège les exploitations pétrolières américaines et françaises. Il contribue avec les sunnites à barrer l'accès à la Méditerranée à l'Iran. Il est aussi l'allié des parrains turcs, saoudiens et qataris de Daech.

Daech, au regard de la réaction des populations kurdes, ne peut plus être vu comme une solution, mais bel et bien comme un problème. L'administration américaine et les Etats européens vont envoyer armes et conseillers militaires auprès des peshmergas et vont commencer à bombarder Daech.

Le sens de ce retournement, c'est de sauver le pouvoir de Barzani face à la montée en puissance de la gauche kurde. La France enverra de l'armement lourd dûment surveillé par des «conseillers» militaires et stocké sous clef de peur que ces armes passent au PKK. Ce revirement américain est aussi de fait un début de rupture avec la Turquie.

Depuis la bataille de Kobané, l'YPG a enchaîné les victoires, sécurisant qua-

siment l'ensemble des zones kurdes en Syrie et coupant les principales routes d'approvisionnement de Daech vers la Turquie.

A l'heure actuelle, les combattants YPG-PKK semblent pouvoir mettre en échec les meilleures infanteries du monde, rivalisant en la matière avec le Hezbollah qui, lui, bénéficie d'un armement sophistiqué. Ce succès est d'abord militaire, le PYD ayant sécurisé les zones kurdes dans une Syrie ravagée par la guerre. Le PYD-PKK s'inspire des principes de la guerre populaire de Mao Zedong, il ne s'agit donc pas d'une guerre qui vise à conquérir par la force des terres ou des villes, mais qui cherche à gagner l'adhésion des masses. La stratégie est de protéger les populations qui, elles, renverseront le pouvoir.

## **La bataille de Kobané**

Pour Daech, Kobané est une ville frontière et un passage routier important depuis la Turquie. En outre, depuis la zone de Kobané, sur les bords de l'Euphrate, l'YPG peut dominer la route passant par Jarabalus. Kobané était donc régulièrement attaquée par Daech avec le soutien actif de la Turquie.

Lors de la dernière attaque massive, l'YPG a choisi de ne pas résister dans les campagnes et a évacué en deux jours 100 à 200 000 personnes (perdant une trentaine de civils).

La stratégie était de transformer l'attaque en un « Stalingrad » pour Daech, ce qui fut fait. Le PKK a mobilisé les populations en Irak, forçant Barzani à un soutien au moins symbolique et à rompre avec son attitude de blocus du Kurdistan syrien. Le PKK a aussi mobilisé le Kurdistan turc. Erdogan, à l'époque, a fléchi devant la menace d'une guerre civile sur son sol et a restreint son soutien à Daech.

Une fois le contexte politique renversé, les YPG sont repassés à l'offensive contre Daech. Au prix de lourdes pertes, les YPG auraient pu résister pied à pied dans les campagnes de Kobané comme ils l'avaient déjà fait auparavant. Ils ont préféré miser sur la mobilisation des Kurdes turcs et irakiens pour couper Daech de ses soutiens et le piéger dans Kobané.

Les dirigeants du PKK à l'époque, à l'inverse des médias, ne paraissaient pas inquiets. Duran Kalkan prédisait la victoire et la future chute de Tel Abyad dans la foulée, tandis que Salih muslim, dirigeant du PYD, négociait avec d'autres populations (future création des Forces démocratiques syriennes).

A partir de cette époque, l'administration américaine jusque-là « militairement passive » en Syrie, a compris que Daech n'arriverait jamais à « pacifier » la région

face aux Kurdes, ni en Syrie, ni en Irak et que bien au contraire Daech était en train de provoquer une mobilisation populaire. De ce fait, très progressivement l'aviation américaine a coordonné ses frappes avec l'YPG.

Il faudra attendre les premières contre-attaques de l'YPG dans Kobané pour que l'aviation américaine intervienne. Contrairement à ce que dit la presse à l'époque, si l'YPG a dû céder du terrain, elle n'est pas en déroute et reste organisée : les combattants, les civils sont ravitaillés et les premières contre-offensives montrent aux conseillers militaires que la bataille n'est pas jouée. Les Américains veulent remettre en avant Barzani. Les premières frappes seront coordonnées à Erbil (capitale du Kurdistan irakien) et de ce fait les YPG doivent renseigner Erbil sur les cibles. Barzani est chez lui, sous pression de la gauche kurde depuis la fuite de ses troupes devant Daech et est contraint sur le tard à soutenir Kobané. Les Américains fourniront à Erbil les avions pour le parachutage de munitions, l'YPG qui ne demandait que des armes antichars concédera à Barzani l'envoi symbolique de 100 peshmergas à Kobané. L'appui aérien américain sur Kobané, s'il a sûrement évité des pertes à l'YPG, n'a pas été décisif. Les Américains ne sont intervenus qu'après les premières contre-offensives YPG et qu'après que la Turquie eut limité son soutien à Daech. Et il faudra attendre longtemps pour que les Américains renoncent momentanément à imposer Barzani et coordonnent directement leurs frappes avec les YPG.

Après la bataille de Kobané, les YPG vont reprendre à Daech le contrôle de l'autoroute M4 et des points de passage vers la Turquie qu'elle dessert. Notamment la ville de Tel Abyad, qui est un point de passage autoroutier entre la Syrie et la Turquie et donc le plus gros point de passage de la contrebande (pétrole, coton) de Daech.

A l'est, l'YPG va finaliser le contrôle de la frontière avec le Kurdistan irakien et passer la frontière pour imposer avec le PKK et les milices yésédies la reprise définitive de Sinjar. En effet, les peshmergas du PDK qui se sont largement déployés dans la région tergiversent pour reprendre la ville.

## **Forces démocratiques syriennes**

Le PYD va impulser un front démocratique et laïc : les Forces démocratiques syriennes.

Avant la bataille de Kobané et l'aide américaine, très peu de milices combattaient avec le PYD. On peut citer «le Conseil militaire syriaque» et la Brigade Shams al-Shamal.

Après la bataille de Kobané, lors des combats dans la région d'Héséké, les YPG ont sauvé les populations chrétiennes des persécutions de Daech, ce qui a logiquement amélioré les relations entre les deux parties. Enfin, même si l'aide américaine aux YPG est parcimonieuse, ce choix américain signifie surtout l'arrêt de l'aide américaine aux groupes djihadistes. Et il y a sans doute une part d'opportunisme dans le ralliement de certains aux FDS.

C'est sous le sigle FDS que les YPG vont passer l'Euphrate, prendre la ville de Manjib en direction d'Alep et du canton d'Efrin. Le quartier kurde d'Alep est relié au canton d'Efrin.

## **La question d'Alep**

La question d'Alep est aussi complexe que celle de Mossoul.

Alep est coupée en trois : une zone loyaliste, une zone kurde, et une zone « rebelle » dominée par le Front Al Nosra. Les combats durent depuis juillet 2012 et se sont « internationalisés » ; dès le début c'est la « Liwa al Tawid » liée notamment à la Turquie qui impose à l'ASL l'offensive sur la ville. En face, on note la présence du Hezbollah libanais et de forces iraniennes. Après quatre ans de combats et d'exactions de part et d'autre, il est probable que la grosse partie de la population civile se soit enfuie. On notera que les forces ASL dites modérées ont toujours préféré la domination du Front Al Nosra à une alliance avec le PYD.

- Pour le camp de Bachar el Assad, Alep est la dernière grande ville à contrôler pour sécuriser la façade méditerranéenne et la partie économique de la Syrie.

- Avant la guerre, 300 000 Kurdes avaient migré à Alep, fournissant la main-d'œuvre à la première ville industrielle de Syrie. La campagne nord d'Alep est une zone Kurde. Le PYD revendique donc une présence dans Alep et le contrôle des territoires au Nord.

- Le gouvernement turc avait manifestement des visées coloniales sur Alep. De plus, il tient à éviter un ralliement du canton d'Efrin au reste du Réjova (car il espère ainsi éviter la constitution d'un Etat kurde en Syrie). Les Occidentaux évidemment s'opposaient à une telle victoire et on a assisté à un remake de l'Opération Turquoise au Rwanda, où sous prétexte de protéger les populations civiles, on a exfiltré les criminels de guerre.

La chute d'Alep n'est pas le simple fait de l'intervention russe. Les destructions sont le résultat de quatre ans de guerre dans une ville divisée en trois.

- Dans le camp « rebelle », les affrontements entre Al Nosra, Daech contre al Akrad kurde et PYD sont intervenus très tôt, en conséquence, les Kurdes ont coupé une partie des lignes d'approvisionnements depuis la Turquie.

- Puis ont suivi les affrontements entre Daech et le reste de l'opposition à Bachar el Assad.

- L'intervention aérienne russe a compté mais aussi, vraisemblablement, l'intervention massive de l'infanterie iranienne en plus du Hezbollah libanais (des sources iraniennes parlent de 600 pasdarans tués dans la bataille d'Alep).



**KRG** Gouvernement régional du Kurdistan. C'est le gouvernement du Kurdistan autonome en Irak issue de la deuxième guerre du Golfe, présidé par Barzani.

**KDP** (PDK en français) Parti Démocratique du Kurdistan. C'est le Parti nationaliste historique, présidé par les Barzani père, et fils .

**ENKS** Barzanistes syriens

**PDKI** équivalent du KDP en Iran

**HBS** Barzanistes yésidi

**PUK** (ou UPK) cission du KDP dirigé par Talabani, actuellement allié du PKK en Irak

**Gorran** cission récente du KDP

**Asayish** Police du KRG

**Zeravani** gendarmerie du KRG

**Dizha Tiror** service secret du KRG

**PAK** Parti de la liberté du Kurdistan, nationaliste indépendant en Iran

**SUP** Syriac Union Parti, Parti laïque chrétien, c'est le plus ancien allié du PYD (et donc probablement le moins opportuniste). Son Conseil Militaire Syriac se bat au côté d'YPG depuis 2012.

**Sutoro** police syriac fidèle au SUP.

**SOOTORO** police syriac liée au gouvernement Assad.

**NPU** milice chrétienne assyrienne irakienne.

**Dwekh Nawsha** obscure milice chrétienne qui recrute des combattants occidentaux.

**NPF** Nineveh Protection Forces. Une des milices de la province de Ninive (Irak). Le NPF est intégré aux peshmergas.

**Huda-par** Islamistes kurdes Turques.

## Les femmes dans la guerre



En règle générale, les médias français ignorent les combattants YPG ; Alep n'a à ce jour pas été "reconquise", les quartiers kurdes restant sous contrôle de l'YPG. Lors de l'affaire de Sinjar, les combattants PKK et YPG furent rebaptisés «peshmergas». En fait, les seuls peshmergas qui ont affronté Daech aux côtés de l'YPG à cette époque refusaient les ordres de repli. (Dans toutes les armées du monde on appelle cela mutinerie et cela est habituellement puni comme un crime...)

A partir de la victoire de Kobané, l'YPG était devenu incontournable. Pour éviter de le plébisciter, ce sont les femmes combattantes que la presse a mises en avant, avec son lot de mise en scène.

Pour nous, la présence des femmes de manière égalitaire, non seulement dans la lutte mais aussi dans ses instances dirigeantes, devrait être la norme et mieux vaut s'interroger sur un mouvement ouvrier occidental qui n'a pas intégré l'égalité hommes-femmes.

La présence massive des femmes dans la lutte y compris dans la gestion de la guerre est pour nous le signe visible de la mobilisation de la population et de son caractère égalitaire. Pour la presse, il s'agissait d'occulter le caractère communiste des combattants kurdes. Ce n'est pas la présence des femmes qui a permis la victoire de Kobané mais la forte mobilisation en Syrie, Turquie, Irak... et l'expérience transmise de décennies de lutte et la conscience des militants hommes et femmes. (En exemple, l'YPG relayé par la presse, a médiatisé la

mort héroïque de Arin Mirxan qui s'est fait sauter plutôt que de se rendre lors de la défense d'une colline dominant Kobané, occultant l'action de deux combattants qui s'étaient fait sauter sur cette même colline deux jours plus tôt. Si Arin Mirxan est une héroïne, alors, tous les combattants morts ou survivants de la bataille de Kobané le sont au même titre.)

La gestion de la violence est réservée à l'Etat bourgeois et à ses forces répressives et déléguée aux hommes. L'investissement des femmes du PYD n'a rien de spontané. Dans la région, la présence des femmes est aussi ancienne que les luttes et on les remarque dans les organisations révolutionnaires et kurdes. En 1995, des militantes du PKK ont créé l'Organisation des femmes libres du Kurdistan, et quelques années plus tard une structure combattante spécifique aux femmes : YJA Star. Les femmes combattantes ont pu, à partir de là, choisir des unités mixtes ou non mixtes.

L'Organisation des femmes libres du Kurdistan, dans la ligne générale du PKK, prend en charge la mobilisation spécifique des femmes. La région Kurdistan et au-delà est marquée par un patriarcat très oppressif ; mariage forcé, «meurtre d'honneur», illettrisme... C'est pour s'adapter aux conséquences de cette réalité que se sont constituées des unités non mixtes. La présence des femmes aux combats est le résultat du travail militant du PKK et des organisations révolutionnaires de la région.

## **La guerre civile en Turquie**

Dans le jeu politique qui a amené Erdogan et l'AKP au pouvoir était posé un processus de paix avec le PKK. Cela a permis à Erdogan de rallier à lui des voix kurdes et des voix de gauche, s'aliénant l'extrême droite.

La montée en puissance du PKK-PYD en Syrie et en Irak a changé la donne. Avec le recul, il semble que, dans son jeu politique, Erdogan ait sous-estimé le PKK depuis le début. Sans doute pensait-il que Daech aurait raison de la gauche kurde.

Lors de la bataille de Kobané, des émeutes ont éclaté dans le Kurdistan turc (30 morts) mais Erdogan a reculé devant une menace de guerre civile. Probablement des unités du PKK ont pu traverser la frontière pour aider les combattants de Kobané.

Lors des élections suivantes, le HDP, pro-PKK, a dépassé les 10 % tandis que l'AKP d'Erdogan tombait à 40 %, ce qui le privait de majorité absolue. A partir

de là, les provocations d'Erdogan se sont multipliées, pour aboutir à la rupture du cessez-le-feu au mois de juillet 2015.

Forte de ses succès en Syrie qui galvanisent la jeunesse du Kurdistan turc, de ses succès en Irak qui lui amènent le soutien de l'UPK, la guérilla est devenue bien plus efficace.

Alors que les bombardements aériens semblent avoir peu d'effets, dès les premiers affrontements on a vu la guérilla tenir à distance les hélicoptères, ce qui modifie radicalement les règles de la guerre de contre-guérilla puisque l'armée est contrainte d'en revenir au « crapahutage ». A ce jeu, dans les montagnes et collines, la guérilla est à son avantage et a tendu des embuscades meurtrières. Manifestement maître d'elle-même, on peut voir sur des vidéos la guérilla laisser les militaires récupérer leurs morts et blessés, alors que l'armée turque a la fâcheuse tendance à « jouer » avec les cadavres des guérilleros tués. Bref, le seul succès probant que l'on puisse attribuer à l'armée turque contre la guérilla, c'est d'avoir détruit un certain nombre de cimetières de martyrs du PKK.

Le PKK a formé de nouvelles structures de combat dans les villes, issues des services d'ordre du HDP. Les villes kurdes se sont soulevées et la répression a vu de féroces combats sans que l'on puisse déterminer clairement quel camp a pris l'avantage. Certaines villes ont beaucoup souffert et des quartiers ont été rasés mais ce n'est pas le cas de toutes et il est difficile d'évaluer quelles sont aujourd'hui les capacités de mobilisation.

L'hiver est défavorable à la guérilla qui n'a pu soutenir les villes, mais le printemps et l'été ont vu une reprise des combats dans les montagnes, avec une volonté de vengeance nette, puisque le PKK recourt de plus en plus souvent aux kamikazes, qui rasant les casernes (avec les soldats à l'intérieur). Décidé à marquer des points décisifs, le PKK organise des offensives pour déloger l'armée des collines.

L'extrême gauche n'est pas en reste : dans la région de Dersim, on ne sait plus qui de la guérilla ou de l'armée turque contrôle quoi. Ce qui est sûr, c'est que l'armée turque n'est pas en position de vaincre le PKK rapidement. D'ailleurs, depuis le début, on a écho de mutineries. Le récent coup de force d'Erdogan est sans doute la mise en place d'une nouvelle stratégie face au PKK. Les purges visent à débarrasser l'Etat turc des contradictions qui freinent la guerre à outrance. Après les purges, les combats se sont intensifiés en Turquie, sans succès pour l'armée, qui au contraire subit de plus en plus de pertes, et voit ses bases attaquées. Les récents rapprochements avec la Russie ont un goût

de reddition : la Russie en crise ne peut économiquement soutenir la Turquie comme le faisait l'Occident. Sur le plan militaire, face au PKK ou en Syrie, l'armée turque voit sa réputation souffrir. Lâché par l'Occident, l'AKP cherche à sauver les meubles et espère un soutien contre la gauche kurde.

## **Bilan des interventions impérialistes ; l'échec du djihadisme sunnite**

Les Etats-Unis ont refusé de bombarder la Syrie à l'été 2014. A cette époque, la chute de Bachar el Assad aurait impliqué une prise du pouvoir par les djihadistes. Une telle intervention et ses conséquences auraient probablement rencontré une forte résistance de la population syrienne et au-delà celle de la région (l'Egypte menaçait de fermer le canal de Suez). Par ailleurs, les djihadistes étaient eux-mêmes divisés ; leurs soutiens (la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar) sont alliés contre El Assad mais aussi concurrents entre eux et donc incapables de s'imposer par la force. Il n'y avait donc pas de projet d'après-guerre viable, la chute du pouvoir syrien risquait d'aboutir à une deuxième guerre civile.

La mobilisation de la gauche kurde a modifié radicalement les enjeux. L'échec de Daech face au PKK-YPG en Irak a forcé l'intervention directe des Américains. De plus, la victoire de Kobané et surtout dans la foulée la reprise de Tel Abyad ont annoncé le déclin de l'Etat islamique en Irak et au Levant qui s'est vu privé de ses voies de ravitaillement par la Turquie. Dès lors les reculs djihadistes sont une suite logique.

Le sens de l'intervention américaine, c'est de contenir la mobilisation des forces démocratiques et notamment le PKK-PYD. Son principal atout est la division des populations (manifestement le projet démocratique kurde n'enthousiasme pas les populations arabes).

Pour reprendre le contrôle de la situation, il faut se débarrasser de Daech, contrôler en le soutenant le PYD, renforcer Barzani et ses peshmergas, renforcer le pouvoir irakien pour éviter l'intervention des nationalistes chiites proiraniens. Ce qui les a conduits à négocier avec l'Iran (fin de l'embargo) au détriment du trio sunnite Turquie, Arabie Saoudite, Qatar. L'intervention russe est venue compliquer les données, sans modifier le fond. Certes elle renforce le pouvoir syrien, mais les Etats-Unis ne sont pas pressés de le voir tomber. Alors que la coalition peine à reprendre Mossoul, on assiste à un repli des coalitions sunnites ; l'Arabie Saoudite, le Qatar disparaissent du jeu syro-irakien tandis que la Turquie se rend à la Russie.

Dans l'immédiat, le grand gagnant est l'Iran. Ainsi, malgré trois guerres en Irak, l'impérialisme iranien continue à étendre ses zones d'influences, mettant en échec les politiques américaines. Trump fait de cet échec un argument de

campagne électorale, tandis que les impérialistes français se précipitent pour signer des contrats avec l'Iran (Total, PSA). La gauche kurde reste en position de force. En dehors de l'AKP turc, personne ne semble pressé à l'attaquer directement. Isolément aucune force militaire ne peut espérer une victoire rapide contre la gauche kurde. Il faudrait une entente iranienne, turque, syrienne, irakienne parrainée par les grandes puissances, mais cela n'est pas à l'ordre du jour. La tendance est plutôt à noyer le communisme kurde dans des pseudo-démocraties multi-ethniques, le «projet démocratique kurde» peinant à s'imposer aux populations au-delà du Kurdistan.

Dans l'immédiat, comme aucun impérialiste n'a de projet viable pour la région, la guerre reste leur solution. Ce qui était au départ une révolte populaire contre le régime baassiste est devenu une guerre impérialiste. D'abord par l'intermédiaire du djihadisme, financé par des puissances traditionnellement alliées à l'Occident, face au camp «iranien», puis, la mobilisation de la «gauche kurde» étant venue s'imposer dans le «jeu», forçant l'intervention directe des puissances impérialistes.

S'ils s'opposent aux impérialistes, les projets politiques du PKK ou PYD, ne sont pas pour nous révolutionnaires, ou alors ce n'est pas notre révolution. Parce que feignant d'ignorer l'exploitation capitaliste, ces projets ne peuvent se comprendre que comme une gestion différente de l'exploitation, avec inévitablement son lot d'injustices et de répression. Il y a probablement une large part de vérité lorsque le PKK prétend s'opposer aux impérialistes fascistes, même si là, le fascisme et l'impérialisme sont forcément différents de ceux des années 1930. Mais pour nous la démocratie ne peut vaincre le fascisme, parce qu'elle a bien plus peur du prolétariat organisé pour la défense de ses intérêts que du capitalisme. Malgré la menace fasciste, les démocrates continueront à réprimer le prolétariat et particulièrement sa fraction révolutionnaire et préféreront de toute façon laisser la place aux fascistes plutôt qu'à un prolétariat qui menace la survie de leur classe.

Les expériences en Europe dans les années 1930 sont édifiantes et on en voit les prémices ici. La social-démocratie allemande, le Front populaire en France, la République espagnole, le capitalisme d'Etat soviétique, s'ils ont combattu le fascisme, ne voulaient surtout pas d'une victoire du prolétariat contre l'exploitation capitaliste. Le front démocratique antifasciste proposé par le PKK est donc une impasse mortelle.

De toute façon, une victoire même partielle du PYD-PKK n'est pas pour demain ; le capitalisme connaît une crise mondiale, la tendance générale est à la guerre et à l'exploitation de plus en plus brutale. Il faudrait un rapport de force bien plus large au-delà du Kurdistan et au-delà du Moyen-Orient, avec des projets politiques bien plus antagoniques au capitalisme pour que ce dernier envisage des concessions démocratiques. Il faut le rappeler, la principale raison de l'intervention impérialiste à partir de l'été 2011 en Syrie (par le biais du trio turc, saoudien, qatari) c'est d'éviter le renversement du pouvoir baassiste par une démocratie nationaliste.

Manifestement, le PKK-PYD est loin d'être en mesure d'appliquer ses projets ; les Kurdistan turc et syrien sont en guerre, soumis à des blocus économiques, à des flots de réfugiés, menacés pour le Réjova par l'artillerie turque. La réalité dans la région, ce sont des agressions impérialistes auxquelles le PKKPYD résiste. Dans ce cadre, les autres organisations «révolutionnaires» font front avec eux. Il existe très peu de critiques à «gauche» du PKK, les critiques qui parviennent ici sont dominées par les réactionnaires, et de ce fait nous sommes mal placés pour critiquer ce que fait le PKK-PYD.

Si nous sommes opposés à la ligne politique du PKK-PYD, sa lutte contre le capitalisme, son impérialisme et son fascisme est aussi la nôtre, il ne s'agit ni d'ignorer, ni de rejeter les masses en lutte au Kurdistan et ailleurs.

## **L'impérialisme se combat ici !**

La ligne politique du PKK-PYD en France, cherchant hypocritement la complaisance de la gauche française, ne peut être la nôtre. La gauche française n'a fait que s'aligner sur l'impérialisme fascisant turc à propos du conflit syrien. Cette gauche met en avant des points de vue humanistes pour masquer sa politique criminelle.

C'est la même classe sociale qui ici nous impose exploitation, baisse des salaires, des revenus, sous-logement, santé et retraite au rabais, répression et restriction des libertés et qui alimente les guerres et exploite partout dans le monde. En Syrie et en Irak, la France est particulièrement engagée avec le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie dans le soutien au djihadisme rebaptisé modéré. Et ce, pour les intérêts des groupes Total, Renault, Lafarge, sans oublier les marchands d'armes. Nul besoin de partir lutter ailleurs, les agresseurs des populations kurdes et autres sont ici et ce sont nos exploiters.

Lutter contre notre exploitation, c'est lutter contre ceux qui exploitent et massacrent ici et ailleurs, nos luttes sont communes.

A nous révolutionnaires d'œuvrer à transformer les luttes revendicatives en lutte contre le capitalisme et son impérialisme, jusqu'à sa défaite. A nous de nous allier avec d'autres prolétaires au-delà des frontières, et certainement pas avec les bourgeoisies françaises grandes ou petites. La démocratie de ces dernières, on la connaît, c'est la dictature sans fard contre le prolétariat. Nous ne pouvons revendiquer une telle démocratie pour les populations kurdes, celles du Moyen-Orient ou d'ailleurs !





# Annexes

## **Prolétariat *contre* nationalisme**

\* \* \*

Plus d'un an après le cessez-le-feu intervenu entre l'Irak et les armées de la Coalition (1), nous pouvons mieux que par le passé, tenter de développer, critiquer et soutenir la lutte menée par nos frères de classe dans cette région.

Rappelons une fois encore que notre critique se fait en pleine continuité avec notre "vieille" Proposition Internationale, dont l'une des concrétisations fut une réunion à Berne en octobre 1989 (2). Cette proposition reste centrée sur la lutte contre la terreur d'Etat et contre la préparation à la guerre, et garde toute son actualité.

A Berne, la réunion fut axée plus concrètement sur les luttes de classe en Irak et en Iran, peu après la guerre que s'était livrée ces deux pays. Cette réunion se voulait une tentative de coordination de l'activité internationaliste, et plusieurs propositions concrètes y furent formulées pour assumer la lutte et la solidarité face à l'Etat.

Depuis longtemps déjà, l'importance des luttes prolétariennes en Irak a déterminé notre tentative pour activement lancer un travail de centralisation de ces luttes avec d'autres militants communistes. Pendant et après les luttes dans cette région ont surgi, dans différents coins du monde, des volontés militantes et des tentatives d'organisation. Mais ces tentatives furent dramatiquement isolées et exceptionnelles.

Alors qu'en Irak, le prolétariat tendait à sa reconstitution comme classe, et que nos camarades réussissaient à s'organiser dans une perspective internationaliste (en diffusant nos matériaux par exemple, en distribuant nos brochures dans la région, en imprimant même localement nos "Thèses d'Orientation Programmatiques" en arabe,...), ici, en Europe, la phase sectaire prédominait, et nous devons constater que même les propositions minimales décidées à Berne (tentative d'organisation de la solidarité par la circulation des informations et des militants, par la création d'une adresse de contact, d'une caisse de fonds d'aide,...) ne pouvaient être maintenues.

En Europe, malgré cette situation de dispersion, malgré le peu d'initiatives prolétariennes dans ce coin-ci de la planète, nous avons essayé de maintenir autant que possible la solidarité internationale avec nos frères en lutte en Irak. Les militants et les informations ont circulé, et nous avons tenté de tirer collectivement les leçons de ces événements.

Il est vrai que dans quelques endroits du monde, des militants de notre classe ont porté un intérêt aux luttes du prolétariat en Irak et cela s'est concrétisé par des tracts, brochures, revues qui y ont été consacrées. Mais sans vouloir porter un jugement définitif sur le contenu de ces différentes productions, nous ne pouvons que regretter que l'énergie qui s'est exprimée au travers de celles-ci soit restée essentiellement dis-

persée et donc notoirement moins efficace à tout point de vue, cela tant immédiatement qu'historiquement.

Quant aux groupes dits "ultra-gauche", c'est encore et toujours le rejet raciste de toute lutte dépassant Milan ou Paris qui a prédominé. Pendant qu'en Irak, le prolétariat tendait à sa reconstitution en tant que classe, et que nos camarades réussissaient à s'organiser avec des perspectives propres, les militants du "Petit Milieu Révolutionnaire" portaient le même regard attardé sur leur nombril et lâchaient, tels des pontifes, quelques avis du haut de leur chaire. L'auto-suffisance et les leçons à donner ont marqué l'eurocentrisme propre à ce milieu complètement étranger à la centralisation des forces communistes de par le monde. Rappelons encore que le CCI, un représentant éminent de l'eurocentrisme, nie purement et simplement l'existence de luttes prolétariennes dans cette région, considère la classe ouvrière comme inexistante en Irak, et affirme qu'elle ne "possède quasiment aucune expérience historique de combat contre le capital (sic!)" (3).

Outre l'eurocentrisme et le mépris que ce type d'analyse exprime, ce qu'elle nie avant tout, c'est le développement de la contradiction capitalisme/communisme. La situation explosive en Irak ne montre pas seulement le présent de cette contradiction, mais bien plus encore **son futur**. Car "ici" aussi, la barbarie de la civilisation capitaliste, la guerre que le Capital mène contre le prolétariat, ne peut que se développer et s'accroître jusqu'à atteindre l'intensité avec laquelle elle existe "là-bas", en tant qu'une unique solution du Capital pour résoudre cette contradiction qui lui est mortelle. Notre lutte, les réponses des prolétaires en Irak, nous montre la seule voie possible au combat contre cette barbarie, **la lutte pour la révolution**.

C'est pourquoi, une fois encore, et malgré le peu d'écho rencontré dans le passé et même le présent (en dehors de certains contacts et camarades que nous connaissons personnellement), nous n'hésitons pas à réitérer notre appel de toujours:

**Organisons ensemble le défaitisme révolutionnaire et la communauté de lutte contre la guerre !**

Sur base des propositions que nous avons faites, sur base de toute proposition sérieuse partant des intérêts du prolétariat, sur base de toute initiative révolutionnaire émanant d'un militant ou d'un groupe de militant, unissons nos forces face à tous ceux qui préparent la guerre, regroupons-nous pour être plus forts!

oOo

Ce texte a pour but de compléter nos précédents articles. Il faut savoir que nous avons à tout moment favorisé l'**actualité** des informations arrivant du Golfe. Face à l'occultation générale, face au blocus complet opéré par les médias à propos des luttes révolutionnaires en Irak, nous avons favorisé la diffusion des informations que des

militants de notre groupe ou d'autres organisations nous ont fait parvenir. Ces informations nous sont arrivées par fragments, insistant tantôt sur l'importance des différentes organisations présentes, tantôt sur la force de l'organisation de l'insurrection, tantôt sur les débats politiques en cours, etc. Nous avons préféré publier l'ensemble de ce qui nous parvenait, au fur et à mesure des publications, plutôt que d'attendre un hypothétique moment où nous aurions disposé d'un tout nous permettant de faire un texte unique et plus structuré.

En ce qui concerne ce texte-ci, nous avons à nouveau profité de récentes informations qui viennent de nous parvenir, ici en Europe, pour compléter les sujets que nous voulions traiter, à savoir, les luttes dans le Sud de l'Irak, l'apparition des Shoras au Kurdistan et les organisations présentes sur le terrain, les campagnes humanitaires de la bourgeoisie. Nous avons placé en annexe une liste de slogans utilisés le temps de l'existence des Shoras, ainsi que des extraits de textes datant de juillet 1991, en provenance de différentes organisations. On trouvera également dans nos annexes, un tract que notre groupe a tout récemment diffusé -mai 1992- dans la région de Soulaymania.

Que le lecteur nous excuse donc pour l'aspect relativement décousu de ce texte. En Irak aujourd'hui même, des minorités déterminées tirent les leçons de ce qui s'est passé, critiquent le démocratisme des Shoras, discutent les moyens de généraliser la lutte anti-nationaliste, résistent au désarmement que la bourgeoisie tente d'imposer à ceux qui l'affrontent. C'est dans ce contexte chaotique et périlleux, que nos camarades tentent de briser le mur des nations en nous faisant parvenir leurs textes, tracts, analyses, informations.

oOo

Le premier chapitre se veut une rapide fresque de l'histoire des luttes en Irak, principalement dans le Sud. Nous voudrions par là, à la fois tenter de combler le peu d'informations dont nous disposions à propos des luttes défaitistes qui s'y sont déroulées pendant la guerre, et répondre également à l'incroyable préjugé "euroraciste" consistant à penser que les camarades de ces régions n'ont aucune expérience de lutte! Ces quelques lignes sur les luttes dans les régions des marais suffiront à démontrer l'intensité de la lutte contre l'Etat qui s'y est historiquement déroulée. Ce chapitre complètera utilement l'information que nous avons donnée sur les luttes en Irak, pendant et après la guerre.

Le deuxième chapitre traitera du surgissement contradictoire des Shoras durant la guerre du Golfe, d'abord comme réponse associationniste de notre classe face à toutes les organisations bourgeoises, puis, comme frein démocratique au développement de la lutte.

Le troisième et dernier chapitre traitera d'une manifestation particulièrement cynique

de la lutte de la bourgeoisie mondiale, pour réprimer le prolétariat: les campagnes humanitaires et électorales.

### **1. La "région des marais": refuge traditionnel de la résistance à l'Etat**

La résistance anti-étatique dans le sud de l'Irak, particulièrement dans la "région des marais" est bien antérieure à l'arrivée des Baassistes au gouvernement. Au travers des siècles, cette région a toujours servi de refuge à tous les pourchassés, les réprimés, les rebelles,... La configuration des marécages rend ceux-ci inaccessibles par voie de terre et en fait un endroit privilégié pour se cacher. La répression du gouvernement Baassiste n'est qu'un exemple, à une époque donnée, de la cristallisation de la volonté historique de l'Etat bourgeois d'en finir avec les désordres et l'indiscipline sociale qui règne depuis toujours dans cette région.

Il existe des dizaines de tribus, clans,... dans la "région des marais", et comme il est très difficile de se déplacer dans cette région, les communications entre les habitants des différents endroits sont rares. Pourtant, au delà de ces obstacles, ce qui les unifie, c'est la tradition du **refus systématique à se soumettre à l'Etat**.

Au début du siècle déjà, la bourgeoisie anglaise avait cru pouvoir utiliser à son propre compte les réactions anti-étatiques qui surgissaient contre les Turcs dans ces régions du sud. Elle essaya de rallier les luttes sociales qui éclataient contre l'Etat turc, à ses propres intérêts. Mais les réactions des prolétaires furent loin de correspondre à l'attente des colons anglais, et les actions contre ceux-ci devinrent tellement violentes que l'Etat turc tenta à son tour de s'approprier historiquement les combats livrés aux bourgeois anglais: ils présentèrent la résistance de la "région des marais" comme l'exemple même de la lutte pour la décolonisation!

Aujourd'hui encore, l'opposition officielle (les chiites) tente de confisquer ce qui reste de lutte sociale dans le sud, et la présente comme l'expression du soutien à leur propre politique.

Le parti Baas est connu comme l'un des gouvernements les plus répressifs de l'histoire moderne de l'Irak. Et bien qu'il ait réalisé d'énormes projets sociaux et économiques dans cette région, des projets qui dépassent de loin la somme de tout ce qui a été fait dans ce domaine par les autres gouvernements depuis le début de ce siècle, l'indiscipline sociale resta toujours présente.

Cette particularité a fait des populations de la "région des marais" une sorte d'"ennemi naturel" de l'Etat toutes fractions confondues (baassistes, chiites, nationalistes,...).

oOo

Peu avant la guerre Iran/Irak, quelques centaines de militants pourchassés se réfugient

dans les plaines marécageuses. Ces déserteurs trouvent un appui auprès des populations locales des frontières sud de l'Iran. A cette époque, ces militants ne constituent pas une force organisée et ne possèdent que peu de moyens de défense parce qu'ils ne représentent qu'une poignée d'hommes éparpillés et très isolés.

On trouve parmi ces militants des anciens membres du Parti "Communiste" Irakien venus des villes du sud et du centre. Ils sont recherchés pour la plupart, à cause de leur refus de collaborer au traité d'alliance signé entre le gouvernement et leur parti. Dans certains cas, le Parti "Communiste" Irakien les dénonce auprès du gouvernement.

On y trouve aussi des militants ouvriers actifs dans l'agitation et les actions de classe qui eurent lieu dans des villes comme Bassora, Amara, Nassiria. Il y a enfin de nombreux déserteurs et prolétaires qui refusèrent le travail obligatoire dans des organisations du parti Baas (organisation d'étudiants, syndicats, travail populaire,..).

Au début des années 70, un plan de réaménagement du territoire dans la région est élaboré par le gouvernement. Celui-ci a pour but d'augmenter la terreur d'Etat en prenant pour cible directe la destruction des villages les plus proches des marais. Le gouvernement veut par là limiter au maximum l'appui des habitants aux rebelles en déportant les villageois vers d'autres lieux. Les maisons de ceux qui refusent de partir sont dynamitées par l'armée, obligeant ses habitants à vivre dans les décombres.

Quand la guerre avec l'Iran est déclenchée, les rangs de ces réfugiés et déserteurs augmentent de plus en plus. Profitant du peu de préoccupation de l'Etat à leur encontre (occupé par le conflit), la survie de ces militants devient momentanément plus facile, bien qu'elle ne soit pas encore assez structurée que pour se définir comme une force clairement organisée.

La première année de guerre permet donc de soulager quelque peu la pression directe que le gouvernement exerçait sur eux. La question de la survie immédiate devient moins lourde. Beaucoup de prolétaires se réfugient dans cette zone avec leurs familles.

Mais malgré l'augmentation du nombre de ces réfugiés et déserteurs, le manque de perspective, le manque de projet social clair limite la lutte à la survie individuelle d'une masse au potentiel pourtant révolutionnaire.

La victoire de l'Etat irakien dans les premiers assauts contre l'Iran renforce cette tendance à la désorientation. L'Etat est dans une phase où il comptait plus ses victoires que ses défaites. Il est donc plus à l'aise que jamais pour combattre ses ennemis "intérieurs" et justifier la répression.

Ce rapport de force en faveur de la bourgeoisie réduit le champ d'action des militants à des liens de plus en plus difficiles à maintenir. Cette présence massive de "hors-la-loi" attire l'attention des autorités et évoque la nécessité d'une réaction musclée

contre eux. Toute action de la part des déserteurs risque de provoquer dès lors une réaction de la part du gouvernement.

C'est durant cette période (il y en aura d'autres) que l'Etat menace d'exécution les habitants de la région s'ils aident des "hors-la-loi". Les autorités mettent leurs menaces à exécution et détruisent des villages proches des marais. L'Etat exécute par dizaines des habitants accusés d'aider des déserteurs. Le simple fait d'indiquer la route à un déserteur est considéré comme suffisant pour s'attirer les foudres de la répression.

Janvier 1981 est marqué par le début des contre-offensives iraniennes pénétrant en territoire irakien dans la région d'Ahwaz. Quelques milliers de déserteurs s'ajoutent à ceux qui étaient déjà présents. La plupart fuient le front et les régiments d'arrière-garde.

Durant cette période, le gouvernement change les axes de sa propagande de façon à ce qu'ils correspondent mieux aux nécessités du moment, c'est-à-dire à sa situation de défaite militaire. Cette propagande défend le fait que l'Irak n'a jamais eu l'intention d'envahir l'Iran et que l'attitude agressive de l'Iran (ses victoires militaires) ne peut qu'amener tout bon patriote "à défendre responsablement sa patrie". Les implications pratiques de cette propagande consistent en une large distribution d'armes à tous les habitants des régions du sud à qui on propose de "se défendre soi-même contre les fanatiques iraniens".

Les bourgeois iraniens, de leur côté, multiplient les appels à la résistance et à la "Jihad sacrée" contre le "satan Saddam", pour "la libération des villes saintes de Karbala et Najaf".

La grande défaite de l'armée irakienne en 1982 renforce le mouvement de désertion et le repli de l'armée vers les régions sud du pays. La peur d'une victoire de l'armée iranienne dans le sud et le centre contraint l'Etat irakien à lancer une opération de nettoyage sur ses propres territoires du sud. L'Etat tente de liquider toute résistance anti-gouvernementale à l'intérieur du pays et au sein même de l'armée.

C'est dans le courant de cette même année que des villages dans les marais sont bombardés aux armes chimiques. On prend pour cible les villages qui ont refusé d'obéir aux ordres de quitter la région et de rejoindre la mobilisation générale pour la défense de la patrie.

Les déserteurs se retrouvent dans une situation assez complexe. D'un côté, une armée iranienne aux frontières sud qui se prépare à l'offensive finale contre l'armée irakienne (l'Iran essaye de couper la route principale qui relie Bagdad au sud, à Bassora). D'un autre côté, une armée irakienne bien équipée, quoique affaiblie par un manque manifeste de volonté d'obéir aux ordres, de la part de nombreux soldats. Le désordre

règne dans les rangs des déserteurs et laisse une situation peu claire du point de vue prolétarien. Les réfugiés des marais s'expriment plus comme une masse que comme un mouvement organisé.

Pendant toute cette période, une kyrielle de petits groupes (dont nous ne connaissons pas les noms) lance des appels (non centralisés) pour l'auto-organisation, l'auto-défense et pour le maintien de la lutte contre les deux armées. Des groupes ou plutôt des unités de combattants organisent des opérations de sabotages au coeur même des territoires détenus par l'armée irakienne (attaques de dépôts de munitions, de lignes de chemin de fer, de convois, de sièges du gouvernement, exécution de membres connus du parti baassiste, propagande pour pousser à la désertion d'autres soldats,...).

L'Etat iranien tente aussi d'utiliser ces actions à son propre compte, aux travers de la fraction bourgeoise chiite basée en territoire irakien, le parti Dawa islamiste (4). Mais, celui-ci ne parvient pas à mobiliser les prolétaires de son côté, sauf une toute petite partie d'entre-eux, qui, aussitôt convaincus, quittent la région pour rentrer dans les rangs des petites unités Dawa en Iran.

Pour recruter des militants dans le parti Dawa, le gouvernement iranien facilite la vie à ses adhérents ou sympathisants en leur donnant des avantages matériels: soin des malades et des blessés, autorisation de visites et de déplacements en Iran, nourriture,... Ceux qui refusent le cadre de ce parti, doivent se démerder clandestinement pour se soigner ou se procurer de quoi survivre. Certains déserteurs se font d'ailleurs passer pour des adhérents de ce parti le temps de se soigner.

Plus le temps passe, plus le besoin d'organisation et de centralisation devient fort. A cette époque, la région sud est le théâtre d'un véritable carnage organisé entre les deux armées iraniennes et irakiennes. La situation de tous les déserteurs réfugiés dans cette région en est aggravée.

En 1983, il y a jusqu'à 20.000 déserteurs relativement bien équipés: une véritable armée révolutionnaire de défaitistes. C'est alors que, l'Etat irakien lance une vaste offensive contre ces insurgés.

A cette époque, les frontières de la guerre se stabilisent plus ou moins. Les bourgeois parlent de plus en plus de trouver une solution pour "faire la paix".

En fait, au front, les avant-postes de l'armée irakienne montrent de plus en plus d'hésitation à appliquer les ordres. La désobéissance des soldats se généralise. Finalement, l'état major irakien donne l'ordre d'anéantir une partie de ses propres troupes, trop sensible au défaitisme, et dont elle craint une contagion au reste de l'armée. Ainsi, un régiment entier d'un millier de soldats est purement et simplement massacré. Les

bombardements massifs font 8.500 morts dans les rangs des déserteurs. L'armée irakienne basée à quelques kilomètres de là ne lève évidemment pas le petit doigt pour s'y opposer. Bien au contraire, elle empêche tant les blessés que leurs familles de se réfugier en Iran.

Malgré l'ampleur, la brutalité des bombardements et l'immonde massacre qu'elle engendre, l'armée ne réussit pas à entrer à l'intérieur des zones occupées par les déserteurs.

Les journaux d'opposition irakiens (Parti "Communiste" Irakien, nationalistes kurdes, Dawa, islamiste,...), soulignent: "il est bien dommage que tous ces enfants du peuple n'aient pas pu se donner un corps politique, un parti, pour entrer dans les rangs des autres partis démocrates, anti-fascistes, pour travailler dans le front démocratique irakien". Ils montrent par ce genre de déclarations qu'ils ne contrôlent rien du mouvement.

A l'époque, l'UPK (Union Patriotique Kurde) de Jalal Talabani négocie avec le gouvernement irakien pour trouver une solution pacifiste aux questions kurdes.

Après cette défaite, une partie des déserteurs se réfugie avec leur famille en Iran, mais une petite minorité d'entre eux arrive à gagner les régions du Kurdistan. Ceux-ci doivent à la fois fuir la répression de l'armée irakienne mais également se défendre contre les nationalistes kurdes (tout particulièrement l'UPK). Ces derniers livrent aux autorités les déserteurs qu'ils attrapent, en échange de quoi, le gouvernement leur accorde des concessions dans les négociations.

Quelques uns échappent aux nationalistes et survivent grâce à l'aide d'autres déserteurs ou trouvent refuge dans des villages Kurdes. Ceux qui n'ont pu fuir les régions du sud, sont condamnés à résister et combattre pour survivre.

### oOo

Entre 1986 et 1989, dans le centre du pays et aux alentours de Bagdad, l'activité prolétarienne réémerge. Différentes unités de déserteurs organisent des opérations de sabotage, des réappropriations prolétariennes, des attaques de stocks de munitions, de nourriture, des sabotages de lignes de chemins de fer, des organisations d'expéditions punitives contre des membres du parti Baas ou de son service de sécurité. Des affrontements ont lieu entre des troupes de sécurité du gouvernement et des groupes prolétariens armés.

Les journaux irakiens relatent journalièrement des arrestations et des exécutions de "traîtres", de "voleurs", de "bandits" et de "trafiquants",... et ce, dans la seule région du centre.

Des villages entiers sont une nouvelle fois détruits et leurs habitants massacrés pour avoir été suspectés d'avoir donné à manger aux "saboteurs" ou simplement pour leur avoir laissé traverser leur village.

Dans cette période, on distingue deux fronts de guerre. Un à l'extérieur de l'Irak. L'autre plus menaçant, à l'intérieur. Un peu partout dans toutes les villes surgissent des luttes contre le gouvernement. Ces luttes prennent de plus en plus un aspect massif et organisé.

A notre connaissance, une multitude de groupuscules surgit dont les membres actifs dépassent rarement le nombre de quelques dizaines. Les centres de ces petits groupes se trouvent dans les villes de Bagdad, Nassiria, Bassora, Diwana, Shatora, Al Amara, Kut,... Toutes ces structures prennent des arrangements pratiques entre elles à propos du partage du territoire et de l'influence militaire. Elles essayent d'organiser la solidarité, l'entraide, l'échange d'informations, les soins des blessés, l'organisation des magouilles pour survivre, les méthodes de déplacements des unités, les liens avec les villes et la population,... En fait, la création de ces structures date d'après la grande défaite de 1983, qui n'a laissé sur place que 3 à 4.000 combattants. Ce sont des officiers déserteurs qui sont à l'origine de la plupart de ces structures.

Trois groupes sont connus pour leurs tracts ou appels. Ce sont des organisations réunissant des prolétaires, malgré une forte influence de l'idéologie maoïste: "l'Avant-garde ouvrière", "La révolution permanente", "Autonomie de combat",... Il existe également un organe du nom de Shakhila (travailleurs).

Ce n'est qu'à partir de la dernière année de guerre contre l'Iran, que des tentatives de centralisation parmi ces structures voient le jour. La démobilisation à l'intérieur de l'armée, les conditions de vie de plus en plus difficiles de la population, le poids de la répression de plus en plus féroce contre la résistance anti-gouvernementale a encouragé cette démarche.

Cette résistance surgit à chaque fois que sont ramenés les corps de soldats tués au front. Les prolétaires des villes ou des villages en profitent pour organiser des rassemblements et des manifestations contre l'Etat, contre la guerre. Des manifestations ont lieu tous les jours devant des sièges de gouverneurs ou du parti Baas. Au cours de ces manifestations, les flics n'hésitent pas à tirer ou à arrêter les meneurs pour les exécuter publiquement.

Mais la répression ne décourage pas les révoltes des prolétaires habitués à ces méthodes et qui ont vécu dix fois pire. Après chaque agitation, aussi bien dans les villes qu'à l'intérieur de l'armée, les débordements sont brutalement réprimés dans le sang. Les exécutions de soldats et d'officiers sont monnaie courante. Le gouvernement leur reproche "d'avoir laissé des malfaiteurs mettre en péril les intérêts nationaux et la sé-

curité d'Etat". Des hauts responsables sont également parfois exécutés. Ainsi, on a pu voir des "héros de la nation" décorés plusieurs fois par Saddam lui-même, finir devant un peloton d'exécution. Certaines de ces exécutions ont lieu publiquement. La situation est telle que les remplaçants de ceux qui viennent d'être exécutés ne savent plus comment agir. Ils ont peur d'être accusés à leur tour de brutalité par la population ou de laxisme par l'Etat.

Les quelques vieux militants qui ont eu la chance de survivre, après la systématisation des exécutions de leurs camarades avant et pendant la guerre Iran/Irak, reprennent un bol d'air grâce à la réémergence des luttes. Les appels à la résistance dans les villes sont nombreux. Ces appels sont signés: "Prolétariat", "Peuple exploité", "Révolutionnaires",...

Les tentatives de centralisation formelle restent malheureusement très faibles et ne dépassent guère les limites du renouvellement des anciens liens militants entre telle ou telle personne, auparavant séparée par la répression.

La résistance passive s'organise aussi. On refuse de participer aux cérémonies officielles organisées par l'Etat. On refuse de fêter les victoires militaires du pays, on refuse d'aller voir les défilés des nombreux prisonniers, on refuse d'accepter les "trésors de guerre" pris à l'ennemi, et redistribués aux soldats et à la population pour cimenter la cohésion nationale. Dans de nombreux cas, de "bons citoyens" utilisent leur place dans l'administration pour aider et/ou cacher des déserteurs. Beaucoup d'entre eux sont exécutés, leurs maisons dynamitées et leurs familles massacrées.

Il est très difficile de donner des dates exactes pour chacun de ces événements car ce qui s'est passé n'a pas de date. C'est un problème pour tous ceux qui les ont vécu sur place: toutes ces actions de notre classe étaient tellement systématiques qu'il arrivait même qu'une personne racontant un événement dont elle était elle-même l'auteur se trompe une fois sur deux, tant sur l'exactitude des dates que sur la description des faits.

Entre 1988 et 1990, c'est surtout dans les régions du sud et du centre de l'Irak que la lutte s'intensifie, particulièrement dans les villes. La population compte ses victimes qui se multiplient avec les années de guerre et la situation économique qui se détériore encore. La bourgeoisie se trouve dans une situation très difficile. Elle doit contrôler des milliers de déserteurs en armes, maîtriser le manque de confiance par rapport au gouvernement, et réprimer les débordements dans l'armée.

Dans les marais, l'armée de déserteurs essaye de se structurer un peu plus, les groupes tentent de se donner plus de cohérence. Au plus les luttes se développent, au plus les besoins de centralisation font surface pour casser l'isolement.

En 1989 et 1990, l'armée lance plusieurs assauts contre le mouvement dans les marais. Le bilan des pertes est très lourd des deux côtés. L'isolement dans lequel se retrouve les prolétaires du sud réduit leur résistance face à l'Etat et crée une situation très critique. Fin 1990, le nombre de déserteurs se réduit de nouveau à quelques centaines de combattants organisés dans de petites unités mobiles, décentralisées et indépendantes. Nombreux sont ceux qui n'ont pu résister et ont rejoint l'autre côté des marais en territoires iraniens, près d'Ahwaz. Certains ont même intégré, pour survivre, les corps armés du parti Dawa islamiste. Parmi ceux-là, beaucoup de blessés et de familles.

A chaque fois que les prolétaires se soulèvent, la bourgeoisie internationale parle de mouvement chiite dans le sud et de nationalisme kurde dans le nord. Ce ne sont que mensonges et falsifications idéologiques. Les chiites eux-mêmes n'ont jamais considéré ce mouvement comme le leur. Le Parti Dawa islamiste, tout comme les autres partis d'opposition bourgeoise, critique ce mouvement. Ils traitent la masse de déserteurs des marais, de "foule de sans principe, d'anarchistes, d'athées et de saboteurs qui boivent du whisky et font l'amour dans les lieux saints"!

La description de cette résistance prolétarienne à la guerre et du refuge qu'ils trouvent dans la "région des marais", démontre l'impossibilité pour la bourgeoisie de rétablir la paix sociale intérieure permettant de poursuivre les buts de guerre de Saddam Hussein. En ce sens, l'arrêt des combats entre l'Iran et l'Irak a eu comme cause fondamentale le défaitisme des prolétaires en Irak.

### oOo

Les causes de l'occupation du Koweït se trouvent également dans l'ensemble des contradictions que nous avons décrites ci-dessus.

Avant et pendant l'occupation du Koweït, des grèves surgissent un peu partout en Irak: grèves contre l'effort de guerre, contre l'augmentation de l'austérité,...

Du mois de mai au mois de décembre 1990, durant toute cette période où les prolétaires sentent la guerre arriver, l'action directe contre l'Etat se généralise. A Arbil, Mossoul, Touzkhourmato, Tikrit, Kirkouk, Bagdad, Soulaymania, Bassora... des actions éclatent dans des secteurs les plus divers: les ouvriers municipaux, les ouvriers du carrelage, du plâtre, de la confection, des sacs plastic, des Ponts et Chaussées, du tissu, des transports, de l'électricité, du soufre, de l'énergie nucléaire,... Les luttes éclatent contre les licenciements, contre les suppressions de jours fériés, contre les jours de travail gratuits pour la patrie, contre les heures supplémentaires, contre la quantité de nourriture réduite dans les cantines, contre les réductions de salaires et l'augmentation du temps de travail, contre les retards de paiements de salaires, les recrutements forcés pour le front, le rationnement,... Les réactions des prolétaires se matérialisent par des manifestations, des grèves, des incendies d'usines, des occupa-

tions, des pillages,... Nombre de ces actions vise à établir un rapport de force pour obtenir des augmentations de salaire. Face à cette terreur ouvrière généralisée, les patrons font très souvent marche arrière.

Pour ce qui est de l'armée, des soldats sur le front et à Bagdad témoignent que dès le troisième jour du début de l'offensive terrestre, la plupart des casernes autour et dans la ville de Bagdad était pratiquement vide. Les désertions sont massives et préparées depuis de longs mois. Les soldats attendent la première occasion pour se sauver. Ils utilisent massivement de faux laisser-passer et sont aidés par des prolétaires de la ville qui leur fournissent des vêtements civils, des caches et de quoi manger. Seuls ceux qui n'ont pas de contacts ou de connaissances sur place ne peuvent pas s'enfuir, ne sachant où aller.

Sur le front, la situation est plus dramatique. Ce sont principalement d'anciens déserteurs qui sont mis en première ligne. C'est le meilleur moyen de s'en débarrasser. Ces soldats ne peuvent ni se sauver pour se constituer prisonnier chez les Alliés (le terrain qui les sépare d'eux est miné), ni faire demi-tour sous peine de se faire tirer dessus par les gardes républicains. Ainsi coincés, la quasi totalité des forces du front de sud-ouest est restée dans les tranchées, sans nourriture et sans eau,.. C'est fatigués, affamés et assoiffés que des milliers d'entre eux sont enterrés vivants par les bulldozers des Alliés. Glorieuse victoire technologique!

Sur le front sud-est, grâce à l'existence des villes proches telle que Bassora, les soldats ont plus de facilité pour quitter le front et regagner la ville. Dès la fin du mois de janvier, des centaines de soldats désertent et se réfugient dans la ville de Bassora et ses alentours. Les anciennes forces du mouvement des marais intensifient leurs actions et renforcent leurs contacts avec d'autres déserteurs et insurgés dans des villes telles que Amara, Bassora, Nassiria,...

Les débordements se généralisent dans l'ensemble du pays, plus particulièrement à Bagdad. Les quartiers de Thaoura, Kazimia, Shouela se soulèvent. Fin février et début mars, le mouvement s'étend à Bassora, Kerbala, Najaf, Nassirya, Soulaïmanya, Mosoul, Arbil, Kirkouk,... Les prolétaires attaquent les sièges du parti Baas, libèrent les prisonniers, dévalisent les bureaux gouvernementaux, attaquent les quartiers des services de sécurité, exécutent par centaines les responsables du parti Baas et les tortionnaires de la terrifiante police secrète.

Cette situation explosive amène l'Etat bourgeois mondial à organiser, par le biais de ses gouvernements, des actions de soutien aux partis d'opposition chiites, nationalistes, démocrates,...

Le parti Dawa islamiste prend des contacts directs avec les américains et les saoudiens. Les nationalistes kurdes en font autant. Chaque fraction prétend être l'instigateur et

l'avant-garde d'une partie du soulèvement. Mais aucun d'entre eux n'a l'influence qu'ils prétendent avoir.

Devant la radicalité du mouvement, tous se contredisent. D'un côté, ils affirment être l'avant-garde du mouvement et d'un autre côté, ils nient avoir un quelconque lien avec les actions perpétrées par les prolétaires; ils nient la responsabilité des actes de rébellion. Les bourgeois des autres pays se rendent vite compte que la situation est incontrôlée et commencent à prendre distance.

Les fractions chiites finissent par dénoncer le mouvement comme étant un soulèvement organisé par des anarchistes et des fauteurs de troubles. La bourgeoisie mondiale prend conscience de ce qui se passe et, au vu de l'incapacité de ses interlocuteurs à contrôler le mouvement, elle prend tout de suite les mesures qui s'imposent pour stopper le conflit dans le Golfe.

Entre une opposition amie mais faible et la fraction bourgeoise au gouvernement, ils choisissent la deuxième. Saddam Hussein a encore la force nécessaire pour s'occuper des soulèvements, étant donné que les Alliés n'ont jamais détruit les troupes de choc de l'armée irakienne contrairement à ce qu'ils ont prétendu dès les premiers jours de la guerre. Ainsi, grâce à la fin des opérations alliées, l'armée irakienne (la garde républicaine) peut enfin consacrer toutes ses forces à la lutte contre les prolétaires du sud d'abord, et du nord ensuite. Sous les yeux bienveillants des armées Alliées (5), les positions occupées par la rébellion sont reprises pas à pas. L'armée irakienne entre avec chars et blindés dans les villes et font des milliers de morts parmi les insurgés.

Une fois cette besogne accomplie, l'armée oriente ses forces vers le nord tout en s'accouplant aux fractions bourgeoises nationalistes. Les nationalistes kurdes UPK-PDKI (Union Patriotique Kurde et Parti Démocratique Kurdistan Irakien) organisent les contacts avec le gouvernement et signent un accord de cessez-le-feu sur le front nord du pays. Ils s'engagent à prendre en charge le contrôle des villes du nord (Soulaymania, Kirkouk, Arbil,...) pour rétablir la paix sociale.

## **2. Les Shoras: révolution et contre-révolution**

Nous avons vu dans nos articles précédents, les développements des insurrections de Mars et de Juillet 1991 dans le nord de l'Irak.

Nous allons maintenant revenir sur certains éléments de ces luttes surgies dans cette zone du Kurdistan irakien, et particulièrement à Soulaymania, à partir d'informations directes que nous avons reçues, et qui sont venues confirmer ce que nous en disions dans nos revues précédentes. Soulaymania semble être la ville du Kurdistan où la lutte de classe fut la plus forte et où la contradiction à l'Etat mena le prolétariat à poser la question d'une centralisation plus puissante de ces luttes. C'est ce que nous allons analyser maintenant. Mais d'abord, quelques mots sur les Shoras.

## oOo

Comme toujours, lorsque le prolétariat se met à lutter, il essaie de donner des réponses à la nécessaire centralisation de ses forces. Au travers des luttes, l'associationnisme ouvrier passe par des concrétisations plus ou moins claires, suivant les niveaux de réappropriation de l'expérience prolétarienne.

Ainsi, en Irak, ont surgit les Shoras (6). "Shora" signifie littéralement "Conseil", "Soviét". La reprise de ce drapeau fait référence à l'histoire immédiate du prolétariat dans la région. En effet, le souvenir des luttes d'Iran des années 1978, 1979 y est encore vivace: à cette époque, des centaines de Shoras furent constitués, avec les mêmes contradictions que connaît ce type de regroupement élémentaire du prolétariat quand il tente un premier pas dans la centralisation de sa lutte (comme les Soviets en Russie, en 1905, puis 1917 ou les Conseils en Allemagne en 1918). En Iran, les "Shoras" disparurent définitivement sous les coups conjugués du démocratisme qui les animait et de la répression des bourgeois islamistes.

Mais "Shora" resta associé à la violente vague de lutte qui secoua l'Iran à cette période et qui vit les prolétaires défaire une des armées les plus puissantes au monde. Dès lors, c'est tout naturellement que le prolétariat en lutte en Irak reprit cette référence classiste comme drapeau de ses associations.

Et, comme toujours, c'est dans le feu de l'action que les frontières de classe surgissent au sein même des organisations que les ouvriers se donnent. Il ne s'agit donc pas pour nous de revendiquer en soit un drapeau (les Shoras), mais bien d'essayer de comprendre où se trouve le prolétariat révolutionnaire (ses forces) et comment il répond aux besoins de sa lutte.

Les Shoras concrétisent un niveau de lutte important, relativement à la situation mondiale du prolétariat où la tendance est plus au spontanéisme qu'à la centralisation de ses forces dans des organisations communistes. Mais les Shoras furent également le lieu d'immenses niveaux de confusions et de faiblesses énormes par rapport aux besoins du mouvement. C'est ce qui amena une bonne part de ces structures à sombrer bien vite dans les bras du nationalisme kurde.

Les Shoras sont des structures surgies de la lutte et organisées sur base de quartiers, d'usines,... Ils furent également mis sur pied à l'origine, pour lutter contre le pillage opportuniste d'une clique de requins commerçants et/ou nationalistes qui détournaient systématiquement les récupérations prolétariennes en marchandage et ce, contre les besoins du mouvement. Les exemples foisonnent où des camions de l'armée, des lits d'hôpitaux ou des équipements électriques furent pris et revendus en Iran, alors que dans la bataille, les prolétaires avaient un besoin désespéré de ce type de matériaux.

Certains Shoras assumèrent également durant leur éphémère existence, la centralisation de toute une série de niveaux de résistance face à l'Etat. Ainsi, certaines de ces structures organisèrent militairement la protection des déserteurs visés par les nationalistes.

Les Shoras vécurent le temps des insurrections de Mars et Juillet 1990 et disparurent d'eux-mêmes une fois que leur relative institutionalisation alourdit les développements de la lutte. Aujourd'hui, il n'y a plus de Shoras, mais ses militants les plus combattifs se sont organisés en petits groupes pour tenter de tirer les leçons du mouvement tout en luttant contre le désarmement organisé par la bourgeoisie mondiale.

Entachés par toutes les limites actuelles du mouvement ouvrier (manque de rupture avec la démocratie, anti-substitutionnisme, ouvriérisme,...), ces Conseils subirent des influences politiques aussi diversement antagoniques que celles des nationalistes kurdes et des groupes internationalistes. On trouve ainsi des Shoras sous la direction des contre-révolutionnaires du Front Kurde et sous celle, tout aussi anti-ouvrière, du Parti "Communiste" Irakien. D'un autre côté, des organisations plus radicales exprimeront les intérêts des prolétaires, au sein de certains Shoras. Ainsi, le groupe "Perspective Communiste" (7), malgré des manques évidents de rupture avec l'idéologie maoïste, assumera néanmoins pratiquement des niveaux très importants de centralisation des luttes anti-nationalistes. De même, des groupes plus restreints tels CAG (Groupe d'Action Communiste), SWE (Passion du Travailleur Socialiste) ou encore RWU (Union Ouvrière Révolutionnaire), tenteront, avec beaucoup de limites, d'affirmer plus clairement les intérêts des prolétaires en lutte. On comprend que l'histoire des Shoras soit l'histoire des affrontements entre ces différentes tendances, et principalement entre nationalisme et internationalisme. En annexe de ce texte, des slogans des Shoras, des tracts de minorités organisées, ainsi qu'une brève critique de "Perspective Communiste" à propos des Shoras, contribuent à éclaircir les contradictions présentes dans ce type de structure.

oOo

Durant tout le mois de février 1991, alors que les bombardements de la Coalition s'intensifient, les déserteurs reviennent du sud et font circuler des informations sur les insurrections qui ont lieu à Kut, Amara, Nassiria, Samawa et Hella. A la fin de ce même mois, les prolétaires du nord apprennent que la ville de Bassora est tombée aux mains des insurgés et que des unités entières de l'armée se sont ralliées au mouvement avec armes et tanks. Certains quartiers de Bagdad, tel que celui de Al-Thawra, se soulèvent. Face à ces informations, les chefs de clan (8) appellent au calme en arguant que toute action insurrectionnelle implique la venue de la Garde républicaine, et que l'on court ainsi au massacre.

Le 5 mars 1991, juste avant le soulèvement de la ville, des chefs de clan se réunissent avec des représentants du parti Baas. Ces derniers donneront carte blanche aux leaders des clans pour réprimer toute personne impliquée dans un soulèvement.

Mais rien n'empêchera le déferlement de prolétaires armés dans la plupart des quartiers de Soulaymania. En sept heures, la ville est prise et les Shoras poussent comme des champignons.

Ce même jour, c'est au tour de Ranya dans le nord de se soulever, puis le lendemain, la ville de Chwar Korna se joint au mouvement.

A Soulaymania, du 7 au 20 mars, vont s'exprimer différents moments de lutte où dans chaque action, nous pouvons voir les expressions des forces et faiblesses du prolétariat. Une des grosses difficultés à laquelle vont s'affronter les prolétaires sera de donner une réponse homogène face aux tentatives des nationalistes kurdes de phagocytter leurs actions.

Des flottements ont lieu à différents moments, notamment lorsque, le 7 mars, des partisans des Shoras font 600 prisonniers de la police secrète et que se pose la question de quoi en faire. Certains vont consulter des chefs de l'Union Patriotique Kurde dans les montagnes. Le chef militaire de l'UPK (Noshirwan) prône de ne pas les tuer parce "qu'ils peuvent être utilisés plus tard". D'autres membres des Shoras veulent, quant à eux, les traîner dans les rues pour rappeler à tous, quel genre de torture ils sont capables d'infliger aux prolétaires. L'épisode se conclut par la liquidation pure et simple des 600 flics, et non 2.000, comme il l'a été mentionné par erreur dans une des revues précédentes. Des prolétaires en colère vont ainsi refuser de blanchir les atrocités commises par ces tortionnaires dans la réponse "commerciale" des leaders de l'UPK.

L'ambivalence de certains Shoras apparaît ici dans le fait qu'ils veulent que l'UPK dirige cette question. Pourquoi demander aux pires ennemis du mouvement de prendre la direction des opérations? Ce type de situation se reproduira souvent, laissant de fait une place aux nationalistes dans le mouvement.

D'autres exemples de confusions surgissent. Des minorités communistes s'organisent depuis des mois pour prendre la ville avec une stratégie déterminée, des buts précis: prendre les casernes, les locaux de la police secrète,... Des ouvriers "bien intentionnés" vont spontanément faire courir le bruit que le quartier général de police est occupé par les nationalistes. Ces ouvriers croient qu'en propageant un faux bruit, ils vont pousser les prolétaires à sortir dans la rue. Les nationalistes ne se gêneront évidemment pas pour utiliser à leur propre compte cette fausse rumeur et tenter de se réapproprier une image de combativité face aux flics.

Tout au long des luttes de mars 1991, les nationalistes arrivent manifestement à imposer d'une manière ou d'une autre leur présence au sein du mouvement, au sein de certains Shoras également. Ils réussiront avec plus ou moins de succès à casser ainsi des actions prolétariennes.

Le 7 mars toujours, 30.000 prolétaires (certains armés, d'autres non) répondent à l'appel d'un Shora et se rendent dans son quartier général à l'école Awat. Des mots d'ordre sortent de cette assemblée: "La conscience de classe est l'arme de la liberté!"; "Ici, ce sont nos quartiers généraux, une base pour les conseils ouvriers!"; "Faites des Shoras votre base pour la lutte à long terme!"; "Faites vos propres conseils, apportez ici les marchandises et la nourriture pillés, nous les distribuerons!"; "Exploités, révolutionnaires, le succès de la révolution nous a coûté notre sang! Continuons! Ne le gaspillons pas!".

Durant toute cette journée, se créent jusqu'à 56 Shoras rien que pour la seule ville de Soulaymania, à Arbil 42 Shoras prennent le contrôle de la ville en 3 heures.

A Soulaymania, pendant la confusion de la prise de la ville, les nationalistes débarquent et en profitent pour prendre ce que les prolétaires ont négligé, c'est-à-dire les véhicules et propriétés gouvernementales,... et les banques. Les prolétaires laissent ainsi aux nationalistes la possibilité d'augmenter le rapport de force en leur faveur. En négligeant de s'occuper de la question de l'argent, les prolétaires se coupent de la possibilité d'avoir les moyens de renforcer leurs luttes à plus long terme (achats de médicaments, nourritures, armes, faux papiers...).

A Soulaymania toujours, les Shoras des éboueurs, des usines de ciment, de vêtements, de cigarettes, de sucre, sont en contacts étroits avec le Shora de "Perspective Communiste" (CPS), qui tente de donner une direction purement prolétarienne et donc anti-nationaliste aux Shoras. Toutes ces structures se réunissent pour discuter comment les prolétaires doivent prendre les usines et les protéger contre les destructions pour les utiliser ensuite pour la lutte, comment lutter contre les patrons et employés baassistes,...

Des tentatives d'unification de l'action ont lieu entre Soulaymania et Arbil. Le 12 mars, dans un meeting organisé à Arbil, le Shora Awat propose l'organisation d'un comité central des Shoras. La concrétisation de cette proposition va pousser chaque Shora à déterminer plus clairement ses positions. Trois positions s'opposent : l

es membres du comité central doivent être politiquement pour la classe ouvrière.

les Shoras représentent le peuple, le comité central doit être représentatif de celui-ci, il ne doit donc pas seulement être composé de militants communistes.

les membres du comité central doivent être élu démocratiquement et toute personne qui est opposée au régime Baas peut voter.

Le 16 mars, lors de la commémoration du massacre de Hallabja, se retrouvent des Shoras de toutes sortes (ceux du Front Kurde, ceux des partis religieux, du Parti "Communiste" Irakien, ainsi que les Shoras de petites organisations révolutionnaires). Dans cette manifestation regroupant 10.000 personnes, CPS prend la parole à propos des luttes de classe en Turquie, au Brésil,... Les orateurs expliquent en quoi le prolétariat et le communisme sont opposés au mouvement nationaliste, en quoi le conflit au Kurdistan est le même que partout et qu'il oppose la bourgeoisie, quelque soit sa nationalité, au prolétariat mondial.

Dénoncé par toutes les fractions bourgeoises présentes, CPS, le Shora de "Perspective Communiste", affirme avec force l'importance de la lutte contre le nationalisme. C'est à partir de ce moment que le Front Kurde réalise que les positions de CPS sont de plus en plus reprises auprès des prolétaires.

Le 17 mars, le Front Kurde entame une campagne radio pour dénigrer systématiquement le Shora de "Perspective Communiste". Ils font courir le bruit que ses membres sont des ex-baassistes, des hooligans, des pilleurs, et qu'ils sont opposés à l'Islam. Ils préparent ainsi, en continuité avec la pratique bourgeoise historique d'isolement de l'avant-garde, la future répression des militants communistes.

C'est à ce moment aussi que le Front Kurde annonce l'établissement d'une "force de paix kurde" et redouble d'efforts à tous niveaux pour organiser des élections et le rétablissement de la paix sociale.

Le 18 mars, les Shoras opposés aux négociations avec le Front Kurde organisent une manifestation pour dénoncer sa politique réactionnaire. Les manifestants insistent sur leur opposition à la nation kurde.

Ce même jour, Kirkouk s'insurge. Plusieurs Shoras, dont CPS, décident d'aller soutenir le soulèvement.

Le 20 mars, Kirkouk tombe aux mains des insurgés et 6 Shoras sont constitués.

Les nationalistes tentent de reprendre la situation en main et organisent un rassemblement à Soulaymania, avec la participation de Talabani. Mais il n'y a que les convaincus du nationalisme qui s'y rendent.

Les nationalistes se rendent alors compte du développement de plus en plus évident de la force des organisations telles CPS, que cela soit à Soulaymania ou dans d'autres villes.

Le Front Kurde va dès lors organiser une campagne de terreur, en prétendant que l'armée de Saddam, accompagnée d'unités armées des Moudjahidines du Peuple (9), sont à Chamchamal (pas très loin de Soulaymania) et qu'ils vont les massacrer aux armes chimiques, au napalm,... Pour parachever le travail, Talabani fait prévenir toutes les familles des nationalistes pour qu'ils quittent la ville le plus vite possible. Cet appel fait l'office de thermomètre pour les prolétaires, qui savent que si ces familles quittent la ville, cela signifie que ça va vraiment chauffer! (10)

Cette campagne de terreur, ajoutée à la famine et à l'insécurité généralisée, jouera le rôle de milliers de bombes contre le mouvement. Le jour même, certains Shoras organisent des manifestations pour tenter d'empêcher la débandade, en criant dans leurs hauts-parleurs: "Nous voulons rester et nous battre! Ceux qui s'en vont sont des lâches et les fossoyeurs de cette ville".

70% de la population quittent néanmoins la ville. Le lendemain, 5.000 soldats et 60 tanks débarquent. Il semble qu'il n'y ait pas eu beaucoup d'exécutions à Soulaymania. Ce ne fut pas le cas à Kirkouk et Chamchamal, où les nationalistes en ont profité pour se venger sur tout le monde.

La suite est connue puisque c'est à ce moment que les médias mirent tout leur poids pour relayer les images de ces milliers de prolétaires fuyant vers les montagnes. En profitant de la terreur qu'inspirent les troupes de Saddam, les nationalistes réussirent ainsi habilement à transformer le mouvement de lutte en un spectacle horrible, relayé par toutes les télévisions du monde, et au prix duquel ils allaient bientôt obtenir l'autorisation de la bourgeoisie internationale de gérer la paix sociale au Kurdistan. A un moment où s'affirme de plus en plus ouvertement la nécessité de lutte contre les nationalistes, les troupes de Saddam arrivent à point nommé pour permettre aux nationalistes de se redonner le visage de la pseudo-opposition à cette société.

### **3. Campagnes humanitaires et électorales contre le prolétariat**

Le retrait massif des prolétaires dans les montagnes du Kurdistan a constitué une défaite importante pour le mouvement révolutionnaire dans le nord du pays. Mais rien n'est encore réglé. Le problème central de la bourgeoisie reste comme toujours, la question du désarmement des insurgés.

Avec l'aide des organisations humanitaires, les nationalistes tentent d'assumer cette tâche. Mais ils savent qu'il s'agit d'une question très délicate et dangereuse pour leur existence. Déjà dénoncés par de nombreux prolétaires, ils risquent d'être complètement décrédibilisés s'ils assument cette tâche trop ouvertement.

De plus, en Iran, la situation sociale est explosive (11). Les conditions de vie misérables ont poussé les prolétaires d'Iran, habitant le long de la frontière, à développer la solidarité avec les déserteurs irakiens. Les campagnes de l'Etat iranien (contre le "grand

satan") n'ont que peu d'effet dans la région. La solidarité et la fraternité entre réfugiés et insurgés sur la longue frontière commune qui sépare les deux pays, se met en place. Dans certains endroits, des actions s'organisent: participation à des opérations communes avec des groupes d'insurgés irakiens, aide matérielle, soins médicaux... Le gouvernement iranien, conscient de cette réalité et des dimensions que prennent ces mouvements, va alors essayer, assez subtilement, d'encadrer les volontés de solidarité spontanées dans une campagne très large d'aide au "pauvre peuple irakien", de façon à détourner et enterrer ce qu'il sait être dangereux pour lui.

D'autres bourgeois de par le monde, vont organiser des actions humanitaires dans le même but contre-révolutionnaire: parachever le travail entamé par les fractions bourgeoises présentes sur place (Alliés, Saddam, nationalistes, chiites...). Toutes ces campagnes cyniques recouvrent le même but: désarmer les prolétaires pour les pacifier, isoler et réprimer l'avant-garde, écraser ensuite définitivement toute velléité de lutte.

Les camps organisés par l'ONU ont leur propre rôle à jouer. Les prolétaires, dans leur exode forcé, sont désarmés non seulement militairement mais aussi psychologiquement. Dépossédés de leur lutte, ils ne sont plus maître de rien. La bourgeoisie les tient à sa merci et en est consciente: le prix de la nourriture, des abris, des médicaments,... c'est leurs armes!

Réduits à l'état de mendiants, les prolétaires, s'arrachant les sacs de farines que les bourgeois satisfaits ont la bonté de leur envoyer du monde entier (12), sont condamnés à crever comme des mouches dans ces camps de la mort. Les distributions de nourriture sont organisées par les nationalistes kurdes sous les bons auspices des bourgeois "Onusiens". Seuls en bénéficient les membres du Front Kurde et ceux qui déposent les armes.

Ici, nous voulons explicitement dénoncer le cynisme de la bourgeoisie internationale qui tente de nous apitoyer sur le sort des kurdes, pour ensuite se présenter comme le sauveur d'humanité, à travers l'organisation internationale d'opérations humanitaires. Sur base de multiples exemples de camarades présents récemment dans la région, nous pouvons ici mettre violemment en lumière le travail complémentaire des envoyés humanitaires de l'ONU et des agents nationalistes du front Kurde, dans la reprise de contrôle du prolétariat.

Les entrepôts regorgent de nourriture, mais le front Kurde refuse de les distribuer, en accord avec les consignes de l'ONU. En effet l'ONU a pour objectif énoncé dans son programme humanitaire local, la réduction de la population armée à 80.000 hommes, c'est-à-dire à 20.000 policiers et à 60.000 soldats du Front Kurde. Cette campagne de désarmement est en fait la raison principale pour laquelle l'ONU refuse de distribuer les vivres. De fait, les prolétaires affamés vendent tout ce qu'ils ont et donc essentiellement leurs armes, pour nourrir leur famille.

Outre cette politique générale, les organisations membres du Front kurde se partagent le racket effectué plus ou moins ouvertement sur les vivres et le matériel qui arrive. Un nombre impressionnant d'anecdotes circule à propos de la découverte de multiples caches dans lesquelles des prolétaires ont trouvé, par hasard, des sacs de riz, des machines à écrire, du matériel électrique,... planqués là, pour être ensuite revendus en Iran et en Turquie.

Les nationalistes du Front Kurde se partagent l'argent des usines, des moyens de transport, des marchandises de toutes sortes, du matériel électrique et électronique qu'ils ont récupéré à leur propre compte et qu'ils vendent à l'étranger. Ils n'hésitent pas, par contre, à dénoncer les prolétaires en lutte. Des services de sécurité et de police, des douanes ont été instaurés pour réprimer les petits vols commis par les prolétaires affamés.

Une installation entière de câbles électriques placée par une organisation dite non-gouvernementale, pour la redistribution d'électricité dans un quartier détruit de Soulaymania, fut ainsi récemment entièrement démontée et revendue en Iran par des gens liés à l'UPK.

L'ONU, quant à elle, distribue dans ses propres camps des conserves alimentaires périmées depuis 1987. A Nzara, plusieurs enfants sont morts pour avoir mangé ces conserves.

Telle est la réalité des aides humanitaires dans les camps de l'ONU.

De même, parmi les réfugiés kurdes d'Europe, différentes initiatives ont été prises et de multiples projets de "bienfaisances" démocratiques ou sociaux "pour améliorer les conditions de vie des malheureuses populations kurdes ou irakiennes" ont été élaborés.

Ces nouveaux "amis du peuple" ou soi-disant "comités de soutien aux Shoras" et "au soulèvement du peuple kurde irakien", prétendent n'être membre d'aucun des partis bourgeois en place. Au contraire, pour eux, le problème, c'est qu'il y a trop de partis, trop de contradictions, trop de groupes.

Ces comités de soutien, soi-disant indépendants, dénoncent les éléments les plus décidés du mouvement comme irresponsables, organisateurs du chaos et du désordre qui règne dans les villes et dans les régions "libérées".

oOo

Une autre façon de pacifier l'explosion sociale en Irak consiste à tendre la carotte des élections. En ce sens et pour combler la décrédibilisation dont il souffre, le Front Kurde a ouvert ses portes à tous ceux qui portent "une volonté constructive". Le Front Kurde n'est qu'un Parlement de plus qui regroupe les partis et groupes d'opposition, pour

amener les prolétaires à les soutenir dans leur oeuvre destructrice des forces prolétariennes en Irak. Il représente entre 50 et 70 petites organisations différentes qui tentent de rétablir l'ordre social par une participation volontaire des prolétaires au cirque électoral.

C'est ainsi que le Front Kurde s'est battu pour organiser des élections libres, au terme desquelles seraient nommés des "délégués du peuple", des nouveaux ministres donc. Ces élections devaient avoir lieu le 28/04/92, mais elles ont dû être reportées deux fois parce que "les garanties de leur bon déroulement n'était pas assuré". Des attentats contre des sièges du FK se sont régulièrement déroulés durant le mois d'avril 92. Finalement, ces élections ont eu lieu en mai.

Ces élections ont bien sûr la bénédiction de toutes les fractions bourgeoises du monde par la supervision du très fameux ONU, mais aussi de Saddam qui s'est mis d'accord avec le FK. Pendant que ce dernier organise les élections, les armées de Saddam qui ceignent le Kurdistan garantissent de ne pas intervenir, garantissent le blocus de la région, empêchant les prolétaires du sud et du nord de se contacter... et ce, tant que l'ordre ne sera pas rétabli.

Pourtant, malgré une campagne électorale fanfaronnante, la participation des prolétaires au cirque électoral a été très faible. A Hallabja, où la population votante avoisine 28.000 personnes, un référendum pré-électoral a rassemblé en tout et pour tout 253 voix! Les résultats électoraux claironnés sur les ondes du monde entier sont tronqués: on nous annonce 48% en faveur de l'UPK et 52% pour le PDKI. Les 4% annoncés comme différence entre les deux organisations-phares du nationalisme ne font rien d'autre que révéler, derrière la magouille des chiffres, le danger pour chacune des organisations de se retrouver seule à la tête d'un gouvernement kurde.

Le Front Kurde essaie à tout prix de concentrer et d'orienter les préoccupations générales vers la question de l'autonomie du Kurdistan. Pour cela, il se sert le plus possible des horreurs commises par les baassistes, décrivant dans tous ces détails la répression et actes brutaux qu'ils ont commis. Ils espèrent ainsi faire oublier leur propre rôle dans l'étouffement de l'insurrection.

Le blocus du Kurdistan par l'armée irakienne a renforcé de plus en plus l'isolement des luttes des prolétaires au Kurdistan d'avec celles du reste du pays, de façon à ce que tout contact soit désormais impossible avec ceux du sud. Dans ces conditions, la tentative de centralisation et de globalisation des luttes est quasiment paralysée. La famine et les maladies participent largement à cette désorganisation.

Mais nous voudrions pourtant insister, en conclusion de ce texte, sur le fait qu'en ce moment même, le prolétariat est loin d'être défait en Irak. Au contraire, sa combativité impose aujourd'hui encore, un rapport de force tel que les tracts, les affiches, les jour-

naux, les revues,... d'organisations révolutionnaires anti-baassistes et anti-nationalistes circulent publiquement, du moins dans le nord. Le tract que nos camarades ont diffusé récemment dans la région en est un témoignage, à côté du foisonnement d'affiches, de graffitis, de textes,... qui sont visibles un peu partout.

Les nationalistes sont encore aujourd'hui incapables d'assumer la répression ouverte des militants communistes. Ils doivent se contenter pour l'instant de les dénigrer, de les dénoncer. Et lorsqu'il survient que des nationalistes arrachent des affiches ou insultent des militants, la réaction ne se fait pas attendre: les prolétaires revendiquent leur lutte contre la répression de l'Etat et affirment bien haut ne pas être prêts à se laisser museler. Par de telles attitudes, le PDKI et l'UPK sont assimilés au parti Baassiste, dont ils prétendent être les ennemis. Ils évitent donc, dans la mesure du possible, d'être confrontés à ce type de situation alors que le rapport de force ne leur permet pas encore le plein exercice de la coercition propre à tout état.

oOo

Soutenir la lutte prolétarienne qui se déroule en Irak, c'est faire connaître celle-ci et dénoncer le partage de l'écrasement opéré entre les différentes fractions bourgeoises présentes: armées Baassistes et nationalistes, Front Kurde, hérauts humanitaires de l'ONU, etc.

Soutenir la lutte du prolétariat en Irak, c'est briser le mur du silence imposé par les médias internationaux et révéler la force des ruptures opérées par le prolétariat dans cette région.

Soutenir nos frères de classe en Irak, c'est lutter ici-même contre la guerre à laquelle "nos" bourgeois nous contraignent.

A tous les internationalistes, à tous les militants révolutionnaires, nous proposons de reproduire ces informations, de les diffuser, d'en discuter, bref de contribuer le plus largement possible à faire connaître ces luttes.

### **Notes :**

1. Les armées de la Coalition sont aussi appelées "armées Alliées" par les médias, ces serviles marchands de l'information militaire, comme pour souligner la pseudo-similarité entre la "Guerre du Golfe" et la "Deuxième" guerre mondiale, au cours de laquelle, les "Alliés" se donnèrent l'image d'une Coalition de défenseurs de la justice et de la démocratie (on les leur laisse!) face à un tyran fourbe et cruel mettant en danger la "paix du monde". C'est cette même image qu'utilisera la Coalition pour justifier cette guerre et préparer l'explication de la prochaine.

2. Pour plus de précisions concernant le bilan cette réunion de Berne, nous renvoyons nos lecteurs au No.29 de notre revue centrale en français (octobre 1989): Annexe "A

propos d'une réunion internationale de travail".

3. Cf. notre "Perle de la Bourgeoisie", publiée dans *Communisme* No.33, pour la citation entière de ces drôles d'internationalistes.

4. "Dawa islamiste" signifie "Appel islamiste".

5. L'armée de la Coalition va activement participer aux massacres en renvoyant systématiquement les fuyards sur les territoires irakiens, après les avoir désarmés.

6. "Shora" est également le nom qu'a pris une organisation dans le cours de l'insurrection, et dont nous avons parlé dans une revue précédente.

7. "Perspective Communiste" est une organisation créée en 1983. Ses militants sont présents un peu partout en Irak, principalement au Kurdistan, mais également dans le sud. Ils disposaient, le temps de l'existence des Shoras, de leur propre Shora (CPS - Shora de Perspective Communiste).

8. Les clans, ou Jash, correspondent à un type de structure ayant le cul entre deux chaises. Ils sont à la fois chargés de faire régner la paix sociale au niveau local et sont subsidiés en ce sens par le gouvernement, à qui ils doivent donc rendre des comptes. Mais d'un autre côté, ils ont des intérêts particuliers qui peuvent rentrer en contradiction avec le gouvernement. Les Jash constituent en effet, des rassemblements de personnes ayant des liens ancestraux de familles, de religions, de cultures,... C'est une espèce de mafia qui doit répondre à ses propres obligations. Ainsi, notamment pendant la guerre Iran/Irak, certains clans étaient obligés de protéger des déserteurs en leurs donnant des papiers, de l'argent, des laissez-passer et même des armes.

Ils y étaient contraints pour plusieurs raisons. Premièrement parce que plus ils pouvaient prouver d'adhérents à leur clan, plus ils recevaient de subsides. Et deuxièmement parce que le déserteur, comme membre de telle ou telle famille, était dans l'obligation "clanesque" d'être protégé.

Certains clans se sont toujours clairement rangés du côté de la bourgeoisie, mais d'autres, parce qu'ils étaient remplis de prolétaires menacés par l'Etat, ont soutenu les luttes.

9. Les Moudjahidines du Peuple ("Moudjahidin-e Khalq", littéralement "Organisation des combattants de la liberté du peuple iranien") se sont réfugiés en Irak dans les années 80. Ils sont protégés par le gouvernement et servent de troupes de choc lors des luttes de classe. Ce n'est pas pour rien que les prolétaires sont terrorisés rien qu'à l'idée de les voir débarquer.

10. La vieille des bombardements chimiques de Hallabja, les nationalistes avaient fait fuir leurs familles.

11. Au moment d'écrire ces lignes (30 mai 1992) des émeutes viennent encore d'avoir lieu dans une des grosses villes de l'est d'Iran, à Meched, entraînant 300 arrestations. Des prolétaires en colère ont mis à sac la mairie et la direction provinciale du ministère de l'Economie. Cette information confirme celles dont nous disposons et qui font part de la généralisation progressive de ce type d'affrontement un peu partout dans le pays.

12. Tout au long des luttes en Irak, les journalistes n'ont pas montré une seule image de la lutte de classe. Mais dès qu'il s'est agi de décrire la mort de ces luttes, ils se sont précipités comme des hyènes, repassant à plaisir ces misérables images d'affamés s'entre-tuant pour un quignon de pain. Aux images d'hommes vivants qui se battaient ensemble pour un même projet, ils ont évidemment préférés ces morts-vivants, s'étripant les uns les autres pour survivre. Et pour cause! Ces images étaient destinées aux prolétaires d'Europe, des Amériques, d'Afrique,... pour nous prouver que malgré tout "dans 'nos' régions, c'est vachement mieux"!

-----\* \* \*-----

### **Annexe 1: Traduction de tracts distribués en Irak - Juillet 1991**

Pour commencer voici simplement quelques uns des slogans utilisés par les Shoras. Ces slogans sont l'expression même des contradictions du mouvement. On verra bien sûr, la façon dont ces structures furent animées par toutes une série de demandes démocratiques ou nationalistes et ouvertement réactionnaires, mais la combativité contenue dans certains de ces mots d'ordre révèle néanmoins, dans les perspectives que le mouvement a tenté de se donner, la force et la détermination des ouvriers en lutte.

**"Pain, travail, liberté; gouvernement des Shoras!"**

**"Vive le pouvoir des Shoras!"**

**"Tout le pouvoir aux Shoras!"**

**"La seule alternative au régime Baassiste, c'est les Shoras!"**

**"Liberté de parole, d'opinion et d'organisation!"**

**"Liberté politique inconditionnelle!"**

**"Nous devons être armés pour défendre le règne des Shoras!"**

**"Droits égaux pour les hommes et les femmes!"**

**"Nous demandons les conseils ouvriers, pas la démocratie parlementaire!"**

**"Hallabja, Budenan sont les Hiroshimas du Kurdistan!"**

**"Pour la semaine de 35 heures!"**

**"Peuple révolutionnaire lève-toi et rejoins les Shoras!"**

**"Pour le droit aux villageois dépossédés de rentrer chez eux!"**

**"Lève-toi et combat! Brise l'institution de la peur!"**

**"Les forces d'occupation doivent quitter le Kurdistan!"**

**"Vive l'auto-détermination de la nation Kurde!"**

**"Vive la solidarité avec tous les Shoras ouvriers!"**

**"Non à la reconstruction des bâtiments de la police des Jash et des milices publiques!"**

**"Les Shoras guériront les blessures du Kurdistan exploité!"**

**"Tous les organes administratifs doivent être élus démocratiquement!"**

oOo

Voici donc maintenant la traduction de quelques tracts diffusés en juillet 1991, dans la région de Soulaymania, avant que les nationalistes et les Baassistes ne parviennent à faire fuir les prolétaires dans les montagnes. Ils témoignent de la force des discussions et des questions que se posent les prolétaires. Aujourd'hui encore, en mai 1992, cette discussion a lieu au sein des avant-gardes.

D'innombrables petits groupes de prolétaires se sont créés et tentent de se centraliser par la discussion politique et la coordination de l'action. Malgré les manoeuvres conjuguées des nationalistes et des autres forces de la réaction internationale, le prolétariat continue à démontrer sa vie, par la richesse et la qualité des débats en cours. Les dénonciations anti-nationalistes sont particulièrement importantes pour le devenir du mouvement.

-----

"Le Front Kurde et les nationalistes n'auraient-ils pas des intérêts communs avec le parti Baassiste? Si non, comment expliquer que, quand nous attaquons le quartier général de la police, le Front Kurde semble partager leurs douleurs et nous appelle: "calmez-vous,... de toute façon, vous les avez encerclés". Comment expliquer que le Front Kurde tue des soldats, mais épargne la vie des membres de la police secrète? Et comment expliquer que le jour suivant l'attaque du Quartier Général, des policiers étaient postés sur le toit de l'immeuble, entièrement armés?"

Nous avons tous vu comment les peshmergas ont rendu les tanks et l'artillerie aux forces gouvernementales.

Est-ce que tout cela ne signifie-t-il pas que le Front Kurde protège l'Etat et le régime Baassiste?

La réponse est oui et nous devons reconnaître qu'ils sont des ennemis du peuple."

**Extrait du journal "New Life", organe du SSFA (Action Socialiste Solidaire)**

-----

"Le prolétariat doit se distinguer du nationalisme et des partis de Dieu. Le socialisme prolétarien ne peut survivre s'il ne réalise pas cette séparation. Il ne peut subsister sans une puissante organisation autonome qui puisse effectivement prendre en charge les tâches du prolétariat et des masses exploitées en général. Dans leurs luttes quotidiennes, les prolétaires et les masses exploitées doivent exprimer leur autonomie; ils doivent montrer à tout le monde qu'ils ont leur propre mouvement social, une perspective sociale différente et qu'ils ne sont pas les suiveurs du capital et de son marché libre. Ils ne sont liés à aucune stratégie américaine (le "Nouvel Ordre Mondial"), à aucun nationalisme arabe ou Kurde, à aucun autre parti de Dieu.

Au contraire, ils doivent montrer qu'ils sont opposés à tout cela et qu'ils ont un but complètement différent: la dictature du prolétariat et la libération universelle.

C'est pourquoi, il est essentiel que les prolétaires dans leurs activités quotidiennes, dans les assemblées, les grèves, dans leurs revendications et leurs mots d'ordre, mettent en avant leurs intérêts politiques. Dans ce processus, les prolétaires socialistes, les fractions radicales et les avant-gardes du mouvement ont la tâche pratique d'assurer la formation, la propagande et l'organisation des prolétaires au sein d'un cadre différent. Nous devons faire face aux conditions de vie misérables, au blocus économique,... Si l'on nous dit que notre unité et nos intérêts sont inappropriés et servent les intérêts du pouvoir baassiste, alors la réponse du prolétariat socialiste sera claire: nous ne voulons pas nous sacrifier pour les antagonismes interbourgeois et, tout en étant contre le blocus économique, les prolétaires exigent des augmentations de salaire pour ceux qui contribuent à la production. Les prolétaires doivent se battre contre la pression des forces de police impérialiste des Nations-Unies au Kurdistan et dans le Sud, parce que ces forces, non seulement, n'aident pas le peuple, mais au contraire, mettent en pratique les politiques capitalistes de destruction des forces révolutionnaires. Il n'y a pas de doute sur le fait que les luttes ouvrières actuelles au travers du monde et particulièrement en Irak, ont montré que le prolétariat ne peut rien obtenir tant qu'il est divisé? C'est la raison pour laquelle, nous devons nous serrer les coudes, faire preuve de solidarité et nous battre pour mettre en place des assemblées générales, pour organiser un mouvement centralisé qui puisse donner la force aux prolétaires de

"monter sur la scène mondiale" et de devenir vraiment actif, représentant les besoins de leurs lutte (...) Le prolétariat ne sera capable d'affronter la bourgeoisie et de diffuser son message au prolétariat du reste du monde que comme un mouvement centralisé et uni. C'est seulement de cette façon, que face aux autres tendances qui existent dans le mouvement, les prolétaires et les groupes socialistes seront capables de développer et réaliser le contenu communiste de la lutte prolétarienne..."

**Extrait du journal "Vues ouvrières" No.2, organe du CAG (Groupe d'Action Communiste)**

-----

"Les contradictions entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, le développement des perspectives prolétariennes et du changement social, étaient au coeur des soulèvements de Mars. Depuis lors, la lutte des exploités en Irak contre le mode de vie capitaliste, est apparue dans une activité agitative répétée contre l'Etat. Le renforcement toujours plus étendu de l'auto-organisation et la création des Shoras ouvriers signifie un important pas qualitatif dans le développement révolutionnaire de l'activité politique prolétarienne. Les ouvriers s'impliquèrent à fond dans la mise sur pied de Shoras dans les villes libérées. A Arbil, les ouvriers de l'usine de cigarettes, les tisserands et les éleveurs de poulets ont créé des Shoras et, conséquemment, un centre pour les Shoras ouvriers était établi. Le but était d'avoir un quartier général par l'intermédiaire duquel l'activité de différents Shoras pouvait être coordonnée. De la même façon, dans l'usine de cigarettes de Soulaymania, dans celle d'électricité, de vêtement, de travailleurs communaux, incluant les usines de "Tahrir" et "Hamuraby", les ouvriers ont formés des Shoras dans le camp "Nassir". Les éleveurs de poulets et les chômeurs de Soulaymania ont créé un Shora commun avec les ouvriers du pétrole de Kirkouk. Le point principal de discussion pendant la première assemblée ouvrière était le besoin d'organisation et son importance dans la lutte de classe. Des discours ont été fait au sujet des Shoras et de leur formation. Dans les meetings ultérieurs, les ouvriers ont élu des représentants au vote direct et libre. Des suggestions économiques et politiques furent faites, et on se mit d'accord sur les principes et les buts de base. Les travailleurs municipaux venant de Soulaymania ont lu un rapport, qui fut publié plus tard, à propos des liens entre les travailleurs et les partis politiques.

Ce meeting montrait aux ouvriers la force qu'ils peuvent trouver dans l'unité et ils commencèrent à sentir que Big Brother Saddam n'était pas capable de les surveiller. Par moment, aux différents coins de la salle, des ouvriers prenaient la parole et décrivaient la pauvreté et la misère de la vie imposée par le capitalisme, la répression et l'intimidation dont les faisaient souffrir les patrons et les capitalistes. Ils donnèrent des exemples de comportements barbares et inhumains ainsi que de l'insoutenable vie des ouvriers. Succédant aux précédentes expériences historiques mondiales, la cloche de la liberté, de l'égalité et du gouvernement ouvrier sonna dans tout l'Irak

(...). La création des Shoras n'est pas seulement l'expression du pouvoir ouvrier contre la bourgeoisie par l'auto-détermination résolue; les Shoras donnent l'instrument utile et nécessaire au prolétariat avec lequel réclamer l'unité des revendications politiques et sociales et grâce auquel établir une organisation politique très étendue.

La vue d'une ville libérée donne une idée de l'ampleur des batailles menées par les ouvriers pour la liberté et une réelle égalité. Comme une force socio-politique, les ouvriers émergent des profondeurs de la société vers un rôle social et politique sérieux. En tant qu'organisations militantes larges et base du pouvoir ouvrier, les Shoras sont devenus une réalité, créant un précédent dans l'histoire de la classe ouvrière d'Irak. Néanmoins, ils sont le résultat des expériences de plus de dix ans de changement social en Irak, ainsi que de l'histoire des Shoras ouvriers à travers le monde.

A mesure que le régime Baassiste despotique faiblissait, les ouvriers purent respirer plus facilement et commencer à mener des activités de classe sur une plus grande échelle.

Le mouvement des Shoras s'est répandu comme l'évangile parmi les ouvriers... Le mouvement s'est développé en dépit de faiblesses de notre organisation. Néanmoins, le manque d'organisation, l'isolement et la séparation des militants socialistes radicaux d'avant-garde, et un manque de la vision communiste et de la perspective socialiste, ont permis aux réformistes de prendre le dessus. Avec comme résultat, la brutalité de la contre offensive étatique, la ré-invasion des villes et la courte durée du soulèvement. Les ouvriers n'ont pas eu assez de temps pour dépasser leurs faiblesses à l'égard des Shoras.

Les "exploités" se sont organisés eux-mêmes dans les Shoras, dans la plupart des camps de villages et des villes, dans les zones libérées du Kurdistan, mais les faiblesses des Shoras ouvriers ont eu une mauvaise influence sur la création et le fonctionnement de tels Shoras de "pauvres gens".

L'opposition bourgeoise a essayé désespérément de mettre sa politique en pratique, par peur des revendications économiques et sociales de la classe et du programme politique des Shoras, qui donnaient aux ouvriers la capacité de prendre le pouvoir. Les partis d'opposition ont utilisé les institutions et les organes de répression du régime précédent.

Dans le Sud de l'Irak, le mouvement réactionnaire chiite a mis sur pied son propre "Shora Islamique", dans le but de discréditer et de manipuler les seuls Shoras ouvriers radicaux. Dans le Kurdistan, les nationalistes n'ont pas hésité à utiliser toute la force nécessaire pour contrer les associations ouvrières. Ils ont tiré sur des ouvriers en grève, menacé leurs leaders, protégé et armé les patrons et diffusé par les médias des informations comme quoi les revendications ouvrières étaient le fait d'anarchistes et

de faiseurs de troubles. Cet antagonisme entre les forces nationalistes et les Shoras ouvriers a déterminé le climat politique au Kurdistan.

Maintenant, après la ré-invasion des villes par le régime Baassiste barbare, les perspectives sociales et politiques sont comme auparavant famine, misère, pauvreté, chômage qui, plus que jamais, menacent les ouvriers. Néanmoins, l'insatisfaction qui éclata bien avant le soulèvement, continuera d'encourager la bataille contre ce monde en portant la mémoire du soulèvement.

La contre-offensive militaire du régime, l'alliance entre les nationalistes Kurdes et le gouvernement central ne pourront s'effacer de la mémoire et de l'activité des ouvriers".

### **Extrait de "Prolétariat" No.6, organe de "Perspective Communiste"**

-----

oOo

Nous publions maintenant un autre extrait de texte de "**Perspective Communiste**", provenant de la même revue "**Prolétariat**", dont le **No.7** de septembre 1991 proposait un rapport essayant de tirer un **bilan de leurs actions dans les luttes de mars 1991**.

Le premier point de ce rapport traite "du manque de critique internationaliste et communiste face à l'attaque de la bourgeoisie mondiale pour imposer sa politique contre-révolutionnaire à l'ensemble de la planète..."

-----

"Pour nous, la question n'est pas de nier notre lutte contre la guerre du Golfe et l'offensive américaine, mais les questions sont: est-ce que cette lutte était bien l'axe central à mettre en avant dans notre pratique et nos orientations politiques? Dans la réalité, l'intérêt internationaliste du prolétariat a-t-il vraiment constitué l'axe central de notre mouvement?

L'importance de cette critique apparaît lorsque, indépendamment de ce nous avons assumé comme lutte contre la crise, la guerre du Golfe et l'assaut de la bourgeoisie impérialiste mondiale, nous mettons en avant d'autres tâches que nous avons négligées. En réalité, nous manquons d'une perspective internationaliste communiste dans la compréhension des causes et des buts de cette guerre en tant que guerre de l'impérialisme mondial, en conséquence de quoi nous n'avons pas orienté notre lutte comme une force du prolétariat internationaliste... Dans le meilleur des cas, nous avons développé une action et une critique radicale plutôt qu'une action et une critique internationaliste, ce qui a eu pour conséquence de ne pas avoir pris une attitude et une politique directement produite des intérêts et perspectives du prolétariat internationaliste."

-----

Le point 2 du rapport aborde l'"attitude par rapport au mouvement prolétarien et aux forces d'opposition bourgeoises (nationalistes kurdes) dans les événements sociaux et politiques en Irak".

-----

"Ne pas avoir eu une politique et une critique pratique internationaliste communiste dans l'évaluation et l'analyse de la guerre du Golfe comme d'une guerre impérialiste mondiale contre le prolétariat mondial, montre le manque de position par rapport à cet aspect c-à-d le manque de critique de la pratique, de la politique et de la stratégie de la bourgeoisie d'opposition, face aux événements sociaux et politiques en Irak... Ce manque d'analyse et de perspective internationaliste pratique sera évident pour ceux qui auront lu nos orientations et appels durant l'année passée à propos des derniers événements. Nous n'avons pas pu montrer les liens entre ces oppositions bourgeoises (nationalistes kurdes, arabes, chiïtes,...) et les forces de l'impérialisme mondial, et cela surtout dans la pratique... Les moteurs et auteurs directs des massacres dans les soulèvements du sud et du nord, sont, sans doute, les bassistes, mais cela ne remet pas en cause les liens entre la guerre de la bourgeoisie américaine dans le Golfe et le sacrifice de milliers d'ouvriers dans une contradiction interbourgeoise.

Dans notre critique à l'opposition bourgeoise en général et au nationalisme kurde et chiïte en particulier, nous avons perdu de vue les liens de toutes ces fractions entre elles. Nous n'avons pas réussi à montrer l'unité d'intérêts coordonnée par leurs actions contre le communisme et le prolétariat mondial.

Ne pas avoir pu clarifier la place de la bourgeoisie d'opposition au sein de la stratégie de l'impérialisme mondial a laissé le champ libre à la bourgeoisie pour imposer son influence dans le large espace social au sein du mouvement du prolétariat insurgé... Ce que nous n'avons pas fait, c'est affronter ces forces face à face, là où elles agissaient comme mouvement anti-communiste et anti-prolétarien. De là vient leur force.

Sur ce terrain, il était crucial de définir la politique et le rôle que jouaient ces forces bourgeoises contre le mouvement.

Il est vrai que depuis toujours, nous avons défini les nationalistes et les chiïtes comme deux mouvements sociaux bourgeois, mais dans la pratique, nous n'avons pas respecté cette analyse comme cela aurait été nécessaire. La conséquence pratique de notre analyse résidait dans l'action contre les personnifications de ces forces bourgeoises et leur stratégie impérialiste mondiale. Nous avons mal évalué les possibilités et les forces réelles des nationalistes kurdes et arabes à s'imposer aux prolétaires. Nous n'avons pas réussi, comme c'était nécessaire, à montrer les caractéristiques du mouvement dans son ensemble, dans ses contradictions... et nous n'avons pas réussi à mettre l'accent sur le rôle néfaste de dénaturation et de désarmement des objectifs

prolétariens que pouvait jouer les nationalistes et les chiïtes sur le mouvement."

-----

Cette critique sur le manque d'attention directe autour des nationalistes et des chiïtes, est suivie d'un 3ème point abordant la question des Shoras: "Le mouvement des Shoras ouvriers".

-----

"Ce mouvement surgit comme un mouvement autonome au sein des soulèvements. Il n'a pas réussi comme mouvement social politique puissant à imposer sa force au sein de la société. "Perspective Communiste" a essayé d'imposer une direction prolétarienne à l'intérieur des événements, comme un mouvement autonome, en essayant de développer ses propres mots d'ordre, ses exigences et ses organisations comme force classiste indépendante au sein du mouvement. Dès le début nous avons travaillé pour montrer que le prolétariat a ses intérêts de classe particuliers, en dehors des nationalistes kurdes et autres mouvements de la bourgeoisie. Nous avons insisté sur le fait que c'est une question vitale, pour les communistes, de développer le mouvement prolétarien pour ses objectifs sociaux et politiques propres, comme parti, comme Shoras indépendants..."

-----

----- \* \* \* -----

## **Annexe 2: Traduction d'un tract de notre groupe diffusé le 11 mai 1992, à Soulaymania**

### **"Le mouvement communiste contre le parlementarisme et la démocratie"**

La question essentiellement antagonique entre bourgeoisie et prolétariat est la question de la propriété privée. La bourgeoisie mondiale protège la propriété de sa classe, en maintenant le prolétariat comme classe productrice. A l'opposé, le prolétariat menace cette propriété, en attaquant tout pouvoir de classe et en s'abolissant lui-même en tant que classe. C'est pourquoi, il n'y a rien qui relie l'intérêt de ces deux êtres contradictoires, et tous ces bavardages sur les "fronts unis", sur la participation au parlement,... ne sont que manipulations contre-révolutionnaires pour amalgamer l'intérêt du prolétariat et celui de son ennemi, la bourgeoisie.

Qu'est ce que le parlement?

C'est l'Etat au plus haut niveau, c'est l'image parfaite de la démocratie, le moyen le plus efficace pour réprimer toujours plus les exploités. C'est la force organisée qui protège les capitalistes et leurs biens, c'est l'union de tous les bourgeois de "gauche" et de "droite" pour maintenir la société actuelle et assurer la réforme nécessaire de

ses partis, évitant ainsi que leur usure continuelle ne mène à leur destruction. Face à cette réalité, le prolétariat mondial répond unanimement et donne une seule direction: la lutte contre la propriété privée, c'est-à-dire, la lutte contre les institutions qui la protègent. Cela se définit non pas par la réforme et le changement des lois et des institutions, mais par leur anéantissement; non pas en rendant l'Etat et le parlement plus démocratique, mais en luttant contre eux pour les détruire.

Connaître donc l'assemblée du Front Kurde, de la démocratie du Capital mondial et de la Social-Démocratie (UPK) et aussi du pouvoir des Shoras ou des gauchistes, c'est reconnaître, au nom des exploités, le pouvoir du Front Kurde et de la politique anti-révolutionnaire contre l'insurrection et le cours de la révolution. Cela signifie enrôler les exploités dans l'organisation et la centralisation de la domination d'une classe qui lutte pour la destruction du mouvement révolutionnaire, une classe dont toutes les offensives visent le mouvement révolutionnaire et dont le seul but est le maintien de ce monde de classe. Participer au parlement signifie essentiellement pour le prolétariat, participer à sa propre exploitation et par là, collaborer aux attaques de son ennemi contre son propre mouvement. En deux mots, participer au parlement renforce les institutions du Capital, institutions grâce auxquelles la bourgeoisie mate le mouvement prolétarien. Enrôler le prolétariat dans le parlementarisme, c'est lui donner la responsabilité d'anéantir ses propres intérêts, car qui dit parlementarisme, dit reconnaissance d'un ensemble de lois, de règles et de pratiques qui emprisonnent et détruisent le mouvement.

Oui, l'assemblée du Front Kurde (qui n'est autre que le parlement de la contre-révolution mondiale dans cette partie insurgée du monde) avec tous ses partis, avec tous ses drapeaux colorés, avec tous ses accords et désaccords, avec tous ses enfants utilisés pour leur propagande électorale, avec l'utilisation subtile des cultures et du folklore contre-révolutionnaire dans le monde, cette assemblée du Front Kurde n'est rien d'autre que "le plat de résistance" de l'organisation de la classe dominante.

C'est pourquoi le Front Kurde n'est rien d'autre qu'un toit contre-révolutionnaire pour cacher tous les conflits entre les classes, pour semer la confusion chez les prolétaires, afin de renforcer le pouvoir de la bourgeoisie, d'anéantir l'insurrection et toute tentative d'organisation révolutionnaire, toute unité classiste du prolétariat.

C'est pourquoi le Front Kurde déploie d'immenses efforts contre-révolutionnaires pour maintenir, renforcer et renouveler son organisation sociale, détournant et aveuglant les exploités, les liant toujours plus au travail, pour que la société d'exploitation reste toujours vivante.

L'assemblée du Front Kurde n'est en rien différente de l'assemblée nationale d'Irak ou du congrès d'Amérique ou des Shoras islamiques d'Iran..., ce n'est qu'un théâtre trompeur que le Capital mondial présente aujourd'hui afin de protéger et maintenir

son monde. C'est la comédie du changement de "dictateur" pour un autre "démocrate", de l'élimination de tel terroriste pour un autre pacifiste..., bref c'est toujours soit, la répression des protestations, car elles sont hors-la-loi; soit, l'imposition de l'ordre international en provoquant des guerres destructrices. Pendant que les révolutionnaires se battaient contre l'Etat à Kirkouk, ces messieurs du Front Kurde étaient en train de préparer leur réponse à une lettre envoyée par le gouvernement de Bagdad leur proposant de négocier. La réponse du Front Kurde marquait son plein accord. Cette réponse n'est jamais parvenue à destination. "Dieu sait que la voiture qui a transporté cette réponse a brûlé, victime des combats qui se déroulaient dans la région à ce moment-là. Les occupants de la voiture ont pu s'en sortir mais la lettre a brûlé", expliquera un des responsables!

Comme les événements de ces dernières années en témoignent, il y a, dans le monde, une tendance révolutionnaire montante, avec des hauts et des bas momentanés qui prennent quotidiennement la tournure de conflits de classe ouverts. L'affrontement du Capital mondial contre ces vagues révolutionnaires qui surgissent ici et là, démontrent une évidence historique: cette phase de lutte de classe produit une rupture nette du mouvement révolutionnaire contre ce monde.

A nous d'affronter la contre-révolution et ses tentatives de réorganisation. Dans le monde, il y a un million de fronts et d'assemblées, de partis de gauche et de droite, qui composent un seul pouvoir mondial, unis pour gérer ce système d'exploitation.

IL FAUT:

- \* rompre avec toutes les assemblées et les partis de gauche comme de droite et refuser de participer à leurs réunions et de se soumettre à leur direction.
- \* lutter pour le développement et le renforcement de l'identité sociale de l'internationalisme de notre mouvement, en attaquant toutes soumissions aux organisations contre-révolutionnaires.
- \* orienter la direction de notre mouvement (élever le niveau de notre lutte, de notre regroupement, de notre armement, de nos efforts de rupture avec les manipulations bourgeoises, etc...), dans l'objectif d'élever le niveau d'internationalisme de notre mouvement, en développant notre unité, notre coordination, vers l'organisation classiste internationale.

A bas tous les efforts et les agitations que le Front Kurde mène pour sauver et gérer cette société d'esclavagisme!

**A bas ce monde de domestication!**  
**Pour l'avenir d'une communauté humaine!**  
**-Groupe Communiste Internationaliste-**  
**Soulaymania,**  
Communisme No.36

# Nationalisme et islamisme contre le prolétariat

\* \* \*

Comme nous le montre l'histoire, plus les bourgeois parlent de paix, plus est importante la compétition qu'ils se livrent en vue de mater dans le sang les soulèvements révolutionnaires. C'est ce même scénario que la bourgeoisie applique face aux forces prolétariennes issues des soulèvements de mars 1991 en Irak. Bien qu'il ait subi depuis quelques fâcheux revers, le prolétariat parvient encore localement à marquer une continuité dans son refus de se soumettre à l'Etat. Cette situation de résistance permanente constitue un important facteur de déstabilisation de l'ordre social qui rend les difficultés de restructuration du Capital de plus en plus insupportables, pas uniquement au niveau régional mais aussi pour l'ensemble de l'Etat mondial.

Dès lors, l'Etat s'empresse aujourd'hui de lancer toutes ses forces (ONU, PDK, Islamistes, UPK...) à l'assaut du prolétariat et de ses luttes, profitant pour ce faire du manque d'organisation de notre classe. Cette offensive se matérialise par:

le désarmement des prolétaires de tout outil de combat: de leurs armes aussi bien que de leur organisation classiste. En parallèle, l'Etat a renforcé la présence de l'ensemble des institutions indispensables au maintien de la paix sociale (police nationaliste, nouveaux partis bourgeois...) pour défendre son ordre, son économie nationale et sa société;

la préparation matérielle du terrain nécessaire au renvoi des prolétaires au boulot. Cela n'était pas faisable par l'unique acte d'ouverture des usines, il fallait aussi que les prolétaires soient mis dans une situation déplorable de misère, de famine pour qu'ils acceptent enfin de reprendre le chemin du travail afin de se faire exploiter encore plus et de devoir donner leur sang pour enrichir l'économie nationale.

la soumission des prolétaires à l'esprit de sacrifice, à la sauvegarde de la nation et de la propriété, au respect des lois et des institutions de maintien de la paix sociale (de la famille et des mosquées jusqu'à l'armée et au parlement), soit la soumission aux besoins de la production du Capital.

Ceci dit, cette offensive pour rétablir l'ordre avec l'aide de ces différentes fractions bourgeoises se heurte à mille et uns phénomènes de résistance ouvrière qui empêchent actuellement encore ces différentes fractions bourgeoises de garantir une paix sociale durable et suffisante pour que les prolétaires retournent docilement au boulot et permettent aux capitalistes de réinvestir dans la région.

-----

Le prolétariat révolutionnaire constitue le fossoyeur de la nation et de l'échange marchand. Toute défense de la patrie, du progrès et de l'économie nationale resserre un

peu plus la chaîne qui maintient les prolétaires en esclavage. L'émancipation du prolétariat passe par le sabotage de l'économie nationale.

-----

Si les luttes précédant les insurrections de mars 1991 visaient globalement à l'affrontement contre toutes les forces de l'Etat (le parti Baas, les nationalistes, les autres partis de l'opposition,...), il n'en demeure pas moins que le mouvement contenait de nombreuses expressions limitant ces attaques à la perspective d'une société débarassée des baasistes. Cette limite politique de l'opposition à une forme de gouvernement, présente dans le mouvement, freinait l'action sociale contre l'ensemble des conditions de vie, contre l'ensemble du rapport social capitaliste: le travail salarié, les prisons,...

Autre donnée: ni les partis ni les forces nationalistes n'avaient un rôle important, ni militairement ni politiquement, au sein des conflits sociaux. Leurs régiments armés dépassaient à peine quelques centaines de personnes.

Par la suite, les vagues de soulèvements contre les conditions de vie de misère au Nord et au Sud de l'Irak, la répression et les massacres en masse pendant les années de guerre par le gouvernement baasiste, les nouvelles conditions politiques internationales créées par la Guerre du Golfe dont la condamnation du régime baasiste par la "communauté internationale" des Etats bourgeois, tous ces éléments ont créé un terrain favorable au resurgissement en force des fractions de l'opposition bourgeoise au régime en place.

Jusque là, si les soulèvements révolutionnaires avaient bel et bien été amenés à se confronter occasionnellement avec les partis et forces de l'opposition, ils s'opéraient néanmoins globalement en dehors de leur influence et sans que ces forces doivent trop clairement dévoiler la nature de leur rôle contre-révolutionnaire. Les soulèvements révolutionnaires étaient proprement autonomes et clairement en rupture avec les partis et forces de l'opposition, même si, par endroits, se manifestait une certaine influence politique et idéologique du nationalisme et de la démocratie. Mais certaines limites anti-baasiste présentes dans le mouvement ont permis que ces forces d'opposition bourgeoise l'infiltrèrent partiellement. Ainsi, bien que manifestant des ruptures de classe considérables, les shoras et autres associations dont le prolétariat s'est doté à ce moment comportaient également en leur sein d'importantes limites dans la rupture opérée avec la démocratie. Et c'est précisément à partir du moment où le mouvement s'est organisé sous forme de shoras, sous formes de ces associations massives, que ces partis de la contre-révolution ont pu affirmer leur présence et distiller leurs idéologies démocratico-nationalisto-populistes. Ce sont donc les limites d'une sorte de consensus anti-baasiste présent partiellement dans l'affrontement révolutionnaire qui a permis à la bourgeoisie de cristalliser, ériger en barrière, les manques de rupture au sein du mouvement.

Avec le soutien de la bourgeoisie mondiale et profitant des conditions d'isolement de la lutte des prolétaires dans cette région, la contre-révolution, personnifiée par les organisations nationalistes et les opposants au régime, réanime aujourd'hui ses cadavres. Elle tente de reprendre le contrôle des événements, et s'efforce progressivement de transformer la direction générale du mouvement et d'en faire une guerre de libération des Kurdes et du Kurdistan, c'est-à-dire une guerre liée à ses propres intérêts. En cherchant à disperser et à atomiser le prolétariat dans la guerre, les nationalistes ne faillissent pas à leurs tâches, ils ne cherchent en somme qu'à réaliser le but fixé par leur identité historique.

### oOo

Les prolétaires dressaient des barricades dans la plupart des villes du Nord et du Sud de l'Irak, ils affrontaient les armes à la main l'armée et les forces de police irakienne et balayaient l'ennemi "baasiste". Face à cette situation, il n'y avait pas un seul bourgeois vivant que sa sale envie égoïste de s'enrichir ne pousse à participer au massacre des prolétaires insurgés dans cette région.

C'est ce moment que choisirent les nationalistes pour venir se placer, par toutes sortes de manoeuvres, aux premières positions face aux forces du gouvernement baasiste. Récupérant la lutte menée par le prolétariat, ils s'accrochèrent à cette position qui leurs garantissait ainsi la "légitimité" de négocier, main dans la main avec le pouvoir baasiste, le partage des tâches nécessaires au maintien de l'ordre et de la société du Capital.

Les "victoires" des prolétaires ayant, à ce moment, été essentiellement militaires, il était d'autant plus facile pour les nationalistes de les limiter à cet aspect-là, scotomisant la dimension sociale du mouvement. Cette dimension a joué un rôle important dans la transformation du contenu de classe des soulèvements: le libérateur prenait à nouveau l'image du peshmergha, du moins dans le Nord de l'Irak. Et bien que les peshmerghas ne désignent pas d'office une force bourgeoise, historiquement cette dénomination renvoie néanmoins l'opinion publique, à l'institution particulière qu'est l'armée de libération de la nation kurde. Ce que représentent, dans la période actuelle, les nationalistes de l'UPK et du PDKI. Ceux-ci ont joué à fond la carte de la confusion en dénommant "peshmerghas morts sur tel ou tel front patriotique", de réels martyrs prolétariens apatrides et internationalistes.

C'est particulièrement marquant à Kirkuk où pendant l'assaut visant à libérer cette ville, des centaines de prolétaires tombés ont été identifiés, par les nationalistes, comme étant des "martyrs" de telle ou telle force bourgeoise alors qu'ils en étaient les irréductibles ennemis. L'histoire officielle s'abreuvait ainsi du sang des prolétaires pour constituer une liste de "morts pour la patrie". A chaque fois, la présence de tel ou tel contingent nationaliste suffisait à justifier cette récupération alors que, comme toujours, c'était les prolétaires insurgés qui constituaient l'avant-garde des combats et non les nationalistes.

La récupération de ces actions se doubla alors d'une manœuvre où les nationalistes entreprirent de disperser le mouvement pour mieux l'intégrer dans leur sillage. Au moment où les prolétaires venaient d'entreprendre l'action contre l'Etat, quand le soulèvement en était encore à son tout début, les nationalistes de l'UPK et du PDKI ont essayé par tous les moyens d'apeurer, d'intimider, les populations des villes insurgées notamment par la menace d'une contre-offensive de l'armée et par la menace d'un soi-disant plan gouvernemental visant à massacrer les kurdes par un bombardement chimique. Ainsi ils ont réussi à pousser la majorité de la population (parmi eux une grande partie des familles de prolétaires qui avaient pris une part active dans l'insurrection de mars) à quitter le domicile pour aller vers les frontières iranienne ou turque. Ceux qui ont pu arriver dans des lieux sûrs -beaucoup sont morts de froid et de faim sur le chemin de l'exode- se sont trouvés là où les forces des Nations Unies et des Etats présents les attendaient pour assumer leur désarmement et leur encadrement dans des camps. A ce stade le mouvement avait perdu beaucoup de son potentiel politique et social, militaire aussi: beaucoup de positions de combat acquises pendant les luttes des mois de mars, avril, mai tombaient ainsi aux mains de la coalition formée par les nationalistes et les autres partis de l'opposition au gouvernement baasiste. En même temps, l'avant-garde qui avait voulu rester sur place était isolée et dissoute. Pendant ce temps-là, toutes les forces bourgeoises négociaient leur part dans le contrôle de la région. Après avoir profité de l'exode pour piller les maisons, récupérer le matériel et les armes réappropriées par les prolétaires insurgés, les chefs nationalistes ont invité les prolétaires à regagner leurs maisons... vides!

Sur ce terrain qu'ils ont cru favorable, ils ont commencé à mettre en oeuvre leurs plans et projets bourgeois: les négociations avec le gouvernement central (le front kurde de tous les partis), la préparation des élections libres et démocratiques, l'établissement du pouvoir kurde autonome sous la protection des Etats capitalistes mondiaux. Les prisons ont été renforcées pour ceux qui ne respectent pas leur ordre et leurs lois, les tortures et exécutions des "traîtres" ont été organisées partout.

Maintenant qu'étaient liquidées les forces armées du gouvernement central baasiste, la tâche d'imposer l'ordre dans le nord de l'Irak leur revenait tout naturellement en tant que membres historiques de l'opposition bourgeoise ayant été capables de défaire le mouvement prolétarien. Pour assumer la destruction du mouvement prolétarien, les nationalistes devaient avant tout édifier un nouveau gouvernement assurant une production et une circulation normale des marchandises et garantissant le fonctionnement des institutions de l'Etat. Il s'agissait pour les nationalistes de donner rapidement l'assurance à l'Etat mondial de l'efficacité de son travail de pacification sociale du prolétariat. Dans l'assumption de cette tâche, ils furent irréprochables! Nous sommes convaincus que pour ce genre de mission, l'Etat n'a pas aujourd'hui de plus fidèles et efficaces serviteurs.

Les forces nationalistes kurdes, préoccupées par la constitution de leur gouvernement et de leur nation, ont effectivement tout fait pour essayer d'obtenir une certaine stabilité sociale, conscients qu'ils sont que leur existence est indissociablement liée, comme toute nation, à la mise au travail des prolétaires et au bon déroulement de la production. Elles savent très bien que leur existence, en tant que nouveaux gestionnaires locaux de l'exploitation capitaliste est directement liée à leur victoire dans ce domaine.

Et s'ils rencontrent aujourd'hui des difficultés, ce n'est pas parce qu'ils "gèrent mal", comme le soutiennent bon nombre d'opposants du style "soutien critique", mais parce qu'une grande partie des prolétaires refusent de se solidariser avec leur gouvernement, son programme et ses projets. Ces prolétaires que les nationalistes s'efforcent d'appeler "citoyens" savent bien que leurs intérêts et ceux des patriotes kurdes sont diamétralement opposés. Ils sont conscients que devenir "citoyens" signifie se soumettre à la volonté de leurs ennemis pour que ces derniers s'enrichissent et renforcent leur pouvoir à leur détriment.

-----

Les dernières interventions de l'armée turque dans le Nord de l'Irak au nom de la guerre contre l'armée du PKK (autre officine du nationalisme kurde qui agit plus du côté turc) ont prolongé les efforts internationaux pour désarmer le prolétariat de la région. L'objectif essentiel de cette opération était de nettoyer les montagnes et les maquis de la région des familles entières de prolétaires qui ne se sont pas soumis aux ordres des gouvernements et forces bourgeoises dans la région. Le danger d'un débordement insurrectionnel est à l'horizon dans tous les pays de la région: Irak, Turquie, Iran, Syrie, Palestine... C'est la peur d'un déclenchement d'une guerre de classe qui risque de dépasser les frontières qui est à l'origine de la mobilisation militaire et des manoeuvres des armées, offensive d'une ampleur spectaculaire avec l'intervention de 35.000 soldats turcs et de milliers de chars et avions de chasse.

Le soutien international à cette action s'est manifesté de différentes manières. L'ONU a suspendu ses vols censés protéger le Nord de l'Irak pour permettre à l'armée turque d'agir en toute quiétude. L'armée turque a également été aidée par de nombreuses prises de vue du Kurdistan irakien photographiées par la Royal Air Force britannique, les Jaguar français et les avions Awacs de l'OTAN. Par ailleurs, des pays tels les Etats-Unis, la France, l'Allemagne ont concentré dans les mains de l'armée turque une puissance de feu impressionnante sous forme de ventes ou de dons: véhicules blindés, missiles anti-char, bombardiers, hélicoptères,...

-----

Aujourd'hui, le prolétariat dans le nord de l'Irak manifeste de réelles difficultés à dissocier clairement ses intérêts de ceux de la bourgeoisie et à s'affirmer comme classe

tout à fait autonome. Il existe néanmoins au Kurdistan un manque de confiance généralisé envers les forces et partis nationalistes.

Il faut rappeler par ailleurs qu'il a toujours existé dans la région des fractions de prolétaires extrêmement combatives, organisées à différents niveaux, qui ont surgi dans diverses périodes de luttes pour assumer les tâches révolutionnaires de notre classe. Cette continuité historique de la lutte dans la région explique le manque confiance dans les propositions nationalistes.

En ce sens, une des tâches essentielles de la bourgeoisie pour stabiliser l'ordre dans cette région est la question du désarmement des prolétaires. Les nationalistes ont d'énormes difficultés à imposer cela d'autant plus que la crainte d'un retour des armées de Saddam Hussein reste très présente. Dès lors, c'est par leur militarisation dans des camps bourgeois rivaux que s'opère le désarmement des prolétaires. Il ne s'agit pas ici de leur enlever physiquement les armes, mais de dissoudre la force du prolétariat (la lutte pour abolir toute exploitation) dans un affrontement sans lendemain, si ce n'est celui de l'éventuelle victoire de l'une ou l'autre fraction nationaliste qui aura gagné le monopole de l'exploitation et de la répression des prolétaires. Incapables d'intégrer calmement et massivement les ouvriers dans les usines de la relance capitaliste, les nationalistes ont fait de leurs armées, des usines remplies de prolétaires en habit de peshmergha qui s'entre-tuent dans des rivalités bourgeoises.

C'est à ce niveau que le prolétariat a subi sa plus lourde défaite depuis 1991. Après s'être attaqué de front à la bourgeoisie en dirigeant leurs armes contre les baasistes et d'autres fractions bourgeoises, les prolétaires se retrouvent aujourd'hui placés en ennemis de leurs propres frères de classe au lieu d'assumer la continuité de la lutte classe contre classe en s'attaquant aux différentes composantes du Front Kurde qui assure aujourd'hui la direction de l'Etat.

Cette réalité confirme le rôle crucial joué par les nationalistes dans le renforcement actuel de l'Etat en Irak. Dans la division du travail propre aux différentes fractions bourgeoises, ce sont eux qui constituent actuellement les forces les plus aptes à dissoudre le prolétariat et à en faire de la chair à canon.

oOo

L'émergence et le renforcement des forces islamistes dans une région où l'islam n'a jamais eu réellement d'emprise est le produit des mêmes conditions décrites ci-dessus. Leur influence croissante trouve sa source dans l'avantage de ne pas avoir dévoilé leur rôle au feu des événements, comme l'ont fait les autres partis nationalistes. Par ailleurs, pour comprendre leur développement numérique, il faut également prendre en compte le fait que ces organisations sont épaulées financièrement par différents offices du Capital mondial pour affronter ouvertement le communisme.

Les mouvements islamistes en Irak, comme dans d'autres pays de la région, profitent d'une situation où le mécontentement et la lutte contre les conditions de vie imposées touchent une grande partie des prolétaires et où, paradoxalement, l'organisation et l'unité de classe sont encore faibles. Ils tirent parti d'une situation où la majorité des prolétaires a perdu toute illusion face aux politiques menées par les forces bourgeoises traditionnelles. Comment faire confiance à des partis qui, au nom de telle ou telle politique démocratique, au nom de la libération nationale ou du socialisme, vendent depuis des dizaines d'années des projets de bienfaisance et des promesses qu'ils sont incapables de tenir et qui concluent chaque fois leur politique par un bain de sang?

Pendant longtemps les social-démocrates et autres léninistes ont pu imposer leur programme capitaliste au nom d'un monde meilleur (1); aujourd'hui, dans une période où le communisme éprouve encore énormément de difficultés à s'imposer comme perspective, ce sont les islamistes qui, bien qu'il n'existe aucune différence de nature avec leurs collègues bourgeois athées, brandissent leur programme au nom de l'humanité. Leur pseudo-alternative céleste paraît d'autant plus radicale qu'elle ne se base pas sur un plan de réforme national et immédiat, mais sur une perspective beaucoup plus universelle.

En plus de ces facteurs politico-sociaux, les islamistes disposent de cette arme particulière qu'est l'arme religieuse, une arme différente de toutes les autres parce que dans le contexte d'un au-delà qui ne s'ouvre qu'après la mort, il ne leur est pas nécessaire de proposer des solutions au monde réel et actuel. Allah réglera tout ça là-haut! L'idéologie religieuse joue ainsi un rôle particulièrement efficace pour la bourgeoisie, dans la mesure où même s'ils mentent sur l'existence de leur au-delà, comme ils ne font aucune promesse pour réformer et améliorer le monde ici-bas, cela leur épargne la critique de ne pas tenir leurs engagements. Leurs décisions politiques, leurs consultations religieuses, leur "Fatwa", viennent bien de leurs êtres matériels et charnels, mais ils les présentent comme étant les ordres de Dieu, ce qui les laisse espérer qu'ils n'auront pas à répondre de leurs actes criminels. "Nous retournerons tous auprès de Dieu et c'est lui qui jugera", plaident ces malins! Mais c'est aller un peu vite en besogne que d'imaginer garder longtemps le bénéfice de ces arguments pour cacher leur nature anti-prolétarienne.

Par ailleurs, l'Iran n'est pas loin et les conséquences de l'expérience du gouvernement islamiste en Iran, résultat de l'encadrement répressif du mouvement révolutionnaire dans ce pays, sont maintenant bien connues. Ce que les forces islamistes ont fait là-bas au nom de l'émancipation de l'homme de la civilisation capitaliste, n'a rien à envier à ce que d'autres bourgeois ont réalisé dans l'histoire. La réalité a clairement démontré que, sous d'autres vocables, les forces islamistes sont là pour assumer la même fonction que toutes les autres fractions bourgeoises qui les ont précédées: celle d'exploiter les prolétaires et d'assurer l'ordre et la stabilité du mode de production du Capital.

Les soulèvements répétitifs des prolétaires dans les villes et villages iraniens font concrètement écho à cette décrédibilisation de l'Islam et indiquent que les jours de ces bandes de bigots sont bel et bien comptés. Et quand les prolétaires s'attaqueront au gouvernement islamiste, ils ne se contenteront pas d'attaquer le gouvernement en place, ils combattront l'islam dans toutes ses variantes.

Le voisinage de l'Iran et la proximité dans le temps de ce qui s'y est passé lors de la chute du Shah réduit de fait le champ de manoeuvre des islamistes en Irak. Ceux-ci ne disposent pas non plus du bénéfice de l'image de droiture et d'honnêteté dont Khomeiny a pu jouir un temps face au Shah: ils sont déjà dénoncés par nombre de prolétaires comme des religieux dont les croyances s'inspirent directement de ce qui peut rentrer dans leur portefeuille.

Ce qui différencie la situation en Irak par rapport au reste du monde est que là-bas, tout comme dans quelques autres pays, les prolétaires ont démontré ces dernières années un niveau important de combativité qui se caractérise principalement par la continuité avec laquelle le prolétariat s'affronte à l'Etat, continuité qui date d'avant la guerre "irano-irakienne" et qui, malgré une répression féroce tout au long de ces années, n'a pas pu être matée.

### oOo

Il est clair néanmoins que la capacité des nationalistes à embrigader des prolétaires sous leurs drapeaux ainsi que l'apparition d'une nouvelle fraction -islamiste- exprime à un autre niveau également, les difficultés qu'éprouve le prolétariat à définir ouvertement ses besoins et à se réappropriier pleinement son projet social de subversion du vieux monde.

Le manque d'unité et la faiblesse dans l'organisation en classe du prolétariat laissent tout le loisir aux bourgeois de se livrer les batailles nécessaires pour reprendre aujourd'hui le contrôle de la situation et savoir à qui reviendra la palme de l'exploitation des prolétaires. Et le prolétariat vivra ces guerres de fractions dans sa chair aussi longtemps qu'il ne tordra pas le cou à l'ensemble des forces qui visent à maintenir le capitalisme en place, aussi longtemps qu'il ne prendra pas pleinement en mains son projet révolutionnaire, aussi longtemps qu'il ne s'attribuera pas ouvertement la direction de son mouvement en s'organisant en classe, en force et donc en parti.

C'est directement contre l'unification du mouvement prolétarien au nord et au sud que l'Etat a partagé le pays en trois zones. Le prolétariat ne peut se réapproprier sa lutte qu'en luttant contre ces divisions géographiques et en retraçant la frontière de classe là où elle se trouve: entre ses intérêts et ceux du Capital. Reconnaître l'Etat, dans l'ensemble des fractions et forces bourgeoises, quelles que soient les régions, les dénoncer chacune, sans exception, comme étant ennemies, tel est l'enjeu de la poursuite du combat prolétarien aujourd'hui.

-----

Pendant les soulèvements de mars 1991, des milliers de soldats déserteurs "arabes" ont refusé de tirer sur les insurgés et les populations de la région et ont montré une volonté de solidarité et de participation au mouvement. Beaucoup parmi eux avaient appelé les insurgés à venir prendre tout ce dont ils avaient besoin en armes et équipement militaire dans leurs casernes. De ces soldats, un certain nombre s'était directement rallié au mouvement et quelques uns parmi eux avaient été tués dans les combats à côté des autres prolétaires "kurdes" insurgés. Les nationalistes, profitant des faiblesses du prolétariat, surtout du manque d'organisation et de centralisation des actions, ont pu séparer ces soldats "arabes" du reste du mouvement en les prenant comme prisonniers de guerre. Ils ont rendu ces "prisonniers" aux autorités Baas, comme le demandaient les termes des négociations. Aussitôt qu'elle a mis la main sur ces soldats, l'armée irakienne a commencé à en exécuter des centaines parmi les plus actifs. Elle a ensuite renvoyé les corps de ces soldats dans leurs familles avec une lettre : "Voilà ce qu'ont fait les kurdes sauvages à notre fils !" C'est de cette manière que les bourgeois alimentent la haine entre les prolétaires : kurdes contre arabes, islamistes contre non-islamistes, noirs contre blancs... Les nationalistes de leur côté faisaient la même chose. Chaque fois qu'ils tuaient ou massacraient les prolétaires "kurdes", ils disaient que c'était l'oeuvre des Arabes!

Comme les nationalistes n'avaient pas les moyens ni la force d'empêcher les prolétaires de se venger en attaquant les sièges des organisations baasistes (police, parti, services secrets, prisons...), ils ont essayé de sauver -quand ils le pouvaient!-les hauts responsables et généraux de l'armée, surtout les policiers et responsables baasistes kurdes. Ceux-ci jouent actuellement un rôle important dans leurs rangs.

Evidemment, dans leurs négociations, les nationalistes ont mis toute la responsabilité du massacre des baasistes sur le dos des prolétaires insurgés, "sauvages sans règles ni respect pour aucun ordre", y compris la responsabilité du massacre qu'eux-mêmes avaient perpétré parmi les soldats et militants baasistes de base (ceux qu'on avait forcé à prendre la carte du parti pour une raison quelconque, souvent le travail!).

-----

La continuation de la lutte en Irak passe également par la mise en avant du projet communiste: libérer universellement l'espèce humaine de l'Etat, des classes sociales, de l'argent,... en un mot abolir l'exploitation capitaliste.

**Assumer cette perspective en Irak aujourd'hui, c'est:**

Se positionner en dehors et contre toutes les forces politiques et militaires de l'Etat et de son gouvernement kurde.

Refuser les sacrifices. Lutter contre les conditions de vie misérables qui nous sont im-

posées. Dénoncer les manoeuvres des partis bourgeois chargés d'encadrer notre mécontentement pour l'intégrer dans leur société de citoyens bons à produire et à crever.

Organiser l'action directe et la mobilisation classiste pour libérer nos militants des geôles des bourgeois.

Etablir et renforcer des liens de lutte avec l'ensemble des forces de notre classe partout dans le monde.

Lutter contre toutes les divisions opérées par le monde capitaliste (travailleur/chômeur, homme/femme, travailleur manuel/intellectuel, ouvrier/paysan, Kurde/Arabe, Noir/Blanc...). Montrer dans l'activité de subversion du Vieux monde que le prolétariat n'appartient à aucune race, aucune religion, aucun peuple et que ce morcellement idéologique ne vise qu'à dissoudre le prolétariat dans la foule des citoyens nationaux dépourvus d'appartenance de classe.

Combattre toute force enfermant la nature des prolétaires dans le travail et l'exploitation.

Dans le contexte actuel en Irak, il est indispensable d'organiser l'action de l'ensemble des expressions de lutte existantes (shoras, comités révolutionnaires de quartiers, groupes d'auto-défense et d'action directe de classe...) et d'encourager à ce que ces pratiques trouvent leur extension naturelle dans la lutte de nos frères d'autres pays de la région (Iran, Turquie,...). Seule la centralisation et la généralisation de ces luttes permettra l'affirmation d'une seule classe, d'un seul mouvement organiquement soudé au projet social communiste et internationaliste. Cette consolidation de notre mouvement passera par la lutte contre les nationalistes et la nation, contre les islamistes et la religion, contre les humanistes et les pacifistes, contre les réformistes de tous poils.

**A bas la société d'esclavage salarié !**

**A bas l'Etat, la nation et les guerres des bourgeois !**

**Victoire au mouvement révolutionnaire des prolétaires !**

**Victoire à la dictature des besoins de la communauté humaine !**

**Note :**

1. Les "partis communistes ouvriers" d'Irak et d'Iran sont l'exemple vivant des organisations léninistes classiques qui émettent des slogans radicaux de révolution prolétarienne contre la bourgeoisie, mais qui, dans la pratique, appellent les prolétaires à défendre les droits et libertés démocratiques du "peuple" exploité... Bien que certains militants de ces organisations aient été exécutés sous le régime de ces mêmes droits

et libertés démocratiques et que d'autres se trouvent toujours dans les geôles de la démocratie, ces organisations réclament toujours plus de démocratie! Le programme de ces organisations se limite à la lutte démocratique pour un pouvoir "ouvrier" qui gérerait la société (du travail salarié) de façon égalitaire et qui donnerait la liberté aux citoyens et à toutes les forces politiques de la société (sic!) de jouir du droit (de propriété!). Voilà comment ces soi-disant communistes tracent la voie de l'émancipation des prolétaires: du travail pour les ouvriers... et la propriété de la production pour eux-mêmes! Ce qu'ils proposent, c'est le Capital "avec une gestion ouvrière", ou plutôt une gestion capitaliste au nom du pouvoir du prolétariat.

Lisez "Notes additionnelles à propos de l'insurrection de mars 1991 en Irak"

Communisme No.43

# Défaitisme Révolutionnaire en IRAK

\* \* \*

Dans le précédent numéro de Communisme No.33, nous annonçons notre intention de continuer à centraliser les informations en provenance d'Irak au fur et à mesure que nos camarades présents dans la région réussissaient à nous les faire parvenir. Nous avons relaté les quelques éléments dont nous disposions à ce moment-là, décrivant le défaitisme des prolétaires en Irak (cf. plus particulièrement le chapitre "La situation en Irak" de l'article intitulé "Guerre ou Révolution"). Depuis lors, de nouvelles informations nous sont parvenues en provenance directe de nos camarades, ou par le biais de prolétaires qui ont tenu à faire connaître le plus rapidement possible, et parfois même dans le feu de l'action, le type de situation auquel ils étaient confrontés. L'ensemble de ces informations confirme et renforce en tous points les conclusions auxquelles nous arrivions au terme de notre précédent article: **le défaitisme révolutionnaire du prolétariat en Irak a été exemplaire** et sa lutte autonome, face à toutes les fractions capitalistes, y compris ses fractions nationalistes et islamistes, fut d'une énorme importance.

Nous allons donc brièvement tenter ici de redonner les principaux éléments qui nous sont parvenus. Nous demandons aux lecteurs d'être indulgents quant au relatif désordre et au caractère partiel et parfois morcelé de la présentation de ces informations. Tenez compte du fait que nous avons reçu ces informations par des voies parfois très indirectes et à partir de communications avec des camarades et des prolétaires, qui, dans certains cas, s'affrontaient à l'Etat les armes à la main.

oOo

Nous avons déjà dit que dès avant le déclenchement de la guerre, d'importantes luttes du prolétariat avaient éclaté contre l'Etat: émeutes de la faim, manifestations contre la guerre, etc. Nous disposons maintenant d'informations complémentaires sur la situation et l'état d'esprit des soldats et des prolétaires en général, avant même les premiers bombardements de la Coalition.

La situation locale au terme de la guerre Iran/Irak, constitue déjà un contexte difficilement maîtrisable par l'Etat. Le contrôle des villes est très difficile. Dix ans de guerre ont littéralement armé la majorité des prolétaires: la région des marais, par exemple, est depuis lors un lieu historique de rencontre pour les déserteurs et autres prolétaires en rupture avec l'Etat. D'autre part, pour le soldat qui s'est battu pendant ces dix années, la soumission à la discipline d'une administration qui lui réclame des impôts, aux injonctions d'un chef de service ou d'un contremaître à l'usine, etc., est très difficilement acceptable. De plus, en glorifiant le soldat de retour du front comme héros national (propagande indispensable pour la poursuite de la guerre), l'Etat encourage indirectement l'insoumission et la résistance à la discipline quotidienne. Il réagit de façon plus ou moins confuse pour maintenir la paix sociale, mais ne parvient pas à mettre un frein à la désobéissance et à la désorganisation généralisée.

Ainsi, dès le moment où la menace d'une nouvelle guerre se fait de plus en plus précise, la résistance à celle-ci se concrétise de différentes manières: de la réaction passive à l'action violente et armée contre les recruteurs. Les **historiques noyaux armés de prolétaires combattifs**, qui pendant la guerre Iran/Irak jouèrent un rôle très important, sont ici encore décisifs. Avant et pendant cette guerre-ci, ils assument différents niveaux de direction dans la résistance à l'encadrement militaire. C'est ainsi qu'au moment même où se déroule une résistance passive (le refus de l'enrôlement, le refus d'accepter les ordres des supérieurs, le refus de partir au front --avec l'appui fréquent et manifeste de la famille et des amis--), en de nombreux endroits, cette résistance est transformée, grâce à ces minorités d'avant-garde, en une action militaire consciente d'affrontement aux recruteurs et à tous ceux qui exhibent des galons.

Comme toujours, l'action des minorités les plus décidées à exécuter quelques officiers ne trouve de prime abord aucun appui ouvert de la part des prolétaires soumis à l'uniforme. Malgré la sympathie que ces derniers éprouvent pour ce type d'action, les campagnes de l'Etat contre les défaitistes réussissent encore à imposer le terrorisme d'Etat. Mais peu à peu, la peur disparaît et les exécutions d'officiers augmentent jusqu'à devenir massives. Dans de nombreux cas, les soldats lynchent en masse "leurs propres officiers". On arrive ainsi à une situation de rupture de toute la verticalité nécessaire à la cohérence de l'armée. Les officiers prennent peur, ils perdent le rapport de force. Les soldats font ce qu'ils veulent. Les officiers en sont réduits à s'excuser et

à demander pardon. Ils prétendent qu'eux aussi sont contre la guerre et qu'ils ne sont pas responsables de la mobilisation.

La situation au sein de l'armée est devenue tellement chaotique que lorsque la Coalition a déclenché l'offensive militaire, ces mêmes officiers ont arraché les galons de leur uniforme de crainte d'être reconnus et exécutés sur place par la masse des déserteurs. Se présenter avec des galons face à la troupe relevait du suicide.

Dans différents points stratégiques du sud, les noyaux défaitistes vont plus loin encore: ils attaquent les locaux du parti officiel, occupent les dépôts d'aliments et les distribuent aux prolétaires affamés; ils détruisent les locaux de la police secrète et exécutent les agents de l'ordre. Dans les villes de Bassorah, Nassouria et Diwenia, la situation devient insurrectionnelle. Il faut savoir que cette région est un lieu historique de concentration de déserteurs et autres prolétaires en rupture avec l'Etat. Nous avons relaté dans des numéros précédents ("Iran/Irak: Guerre de classe contre guerre impérialiste" in *Le Communiste* No.20) les offensives militaires que l'Etat en Irak avait lancées sur ces régions des marais, faisant, un an après la guerre avec l'Iran, des milliers de morts. A l'époque, le gouvernement reconnaissait officiellement 10.000 déserteurs cachés dans cette région. Aujourd'hui, il en reconnaît 1 million, dont 55.000 déserteurs armés.

Dans cette région du sud de l'Irak, les insurrections se sont déclenchées au moment de l'offensive terrestre de la Coalition. La situation des prolétaires était de plus en plus intenable à cause des bombardements massifs dans les villes de Bassorah, Amaara, Nasiria, Nadjaf et Karbala... Les minorités organisées ont centralisé ces réactions, et des luttes ont eu lieu autour de toutes ces villes. Contrairement à tout ce qui a été dit à propos du caractère religieux du mouvement, les prolétaires n'ont eu dans leur lutte, aucun égard par rapport à la religion. Nadjaf et Karbala sont, pour les chiïtes des lieux sacrés, mais l'insurrection n'a rien à voir avec le chiïsme, contrairement à tout ce que la presse bourgeoise en a dit. Ainsi, les prolétaires se sont servis des lieux sacrés pour y pendre, dans les lieux de prière, les baassistes qu'ils avaient attrapés. Les mausolées ont été criblés de balles et les prolétaires en colère ont pissé dans les mosquées! Difficile de parler de "fanatisme religieux"!

Pendant l'insurrection de Nadjaf et Nasiria, l'armée de la Coalition était aux portes de ces villes. Ils ont clairement arrêté l'offensive terrestre pour permettre à l'armée ira-

kienne de lancer l'offensive contre le mouvement insurgé. Le débarquement de l'armée irakienne à provoqué la débâcle dans les rangs ouvriers et les déserteurs sont partis en tous sens. Ceux qui essayaient de se réfugier auprès des troupes "alliées" pour leur demander un asile, une aide,... se voyaient répondre: "vous avez soif, on vous donne à boire, et en échange vous déposez les armes"! Ils étaient ensuite renvoyés désarmés dans la ville pour se faire massacrer. Bel exemple de collaboration contre l'insurrection, entre Saddam et la Coalition.

Nous avons également relaté dans Communisme No.33 le processus qui mène de grandes franges du prolétariat du sud à monter en arme sur Bagdad et la réaction immédiate de Saddam Hussein qui rappelle les troupes dont il dispose au Nord, dans le Kurdistan, renforçant par là même la désorganisation de l'Etat sur cette région.

Ainsi sont-ils des milliers à se retrouver dans le nord avec des militants d'autres régions: des turcs venant de Kirkuk, des iraniens ayant fui la guerre et la répression à l'époque des insurrections en Iran,... A cause de la destruction des villes telle que Halabja, Kharadisa par Saddam il y a quelques années... ils vont se réfugier autour de Sulaymaniya (plus de 70.000 déserteurs se sont retrouvés dans cette région, plus de 70.000 prolétaires qui s'organiseront en groupes radicaux pour l'auto-défense, pour la lutte contre les contrôles étatiques, contre les nationalistes kurdes ou autres). Le mélange de prolétaires de différents horizons, expériences,... déterminera une situation où les nationalistes kurdes auront très peu de poids dans les luttes, leurs mots d'ordre habituels de "libération du peuple kurde", du "droit du peuple kurde",... n'auront que peu d'incidence sur l'insurrection de Sulaymaniya du mois de mars.

Rappelons à ce propos également que pour contrer les importants soulèvements de villes du nord telles Mossoul, Arbil, Kirkouk, Sulaymaniya,... qui se déroulèrent dès le déclenchement de l'offensive terrestre, Saddam Hussein signa des accords de coexistence pacifique avec les nationalistes. Jalal Talabani, leader de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), puis Massoud Barsani, leader du Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (PDKI), annoncèrent publiquement en avril et mai 1991, qu'ils étaient arrivés à un accord avec Saddam Hussein. Et tout récemment encore, Talabani confirmait que pendant la guerre, par "respect national", son groupe s'abstint de toute action pouvant déstabiliser l'Etat, assurant qu'il y eut un respect mutuel des territoires dans les-

quels chaque force assurait le monopole de la violence. Nous savons également maintenant que les "Moudjahiddin du peuple" d'Iran participèrent également à ces accords et que leurs troupes de choc furent utilisées contre le prolétariat insurgé.

Dans le nord donc, la lutte prolétarienne se situe d'emblée en dehors et contre les organisations nationalistes d'opposition officielle, telles que l'UPK et le PDKI. Dès le début, l'avant-garde prolétarienne internationaliste et défaitiste, dénonce ces fractions comme **participationnistes** à la guerre.

En ce qui concerne les luttes qui se sont déroulées dans cette région, outre les informations que nous avons publiées dans notre précédent numéro, nous possédons maintenant plus de renseignements quant au contexte et aux conditions dans lesquels eurent lieu ces affrontements avec l'Etat, et ce plus particulièrement à propos de l'insurrection du mois de mars à Sulaymaniya.

Mais avant d'aborder l'insurrection en mars, nous voudrions compléter une information que nous avons donnée dans notre précédent numéro, à propos d'une manifestation de femmes dans cette même ville, manifestation pendant laquelle 300 femmes furent arrêtées et assassinées plus tard. Lors de cette manifestation une militante originaire d'Iran tenta de s'emparer de l'arme d'un soldat et fut abattue par un autre militaire posté en haut d'une tour. C'est cet événement qui déclencha la bagarre générale durant la manifestation, et cette militante est devenue, aujourd'hui, un symbole de la lutte des prolétaires contre la guerre, contre l'Etat, un martyr reconnu de tous et représentant l'image des combats de Sulaymany. Que cette militante soit d'origine iranienne ne compte pas pour les prolétaires en Irak; l'important, c'est ce qu'elle a fait. Ce n'est pas pour raconter une anecdote, que nous relatons ce fait, c'est parce qu'il exprime globalement le contenu anti-nationaliste de l'antagonisme à l'Etat qui surgit d'une lutte où les prolétaires ne marchent plus dans les ornières tracées par l'ensemble des idéologies bourgeoises où l'on tente de les faire s'opposer en tant qu'irakien ou iraniens, kurdes ou chiites,...

oOo

Contrairement à ce qu'affirmèrent toutes les informations quant au caractère complètement spontané de l'insurrection à Sulaymaniya en mars de cette année, il appa-

rait maintenant clairement qu'elle fut le résultat d'un travail organisationnel intense assumé par des minorités d'avant-garde.

Pendant les six mois qui précèdent l'insurrection, l'activité militante des minorités est ardue. Un groupe fait surface: *Perspective Communiste*, qui publie un journal intitulé "Le Proletaire", journal qui circule principalement entre les militants. Les liens entre ceux-ci sont très réduits car la répression et le poids des massacres passés pèsent très lourd. Les militants s'organisent dans la clandestinité. Avec le développement des émeutes pendant l'occupation du Koweït, des camarades de *Perspective Communiste* organisent des débats avec d'autres minorités militantes. D'autre part, des prolétaires s'organisent autour d'un groupe qui s'intitule Shora (qui signifie Conseil). Shora représente plus ou moins 300 militants (d'Irak et d'Iran) qui décident de s'organiser, d'homogénéiser leurs positions, de mettre au point les questions techniques et médicales, de récupérer des armes,...

A Sulaymaniya, ils décident d'attaquer le 8 mars à 13h. Des équipes sont formées qui reçoivent des cibles précises: casernes, polices, sièges de police secrète et de renseignements: "l'Hôtel des nations unies", entrées principales de la ville et alentours de façon à empêcher les nationalistes et les journalistes d'entrer,... Ces dernières décisions sont accueillies avec joie par tous les prolétaires. En effet, depuis quelques temps, la tension était grande, tout le monde attendait qu'il se passe quelque chose. L'armée aussi sentait grandir la haine et la tension, elle prévoyait l'explosion. Mais l'attaque de Sulaymaniya la surprit: la ville fut attaquée partout en même temps.

Nos camarades nous ont communiqué des situations précises dans lesquelles, tel que cela survient dans tout processus insurrectionnel, les groupes d'insurgés internationalistes eux-même furent fréquemment dépassés par l'action de masse de prolétaires stimulés par leurs intérêts et leur haine de classe. C'est ainsi que lorsque les quelques centaines de révolutionnaires armés pénètrent dans Sulaymaniya, ils voient arriver des masses de prolétaires insurgés, les armes à la main, qui les saluent. Leur surprise est plus grande encore de constater que les prolétaires insurgés, sans autre intention que d'imposer leurs intérêts par la violence contre tous les oppresseurs, ne possèdent pas seulement des armes légères mais ont également récupéré des pièces d'artillerie lourde qu'ils se préparent à utiliser contre l'Etat.

Pendant l'attaque de la ville, de plus en plus de prolétaires se joignent au combat. Lorsque les groupes s'emparent de casernes, ils distribuent directement les armes à tous les prolétaires prêts à se battre et leur donnent des directives: attaquer les stocks de lait -qui est rationné- les prisons, libérer les prisonniers,... Tout ce qui porte uniforme est massacré sur le champ sans autre forme de procès.

L'insurrection est particulièrement violente: les prolétaires se vengent des années de massacre et de terrorisme organisés par l'Etat en attaquant ouvertement les forces de la police secrète de Saddam Hussein.

Après deux jours de combats, le "Foyer Hausmann" (cache de la police politique) tombe aux mains des insurgés. La lutte est acharnée, les soldats, très bien entraînés défendent chèrement les lieux et ce n'est que grâce à l'afflux d'un nombre de plus en plus imposant de prolétaires que la victoire est acquise. Les centaines de flics baassites qui se trouvent dans ce bâtiment seront tués.

L'occupation de la ville s'organise, en commençant par la réappropriation de machines, de documents secrets, d'armes,... Ce qui explique les déclarations de quelques dirigeants nationalistes dans des journaux occidentaux:

*"Le désordre ne profite à personne, il est indiscutable qu'il y a des provocateurs parmi ceux qui sèment le désordre... ils détruisent tout. Non seulement ils attaquent et tuent des membres de la police secrète de Saddam Hussein, ce qui est compréhensible, mais ils brûlent également toutes les archives policières, les registres de propriété et d'état civil... il est clair que pour nous il y a des agents provocateurs, baassistes, car vous vous rendez bien compte que nous aurons besoin de tout cela plus tard, que toute organisation de l'Etat à besoin de ces archives!"*

Ce que ces bourgeois ne comprennent pas, ou mieux dit, ce qu'ils n'ont pas intérêt à admettre, c'est le fait que cette révolte n'a pas pour but la réorganisation de l'Etat et la gestion du capital, ou la libération de la nation, mais que comme toute insurrection prolétarienne importante, **elle lutte contre l'Etat lui-même** et attaque l'ensemble de ses expressions: militaires, policiers, édifices publics, partis de l'ordre, archives de la Sûreté et de la Propriété.

Lorsque les prolétaires apprennent que des baassistes sont cachés en dehors de la ville dans un parc, ils s'y ruent aux cris de:

**"Vive Shora, abolition de l'Etat!"**

**"Nous voulons les soviets!"**

Les mots d'ordre favorables à "l'autonomie kurde" sont quasi inexistants. Les prolétaires qui tentent de s'organiser en milices empêchent les Peshmergas (combattants des organisations nationalistes) d'entrer à Sulaymaniya. Il est clair pour tous les insurgés que les nationalistes et Saddam sont main dans la main.

Les nationalistes vont alors à Kirkouk pour prendre le contrôle de la ville. Ils arrivent les premiers, suivis de très près par les militants de Shora, armés jusqu'aux dents. A Kirkouk, l'UPK et le PDKI sont majoritaires; forts de ce rapport de force en leur faveur, ils se battent contre le gouvernement et contre Shora.

L'accord entre Saddam et les nationalistes pour mater la rébellion, prévoit le renvoi des "arabes" (les déserteurs venus du sud et qui ont participé aux insurrections du nord) dans "leur" région ainsi que la lutte pour l'autonomie du Kurdistan.

Après les insurrections, la "Radio Libre du Kurdistan" émet tous les jours des menaces d'exécution contre tous ceux qui se trouvent en possession de tracts de Shora ou d'armes.

La communauté de lutte unissant pratiquement *Perspective Communiste* et Shora comprend néanmoins des désaccords de positions dont on n'a guère de détails. Ces désaccords et cette rupture vont démobiliser et éloigner un grand nombre des prolétaires sympathisants. Pourtant, les militants des deux groupes resteront solidaires face à la répression des nationalistes.

Très brièvement résumé, Shora se définit comme un groupe prolétarien internationaliste, opposé aux nationalistes kurdes ou autres; il se bat pour renforcer le mouvement révolutionnaire, non seulement en Irak, mais partout dans le monde. Il définit le Capital comme un rapport social mondial qui ne peut donc être supprimé que mondialement, par une révolution mondiale.

Après les insurrections, le mouvement est retombé quelque peu et Shora est passé à la clandestinité pour ne pas être massacré.

L'armée et les nationalistes reprennent Sulaymaniya mi-avril. L'alliance du gouvernement et des nationalistes est parfaite: les nationalistes dénoncent les militants de Shora à l'Etat et donnent toutes les informations qu'ils détiennent: noms, adresses, activités...

Shora appelle alors à dénoncer les nationalistes partout dans le monde. Ceux-ci organisent des campagnes radiophoniques clamant qu'ils ont libéré le Kurdistan, que les villes ont été libérées grâce à l'UPK et au PDKI, qu'il faut suivre l'exemple et nettoyer la ville des anarchistes, fauteurs de troubles,... Les 30 et 31 mai, il y a encore eu des émeutes à Sulaymaniya. Des pillages sont organisés et nombreux sont les soldats qui lâchent leurs armes de peur d'être massacrés. Les forces gouvernementales et les nationalistes appellent du renfort. Pourtant, malgré la haine envers les nationalistes, les prolétaires ne les tuent pas, l'UPK peut donc se permettre de tirer sur toute personne qui sortirait de chez elle après 19h. Cette organisation reste donc maintenant maître de la situation.

A Kirkouk, Rania et Arbil d'importants soulèvements prolétariens ont également eut lieu. Le rôle des déserteurs et des groupes minoritaires armés y est également important. Ces minorités, qui se définissent explicitement contre toutes les fractions bourgeoises (gouvernementales et nationalistes), se sont concentrées et entraînées dans les régions de Karadakh Kawkaman. L'affrontement entre nationalistes et internationalistes est clair et ouvert. Les camarades internationalistes savent que la défaite est synonyme de massacre et que les milices nationalistes agissent sans pitié.

A Bagdad même, avant les premiers bombardements, tout le monde s'était préparé à s'enfuir notamment grâce à un véritable trafic de faux laissez-passer et l'organisation de planques, de lieux de retraite,... Tous avaient organisé leur désertion avant même que soit lâchée la première bombe sur Bagdad: les simples soldats, mais aussi certains officiers qui arrachaient leurs galons et étaient parfois les premiers à partir. La caserne la plus grande de Bagdad s'est ainsi vidée en moins de deux dès les premiers obus, et aucun coup de feu pour défendre ces casernes n'y a été entendu. Il y a eu des affrontements, des désertions, des exécutions d'officiers. Des soldats et d'autres prolétaires

insurgés constituent des corps de choc armés pour se battre contre les forces baasistes et parviennent, pendant la guerre, à contrôler deux quartiers de la ville: Al-thaoura et al Shïela. A l'intérieur de Bagdad, ces quartiers constituent des pôles d'attraction pour l'extension de la désertion: des centaines de soldats (originaires d'autres régions du pays) s'échappent des principales casernes de Bagdad et rejoignent des quartiers où ils reçoivent un appui total leur permettant de retourner dans leur région d'origine: repos, habits civils, nourriture,...

oOo

Affirmer que, pendant la guerre du Golfe, la Coalition ne bombardait que des objectifs militaires et seulement "collatéralement" des objectifs civils relève du plus pur mensonge. Alors de deux choses l'une: ou bien le mensonge concernant la force et la puissance technologiques de la Coalition était encore plus grand que ce que nous croyions et dénoncions dans le précédent numéro de Communisme; ou bien les bombardements n'eurent jamais comme cibles des objectifs militaires. Nous savons aujourd'hui, grâce à des camarades internationalistes d'Irak, que 80% des bombardements ont été effectués sur des objectifs civils. Nous savons également que les installations militaires irakiennes sont pratiquement intactes et que les centres de fabrication chimique ou d'expérimentation des armes nucléaires n'ont pas été touchés. Au terme de la guerre, Bagdad a la même capacité de produire des armes chimiques et de construire des armes nucléaires qu'auparavant.

Quant aux sanglants combats dans lesquels s'affrontèrent les "héros" de la Coalition et les soldats de la Garde Républicaine, il s'agit là encore d'un mensonge intégral. Seuls 5% de la Garde Républicaine furent victimes de la guerre; la destruction de ce corps de choc de l'Etat assumée par la lutte prolétarienne fut beaucoup plus importante que celle effectuée par la totalité de l'offensive de la Coalition.

Comme il fallait s'y attendre, le maintien de l'ordre bourgeois fut beaucoup plus préoccupant et déterminant pour la Coalition que ses contradictions avec Saddam "le maudit". Aujourd'hui encore (juillet '91), les troupes de choc de l'Etat irakien jouent un rôle essentiel dans la région. Il n'y a pas de doute qu'au-delà des désirs de liquider Saddam, le Pentagone, et en général les forces les plus puissantes du capitalisme international, considèrent le parti Baas comme un bon garant de l'ordre dans la région

(ce qui n'exclut pas, bien au contraire, des alliances avec les nationalistes et les religieux). Il est clair que tant la décision de ne jamais attaquer les secteurs décisifs de la Garde Républicaine que celle d'arrêter la guerre furent motivées par l'impérieuse nécessité d'une force locale capable de garantir la paix sociale.

Les médias eux-mêmes ont diffusé des images où l'on voit cette scène, surréaliste de leur point de vue, de marines nord-américains protégeant les soldats et les Gardes Républicains contre la colère et la subversion prolétariennes.

De la même manière, les missions humanitaires consistent fondamentalement en une action concertée pour désarmer le prolétariat. Dans les camps, l'ONU travaille avec les nationalistes et rien ne se fait sans leur accord. **On ne donne de la nourriture qu'à ceux qui remettent leur fusil!** Les nationalistes font des appels incessants à la radio. Sur un ton à la fois menaçant et rassurant, ils appellent les militants recherchés, par leur nom, affirment connaître l'endroit où ils se cachent et les enjoignent de se rendre; ils leur promettent l'amnistie et s'engagent à leur donner de la nourriture en échange de leurs armes... L'aide "humanitaire" est ainsi uniquement vendue à ceux qui sont prêts à accepter la discipline de l'Etat, la soumission à l'ordre,... Les forces de la Coalition les récompensent alors d'un peu de pain et d'attention médicale.

Ni le gouvernement, ni les nationalistes, ni les forces de la Coalition ne parvenaient à contrôler la situation. C'est clairement pour cette raison qu'ils ont dû s'allier. Le gouvernement a lancé plusieurs patrouilles dans chaque ville du nord avec pour consigne de découvrir les prolétaires venant du sud et de les y renvoyer. Mais la tension est si grande que les soldats lâchent leurs armes et clament leur solidarité à chaque fois qu'un prolétaire refuse de leur montrer sa carte d'identité.

Par ignorance et/ou en conséquence de l'action délibérée de désinformation, on identifie les masses de prolétaires insurgés dans le nord au nationalisme kurde, et celle du sud à l'islamisme de l'Etat iranien.

-----  
**Extrait d'un tract diffusé par nos camarades dans la région.**

"... Sans le rôle anti-prolétarien des nationalistes kurdes et des autres oppositions dé-

mocrates, les prolétaires insurgés auraient aujourd'hui réglé leur compte, non seulement à Saddam mais également à l'Irak; ils auraient menacé toute la région par l'extension de leur action déterminée et révolutionnaire et leur désir d'en finir avec la société d'exploitation capitaliste.

... La défaite d'une fraction bourgeoise dans la guerre dépend non pas du fait que l'autre camp soit plus fort, mais essentiellement du manque d'enthousiasme des prolétaires révolutionnaires à défendre la nation et "leur" bourgeoisie ainsi que de leur volonté de trahir la patrie;

... En Irak, les prolétaires n'ont pas seulement refusé d'accomplir le devoir de défense de la nation, ils ont utilisé leurs armes contre l'Etat ainsi que contre toutes les forces armées d'opposition (la lutte des militants internationalistes dans le nord contre les nationalistes!)...

**DETRUISONS L'ETAT CAPITALISTE !**

**LUTTONS CONTRE L'AUTONOMIE DU KURDISTAN ET LA DEMOCRATIE EN IRAK !**

**FAISONS DES MOSQUEES ET DES EGLISES, LES TOMBES DES ORGANISATIONS RELIGIEUSES!**

**Renforçons l'unité et l'organisation de notre mouvement communiste internationaliste, comme objectif fondamental dans la lutte contre le capitalisme.**

**Avril 1991 - Groupe Communiste Internationaliste.**

-----  
**oOo**

Sans sous-estimer la puissance idéologique répressive de ces idéologies ni celle des forces nationalistes et religieuses, nous insistons sur le fait que toutes les luttes décrites ici se sont organisées en dehors et contre ces forces, qui, comme on l'a vu, n'ont jamais appelé à la lutte contre l'Etat et ont au contraire clairement constitué un de ses plus sûrs défenseurs.

Dans le nord, nous avons vu que l'opposition entre les nationalistes et les insurgés a mené à l'affrontement armé et que pendant et après la guerre, toute lutte sérieuse contre celle-ci s'est heurtée à l'union de la Garde Républicaine et des milices nationalistes.

Dans le sud, là où la lutte contre la guerre fut sans doute plus générale, massive et violente mais moins organisée que dans le nord, les islamistes pro-Iran, ont eu beaucoup moins de poids que ce qu'en ont dit les médias. Si les insurrections dans les régions des marais avaient été partisans de l'Etat d'Iran, il y a longtemps que la masse de prolétaires incontrôlés qui existe dans cette zone depuis des temps immémoriaux se serait unanimement réfugiée sur le territoire iranien. Or aujourd'hui, il y a quelques 55.000 personnes en arme dans cette région qui n'acceptent aucun embrigadement du Capital, ni celui-ci, ni aucun autre. L'ensemble des nouvelles en provenance de cette région confirme l'existence de l'affrontement permanent entre les prolétaires "insoumis" et les islamistes.

oOo

Pour terminer, nous voulons insister sur l'importance pour le prolétariat mondial de ce qui se joue pour l'instant en Irak et nous voulons répercuter en même temps l'appel international que nous font les camarades de la région.

Selon des informations que nous avons récemment reçues, malgré l'unité de toutes les fractions du Capital (baassistes, coalition, nationalistes, religieux,...) pour écraser le prolétariat, la lutte continue avec beaucoup d'intensité.

Les nationalistes font tout leur possible pour imposer l'ordre bourgeois mais la désorganisation et la désobéissance sont générales. Le fait même qu'il n'y ait pas de travail et que toutes les règles imposées par l'Etat aient été remises en question par le prolétariat, rend très difficile le travail de ceux qui veulent rétablir l'ordre bourgeois.

La politisation est énorme. On discute partout de "ce qu'il faut faire". Toutes les organisations politiques classiques éclatent. Des fractions, des groupes et des dizaines de nouvelles organisations se créent. Rien qu'à Sulaymaniya, des camarades nous ont dit avoir compté, pendant le mouvement, 36 sièges d'organisations différentes.

De leur côté, les forces répressives de l'Etat, loin de la fureur prolétarienne, se réorganisent. Avec l'appui de la Coalition, la Garde Républicaine et les milices nationalistes reconstituent leurs forces et préparent un nouveau massacre.

Nos camarades nous communiquent, dans un document qui nous est parvenu, qu'ils ont de nombreux blessés dans leurs rangs, qu'ils sont menacés par les nationalistes et en danger de mort. Ils nous demandent de répercuter leur appel à la solidarité dans le monde.

Il est clair qu'aussi exemplaire que puisse être la lutte du prolétariat de la région, étant donné l'isolement et la faiblesse de l'action autonome du prolétariat dans les autres parties du monde, le rapport de force nous est défavorable. Seule l'action internationale du prolétariat contre "sa propre bourgeoisie" peut apporter une véritable solidarité à nos camarades sur ce front de la bataille.

**Nous appelons donc à redoubler les efforts de solidarité avec le prolétariat en Irak.** Nous appelons plus que jamais à faire connaître ce qui se passe dans cette région, **en diffusant nos matériaux** ainsi que toutes les informations qui proviennent des camarades internationalistes de la région. Nous appelons à dénoncer **partout dans le monde** (parce qu'ils sont présents partout dans le monde!) le rôle criminel et complice de Saddam Hussein, des nationalistes kurdes du PDKI et de l'UPK, des islamistes de tout type et des troupes internationales de la Coalition.

**CAMARADES! L'OPPOSITION ENTRE LES CLASSES EST LA MEME LA OU TU TE TROUVES; LORSQUE TU AS FACE A TOI UN NATIONALISTE (KURDE,IRAKIEN, OU QUELQU'IL SOIT), N'OUBLIE PAS QU'IL S'AGIT DU MEME ENNEMI QUE CELUI QU'AF-FRONTÉ TON FRERE PROLETAIRE EN IRAK!**

Le texte que nous publions ici et l'appel que nous formulons est en continuité directe avec le travail que notre groupe réalise depuis des années dans la région Iran/Irak, ainsi qu'avec la réunion internationale que nous avons organisée il y a deux ans à Berne. Ce texte prolonge également l'ensemble des tentatives que les communistes internationalistes font pour fortifier et centraliser la communauté de lutte du prolétariat contre le capitalisme mondial.

Lors de la présentation de la réunion de Berne (Cf. l'annexe intitulée "A propos d'une réunion internationale de travail" in Communisme No.29), nous formulons un appel concret dans le même sens qu'aujourd'hui. Nous appelons à envoyer des informations, des prises de positions, des contributions matérielles,... pour tenter de centraliser l'action communiste au niveau le plus large possible. **Aujourd'hui, alors que des camarades sont menacés de mort, nous réitérons cet appel avec plus de force que jamais.**

Nous tenons néanmoins à signaler que la boîte postale et le compte courant que nous avons ouvert en grande Bretagne après la réunion de Berne sont resté pratiquement sans effet, et nous appelons les camarades qui ont des contributions ou des propositions pour centraliser l'action communiste, à entrer si possible en contact direct avec les militants du Groupe Communiste Internationaliste dans les pays où ils sont présents. Si cela n'était pas possible, qu'ils envoient leurs contributions à l'adresse centrale du groupe en Belgique.

**Contre le capitalisme et ses guerres,**

**Contre le nationalisme et tous ses Etats,**

**Luttons aux côtés du prolétariat défaitiste révolutionnaire d'Irak,**

**Pour la révolution communiste mondiale!**

**Toulouse le, 13 février 2017**

**Pour nous joindre :**

**oserlutter@gmx.fr**

Imprimé par nos soins

